

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

OBSERVATIONS

SUR LA

JURIDICTION EN MATIÈRE DE PRESSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 4 Juin 1907, à 1 heure

PAR

Gabriel GIRAUD

Président : M. LARNAUDE, professeur

Suffragants { *MM. CHAVEGRIN, professeur*
GARÇON, professeur

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUE

15, Rue Racine, 15

—
1907



THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

OBSERVATIONS

SUR LA

JURIDICTION EN MATIÈRE DE PRESSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 4 Juin 1907, à 1 heure

PAR

Gabriel GIRAUD



Président : M. LARNAUDE, professeur

Suffragants { *MM. CHAVEGRIN, professeur*
GARÇON, professeur

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUE

15, Rue Racine, 15

1907

OBSERVATIONS

SUR LA

Juridiction en matière de Presse

INTRODUCTION

Depuis la fin du second Empire, c'est le jury qui en France doit connaître des délits de Presse. Que produit le fonctionnement de cette juridiction ? Les jurés acquittent très fréquemment des journalistes coupables d'infractions extrêmement graves : Ils arrivent ainsi, en rendant problématique l'application de la loi, à donner une véritable prime aux excès de Presse de toute sorte. Il importe de faire cesser cet état de choses.

Mais si la constatation de ce mal rallie un accord à peu près unanime, il n'en est plus de même lorsqu'il est question de l'application d'un remède. Un mouvement d'opinion très accentué accuse actuellement

le jury d'avoir soit par faiblesse, soit par ignorance, soit par suite d'un libéralisme mal compris, permis cette situation. De là à demander un changement dans l'attribution de juridiction, il n'y a qu'un pas : On l'a très souvent franchi.

Nous nous proposons d'examiner ici s'il y a lieu d'en faire autant.

Avant d'aborder le fond même de ce sujet, nous examinerons préalablement, dans une sorte d'introduction, s'il peut être question d'appliquer le droit commun à la Presse. La solution de cette question présente un réel intérêt au point de vue même de la juridiction applicable : Si nous considérons en effet que la publication de la pensée par voie du journal ou du livre ne diffère pas d'une simple extériorisation du *moi*, nous devons déférer les infractions commises par voie de la Presse au tribunal de police, au tribunal correctionnel ou à la cour d'Assises selon qu'elles constituent des contraventions, des délits ou des crimes. Si nous arrivons au contraire à des conclusions différentes, libérés de toute règle absolue d'organisation judiciaire, nous pourrions nous écarter sans scrupule de la vieille classification tripartite du droit pénal et repousser les conséquences qui en découlent quant à l'attribution de juridiction. Nous pourrions également ainsi mettre en relief, dès le début, certaines notions auxquelles nous aurons à nous reporter dans la suite de nos explications.

Viendra la question de la répression. Après avoir vu qu'il est impossible de proclamer l'impunité en matière de presse, que l'organisation d'une juridiction disciplinaire est encore très problématique, nous arriverons, par voie d'élimination, à reconnaître la nécessité d'organiser la répression sous le couvert de la loi et par le moyen des tribunaux judiciaires. — Quelle juridiction appliquer? La discussion de cette grande question sera précédée d'un historique qui dépassera quelque peu le cadre de l'étude spéciale qui nous occupe ; mais la connexion entre le régime administratif appliqué à la Presse et la question de l'attribution de juridiction est si étroite que ne pas parler de l'un serait méconnaître le caractère de l'autre. Un historique présente l'avantage de nous montrer, en nous plaçant à un point de vue tout *dynamique*, les phénomènes de succession et de séquence qui ont pu se produire dans l'évolution d'une institution, et d'indiquer ainsi la relativité qu'il faut attacher à ce que nous voyons à une phase d'évolution. Aussi ferons-nous précéder la plupart des questions qui seront examinées de notions historiques.

La discussion des principaux systèmes proposés en matière de juridiction nous conduira à conserver le principe du jury. La plupart des défauts qui lui sont reprochés peuvent, en effet, être attribués à une organisation défectueuse. Il restera à voir si des modifi-

cations doivent être apportées. Ce sera l'objet de la deuxième partie.

Nous la ferons précéder d'une nouvelle introduction : quel critérium doit, rationnellement, limiter la compétence du jury en matière de presse ? Avant de proposer des modifications au système actuel, il est en effet nécessaire de connaître ce que l'on demande aux jurés d'arbitrer.

Quant aux explications relatives à la réforme même du jury, nous les grouperons autour des rubriques suivantes :

1° Recrutement ;

2° Nécessité d'assurer l'indépendance des jurés (ils doivent être protégés contre eux-mêmes contre les influences extérieures, contre la passion qui peut s'introduire au débat et l'amener à dévier ; ils doivent être mis à même de mesurer les conséquences de leur verdict) ;

3° Nécessité de mettre les jurés en présence des vrais coupables (Quels sont-ils ?).

Nous examinerons enfin, dans un appendice, la question du jury d'accusation dans ses applications en Angleterre et en France : Nous verrons si l'on doit regretter cette institution.

Nous nous reporterons souvent comme très propres à indiquer l'état des idées à une certaine époque, aux discussions des Chambres, et surtout à

celles qui eurent lieu sous la Restauration. Elles sont particulièrement substantielles.

De nombreuses comparaisons avec le droit anglais s'imposeront également : Le jury fonctionne fréquemment, en Angleterre, d'une manière tout autre qu'en France : Il sera souvent intéressant de signaler cette discordance et d'en rechercher les causes.

PREMIÈRE PARTIE

A quelle juridiction faut-il déférer les délits de presse ?

Chapitre I. — La presse et droit commun.

I. — Notions historiques. Angleterre, Révolution :

En 1819 ;

En 1881.

II. — Discussion.

Chapitre II. — Systèmes hostiles à l'intervention de la loi.

A. — Système de l'impunité.

B. — Juridiction disciplinaire.

Chapitre III. — Système admettant la nécessité d'une répression légale.

Section I. — Historique.

Angleterre.

Révolution.

Consulat.

Premier empire (et preuve que l'attribution de juri-

diction ne suffit pas à assurer la liberté de presse)

Restauration.

Monarchie de Juillet.

1848.

Second Empire.

Depuis 1870.

Comparaison avec l'Angleterre.

Section II. — Principaux systèmes en présence.

A. — Compétence correctionnelle.

B. — Jury spécial.

C. — Jury.

Appendice. — Question de l'Echevinat.

DEUXIÈME PARTIE

La réforme du jury.

Chapitre I. — Critérium de la délimitation de la compétence du jury en matière de presse.

Application. — Protection des particuliers.

Restriction : Question de la protection des personnes revêtue d'un caractère public. Le Président de la République.

Chapitre II. — Sur le recrutement du jury.

Divers systèmes.

I. — Système des catégories.

II. — Système adoptant une base de recrutement beaucoup plus large.

- a) Etats-Unis.
- b) Recrutement administratif.
- c) Système révolutionnaire.
- d) Système anglais.
- e) Système éclectiques.
- α Suède.
- β Système de la loi de 1872.
- f) Système du sort ; subdivisions.

Chapitre III. — Nécessité de sauvegarder l'indépendance du jury.

I. — Protection du juré contre lui-même : unité d'impression.

II. — Protection du juré contre les influences extérieures.

III. — Protection du juré contre la confusion et la passion qui peuvent s'introduire dans le débat : comment avoir un président d'assises indépendant.

IV. — Nécessité de permettre au juré de rendre son verdict en toute indépendance et d'en mesurer les conséquences.

Chapitre IV. — Nécessité de mettre le jury en présence des vrais coupables :

- 1^o Sur la responsabilité pénale;
- 2^o Sur la responsabilité civile.

Appendice. — Le jury d'accusation et l'Instruction.

Angleterre.

France. Appréciation,

PREMIÈRE PARTIE

A quelle juridiction faut-il déférer les délits de Presse ?

CHAPITRE I

La Presse et le Droit Commun

Notions historiques. — L'exemple de l'Angleterre contribua beaucoup à l'adoption en France du jury par la Constituante :

Les Anglais introduisirent le jury en matière de presse non pas dans l'idée de favoriser le développement des publications, mais principalement pour sacrifier à une tradition ancrée depuis longtemps chez eux, le respect de la loi commune. Ils s'étonnent qu'en France la législation sur la Presse ait été considérée, en fait tout au moins, comme une branche spéciale de notre droit. Pour eux, il semble actuellement inadmissible que le jury puisse ne pas être appliqué aux infractions de la presse ; et en fait, depuis la Restauration anglaise, aucun tribu-

nal spécial n'a eu à sévir contre des délits de cette sorte. La liberté de la presse, qui existe, chez les Anglais, à l'état de fait bien plus qu'à l'état de principe, a donc été la conséquence du respect pratiquée par ce peuple pour la loi commune.

La question de la Presse et du droit commun fut ignorée des Révolutionnaires. On songeait bien plus, à cette époque, à proclamer des principes politiques qu'à en assurer les applications juridiques. Le Code pénal de 1810 ne songe pas non plus à faire des délits de presse une catégorie spéciale. Ce n'est guère qu'avec la Restauration que, par réaction contre le régime préventif et administratif à outrance appliqué par Napoléon, se fit sentir le besoin de fixer par la loi le régime de la presse : dès l'exposé des motifs des lois de 1819 (1), le garde des Sceaux De Serre mit en relief l'idée déjà développée par nombre de publicistes de l'époque, et particulièrement par Guizot, qu'il n'y avait pas de délits spéciaux à la presse : « La presse, dont on peut se servir comme d'un instrument pour commettre un crime ou un délit, ne donne lieu cependant à la création ou à la définition d'aucun crime particulier nouveau. De même en effet que l'invention de la poudre a pu fournir aux hommes de nouveaux moyens de commettre le meurtre sans créer, pour cela, un nouveau crime à inscrire dans les lois péna-

1. *Moniteur* du 25 mars 1819.

les, de même l'invention de l'imprimerie n'a rien fait de plus que de leur procurer un nouvel instrument de sédition, de diffamation, d'injure et d'autres délits de tous temps connus et réprimés par les lois... De ce fait, évident par lui-même, découle une conséquence évidente, c'est qu'il n'y a pas lieu d'instituer pour la Presse une législation pénale distincte. »

L'assimilation de la Presse aux autres moyens de publication semblait, du reste, généralement admise à cette époque : l'état des esprits régnant alors pouvait, en une certaine mesure, expliquer ce fait : Il était conforme à l'esprit du temps d'ériger *a priori* des propositions que l'on considérait comme rationnelles, pour ensuite en tirer des conséquences par déduction. — Mais, lorsqu'il fallut passer à la discussion des articles, le garde des sceaux dut bien souvent, comme le fit remarquer gravement de Courvoisier, et ironiquement, Benjamin Constant, négliger de tirer toutes les conséquences logiques de la proposition qu'il avait mise en vedette.

La doctrine de l'exposé des motifs fut défendue par Mestadier (1). Sans doute il faut considérer la Presse comme un instrument de délits prévus par le droit commun ; mais il repousse la prétention de la régir par des principes absolus : « Il faut admettre qu'il y a des délits particuliers à la Presse ; et que la publicité, qui rend ces opinions contagieuses, ne

1, Séance du 15 avril 1819.

doit pas rester impunie ». La Commission de la Chambre des députés se prononça également dans le même sens.

L'exposé des motifs du troisième projet même semble aller à l'encontre du point de départ du garde des Sceaux : « Les journaux, y est-il dit, publication d'une nature particulière, doivent être soumis à une législation spéciale. » — Du reste, les considérations pratiques finirent par l'emporter sur toutes autres ; et les lois de 1819 aussi bien en laissant subsister contre la Presse des mesures préventives fiscales (le cautionnement et l'impôt du timbre) qu'en déférant les délits de Presse du jury, s'écartèrent en fait du droit commun.

Les lois qui se succédèrent ne furent guère précédées de discussions théoriques : Libérales ou de réaction, selon les circonstances, elles furent votées sous l'impression du moment, pour des raisons en majeure partie politiques.

Ce n'est guère qu'en 1881 que la question qui nous occupe fut de nouveau discutée. Au système de la commission, qui proposait de ne punir, parmi les délits mentionnés par les lois restrictives antérieures, que ceux qui portaient atteinte à l'intérêt public ou à l'intérêt privé, et écartait systématiquement tout délit d'opinion, de doctrine ou de tendance, MM. Floquet, Clemenceau, Allain Targé et Lockroy, opposèrent, par l'amendement suivant, le

principe du droit commun : « Il n'y a pas de délits spéciaux à la Presse : quiconque fait usage de la Presse ou de tout autre moyen de publication est responsable selon le droit commun. » La portée de cet amendement était, ainsi que le déclara Floquet, la suivante : En matière préventive, liberté absolue ; en matière répressive, responsabilité civile selon l'article 1382 du Code civil, responsabilité pénale selon l'article 60 du Code pénal. La Presse, faisait remarquer le député de Paris, simple instrument de délits, ne peut pas en être la cause constitutive : Les journaux, ajoutait-il, ont pris un caractère financier très accentué, et servent souvent à diriger les placements de l'épargne du pays. Or, ils ne peuvent bien le faire que si on leur laisse une liberté absolue. La presse ne discute plus guère uniquement des questions de doctrine : elle se préoccupe surtout d'informations et de nouvelles. Or, contre cette Presse, il n'est pas besoin de sortir d'armes spéciales de l'arsenal législatif.

Agnel, rapporteur, combattit l'amendement Floquet au nom de la Commission. Son auteur avait fait une déclaration de principes, mais il avait omis d'organiser un régime de la Presse sous le droit commun. S'il l'avait essayé, il aurait compris combien ingrate était sa tâche. S'il n'y a pas de délits d'opinion, il y a, en effet, des délits de presse : ainsi il n'y aurait pas de diffamation ou d'injure publiques

sans la presse. Ils diffèrent de ceux que prévoit le Code pénal par leur mode de perpétration. Or, il est irrationnel de les faire réprimer d'après les dispositions du Code pénal, puisque, à l'époque où celui-ci a été composé, il n'existait pas de délits de presse. Ils ont une gravité particulière, qui doit les faire punir avec une particulière sévérité (1).

Remarquons que l'amendement Floquet ne fut pas sans effet sur la loi de 1881. Renvoyé à la Commission après l'intervention de Allain-Targé, celle-ci apporta quelques modifications libérales à son projet. Floquet s'empessa alors d'enregistrer cette demi-victoire (2), et il n'insista plus sur une doctrine qui aurait pu devenir gênante à soutenir au moment où l'on allait passer à la discussion des articles (3).

1 Discours Agnel, séance du 25 janvier 1881.

2: Mon but, dit-il, en proposant cet amendement, était « d'établir que la législation de la Presse ne devait relever que des délits de droit commun. La Commission prétendait que son premier projet ne contenait que des dispositions de cette nature. Après sa nouvelle délibération, elle a supprimé un certain nombre de délits ne paraissant pas être de droit commun; donc, elle est entrée dans la voie que je lui avais indiquée ».

3. M. Joseph Reinach a proposé en 1889 à la Chambre des députés de reprendre le système de l'amendement Floquet. L'article 1^{er} de cette proposition était ainsi conçu: « Quiconque fait usage de la Presse ou de tout autre moyen de publication est responsable selon le droit commun. »

Discussion. — Juridiquement parlant, le délit de presse est-il identique à un autre délit? Sans doute, au point de vue abstrait (et cet argument paraît très fort à première vue), l'instrument du délit n'en change pas la nature : « Quand on propose une loi particulière sur la Presse, a dit Portalis père, c'est comme si, en matière d'assassinat, on proposait une loi sur les délits du sabre ou du pistolet : l'instrument ne fait rien à la chose. » Cette idée simpliste, après un examen plus attentif de la question, peut cependant paraître insuffisante.

Un délit comprend deux éléments, l'*animus* et le *corpus*. L'*animus*, c'est-à-dire l'élément intentionnel, est sans doute nécessaire ici comme dans tout autre délit, mais le *corpus*, c'est-à-dire l'élément — préjudice matériel, est ici bien différent : il paraît résider dans l'effet de la publication, c'est-à-dire dans le préjudice causé à la société ou à un individu : « Ce qui rend une action punissable, c'est l'intention de son auteur, et le mal qu'il a fait ou voulu faire à un individu ou à la société » (1). Ce corps de délit est difficile à constater, puisqu'il est de sa nature d'« opérer sur les esprits et non sur les choses » (2) ; aussi, dans l'impossibilité de faire passer dans la loi ce critérium abstrait, les législateurs de 1819 et de 1881 le placè-

1. Exposé des motifs du premier projet des lois de 1819. *Moniteur* du 5 mars 1819.

2. Chassan.

rent dans un acte matériel qui a, le plus souvent, un rapport de cause à effet avec le trouble social engendré par le délit de presse : la publication. En effet, « tant que l'idée demeure renfermée dans la conscience, elle n'est pas justiciable des lois sociales ; mais dès qu'elle se produit au dehors, dès qu'elle est communiquée à des tiers, elle tombe, comme toutes les actions humaines, sous l'application de la loi, si elle porte atteinte aux droits de l'individu ou de la société » (1). Il semble donc rationnel de reconnaître un caractère spécial aux délits de Presse (2).

Est-il besoin d'être esclave, d'autre part, pour déterminer la compétence, de la vieille distinction des infractions en crimes, délits et contraventions ?

1. Garreau. *Traité théorique et pratique de droit pénal*, t. IV, p. 439.

2. Une autre théorie, adoptée par les législations belge, danoise, norvégienne et espagnole, au lieu de placer l'élément essentiel du délit dans le fait de la publication, le voit dans la confection même de l'écrit : Ce système, dit M. Garreau, voit dans la publication la condition externe du délit, dont la pensée, l'intention qui a présidé à la rédaction de l'écrit, serait l'élément interne. Il ne peut y avoir, sans doute, de délit punissable, qu'après la publication ; mais la culpabilité réside essentiellement dans l'écrit lui-même. On a objecté à cette théorie que, au moment de la confection même de l'écrit, l'intention mauvaise de son auteur n'a pas encore de caractère public : aucun trouble social n'en résulte ; et il peut sembler difficile d'y voir, dans ces conditions, un délit de Presse.

Sans doute, il ne peut guère, pour le moment, être question de l'abandonner. Le faire entraînerait un remaniement complet de tout notre droit pénal, ce qui serait une œuvre considérable ; elle peut, en outre, se justifier en une certaine mesure en ce que, si elle ne tient pas compte de la gravité morale individuelle des infractions, ce qui semble peu réalisable, elle le fait cependant en une certaine mesure en distinguant la petite, la moyenne et la grande criminalité. Elle paraît commode ; et on n'a guère proposé de système satisfaisant pour la remplacer. Mais doit-on l'adopter aveuglément, dans une matière aussi spéciale que la presse ?

L'intérêt même des journalistes doit faire écarter à leur encontre une application stricte du droit commun. Ceux-ci l'ont revendiqué que pour faire établir par la loi celles de ses dispositions qui leur semblaient favorables, son application intégrale n'a jamais été demandée : « l'esprit de parti n'envisage cette question, comme toutes les questions politiques, qu'au point de vue de ses intérêts immédiats, contingents. Il accepte tour à tour les solutions les plus contradictoires, pourvu qu'elles servent ses passions ». (1) Le Code pénal a été composé à une époque où l'on ne songeait guère aux délits de presse ;

1. Discours de M. Deschanel à la Chambre des députés, séance du 22 mai 1900.

et l'application pure et simple de ses dispositions aurait souvent pour but de préjudicier à ceux-là mêmes qu'on voudrait traiter avec modération. Ainsi la provocation au meurtre suivie d'effet, par voie de journal devrait, en appliquant rigoureusement les règles générales, être punie de mort. Personne ne désire un pareil résultat.

A d'autres points de vue encore, le délit de Presse doit être considéré comme *sui generis*. A la différence des autres droits publics, la Presse permet à l'individu de sortir de son *moi* et d'exercer une influence considérable sur la société : le bas prix des publications périodiques, le fait que le lecteur est le plus souvent fidèle à son journal, permet au publiciste d'exercer sur ses contemporains une action permanente et continue d'autant plus dangereuse que ceux-ci la subissent sans en avoir pleinement conscience : « la toute puissance du journal est dans ce fait qu'il ne commande pas, mais suggère toujours (1). » Ce phénomène est encore accentué par l'unité et la continuité de tendance qui se manifestent en tout journal (2).

On a souvent répété que, soumettre la Presse à une législation spéciale était appliquer une méthode aussi dangereuse qu'arbitraire, celle des législations

1. H. Béranger. *Revue Bleue* du 4 décembre 1897.

2. « Est journal », selon Chassan, « tout écrit, quels qu'en soient l'époque et le mode de publication successive, formant par son titre, son plan et son esprit, un ensemble ou un tout ».

d'exception. Une pareille critique semble aller contre la réalité des choses. Les lois d'exception se distinguent, en effet, à ce qu'elles appliquent à une même matière, selon les temps et les circonstances, des règles différentes. Elles ont en fait, le plus souvent, une tendance à l'arbitraire. Elles présentent aussi fréquemment un caractère provisoire : leur durée ne dépasse guère les circonstances passagères qui les ont déterminées. Une législation sur la Presse, au contraire, est seulement *spéciale*. Le journal a, en effet, ses caractères permanents propres, nous venons de le voir ; et en réglementer l'usage n'est pas répondre à un besoin accidentel, c'est « l'expression d'un fait particulier et continu, non discordant avec le droit commun ».

Il paraît donc légitime de légiférer sur la Presse. Il est surtout important de concilier, par la loi, les divers intérêts qui peuvent se trouver engagés, sans gêner la libre expression des opinions. Le législateur de 1881 garde une sage mesure lorsqu'il a fait intervenir l'idée du droit commun pour limiter son pouvoir de réglementation : on ne punira que des délits de droit commun. Cette formule implique la proscription des anciens délits d'opinion et tendance ; mais tout en permettant dans la limite indiquée d'établir des dispositions pénales particulières : « la loi de 1881 n'est pas une loi d'exception : on peut dire qu'elle a seulement reculé les bornes d'ap-

plication du droit commun, et que les délits dont elle s'occupe tirent bien leur origine de ceux qui sont prévus par le Code pénal, mais ce qui la différencie et la caractérise en même temps, c'est qu'ils sont commis à l'aide d'un instrument nouveau, la Presse, et des divers moyens qui s'y attachent » (1).

La tendance moderne, d'ailleurs, nous mène progressivement à la spécialisation : les conceptions *a priori* paraissent appelées à jouer un rôle de plus en plus restreint. Sous l'influence des théories positivistes, l'esprit réaliste s'est développé dans des proportions considérables, et a donné lieu à de nombreuses applications. Dans le domaine économique, il a pris corps dans différentes doctrines — écoles historique, réaliste, d'économie nationale, — qui font gravement échec aux conceptions déductives et un peu étroites de l'individualisme. Il s'est manifesté, dans le domaine politique, par une spécialisation toujours croissante : l'expérience montre qu'actuellement, dans les débats parlementaires, de grands efforts sont faits pour serrer de plus près le côté positif des questions discutées, et pour trouver des solutions avant tout pratiques (2). Et cet état de choses sem-

1. Gustave Le Poittevin. *Traité de la Presse*.

2. Beaucoup de lois modernes écartent le droit commun pour appliquer des règles spéciales à des situations spéciales. C'est le cas d'abord de la plupart des lois dites *sociales* (lois ouvrières sur les accidents, la maladie, la vieillesse) ;

ble utile : « La méthode déductive, en effet, est extrêmement dangereuse dans le droit public... les formules juridiques ne doivent pas dominer la vie ; elles doivent au contraire la suivre, se mouler sur elle ; car le droit n'est qu'une forme qui ne crée rien, mais donne seulement une certaine consistance à des institutions sur des besoins qui existent et se développent en dehors de lui » (1).

citons encore comme relevant de la même inspiration le principe d'une prévoyance obligatoire pour certaines catégories de personnes, les réclamations de certains réformateurs qui désirent adapter les règles du Contrat de mariage aux conditions diverses des intéressés ; on pourrait voir les dispositions du même genre en matière fiscale.

1. Article de M. Larnaude. *Revue des Idées*, n° du 15 mai 1905.

CHAPITRE II

Systèmes hostiles à l'intervention de la loi

A. Système de l'impunité. — Ce système a été soutenu par Emile de Girardin lors d'une mémorable campagne. Il entendait démontrer que le législateur devait se désintéresser des délits de Presse.

a) Girardin tirait son premier argument de l'impuissance du journal : les divers journaux, en effet, se contredisent, se font contre-poids. Leur action est en raison inverse de leur nombre ; on s'habitue à ne plus croire aveuglément au journal, tout en continuant à s'y informer (1) : aux Etat-Unis, d'ailleurs, cette vérité est admise couramment : « Les Américains, a dit M. de Tocqueville, croient que les tribunaux sont impuissants pour modérer la Presse, et que la souplesse des langages humains échappe sans cesse à l'analyse judiciaire : les délits

1. Berthelémy. *Traité élémentaire de droit administratif*, éd. de 1901, p. 272.

de cette nature se dérobent, en quelque sorte, devant la main qui s'étend pour les saisir. »

Cet argument n'est pas sans une certaine force. Il est certain que les quelques journaux de la Restauration, aux mains de partis politiques, avaient sur leurs lecteurs une influence bien plus considérable que les multiples feuilles modernes. « Si, a dit Jules Simon — et il faisait allusion à l'époque de la fin de la Restauration — les journaux politiques étaient peu nombreux et se vendaient cher, en revanche, ils jouissaient d'une puissance et d'une importance dont on se ferait difficilement une idée aujourd'hui : le directeur d'un de ces cinq ou six journaux influents était un véritable chef de parti : il était presque un *chef d'école*. Ses abonnés étaient des affiliés... le journal soutenait toujours les mêmes hommes et la même doctrine ; les abonnés ne lisaient jamais que le même journal. Ils le croyaient en toutes choses sur parole ; ils pensaient et votaient comme lui. » Il est bien certain que la presse moderne a perdu en grande partie cette puissance. Le prestige de ce qui est imprimé tend à diminuer. Cependant faut-il en conclure, à l'instar des individualistes purs, à la nécessité de laisser par le jeu de la liberté, les maux contraires s'entre-détruire ? Actuellement en effet un danger, peu connu aux époques décrites par Jules Simon, s'est révélé. La presse a considérablement évolué depuis la Restau-

ration. Dès la fin du second Empire, les journaux prirent un genre beaucoup plus libre que leurs prédécesseurs de 1830 (1).

Depuis quelques années, nouveau changement, le caractère commercial tend à s'emparer du journal, et la satire, jadis pratiquée d'une manière désintéressée, se transforme bien souvent en une véritable industrie du chantage. Cette nouvelle presse, au lieu d'éclairer l'opinion publique par des discussions contradictoires, se fait le plus souvent son humble servante, « jalouse avant tout de plaire, et résignée, pour arriver à ce but, à flatter les préjugés, les vices, les passions, les ignorances de ses lecteurs » (2) ; de

1. M. Fabreguettes. *Traité des délits politiques et des infractions par la parole, l'écriture et la Presse*, t. I, p. CLXXIV, décrit ainsi ce changement : « Aux polémistes de 1830, succède alors une génération moins ardente, mais plus simple, moins tumultueuse, mais plus habile, et qui, ne trouvant qu'à glaner dans les pas de terribles prédécesseurs, se prit à ensemençer elle-même un champ de fleurs frivoles et mille fois variées, pour lesquelles le boulevard formait un terrain des plus propices : ainsi naquit la Petite Presse, où excellèrent les représentants de ce journalisme disert, pondéré, discret de ton, mordant à l'occasion, armé de sous-entendus pétris de finesse, cherchant souvent la petite bête, s'acharnant à la débusquer, dédaignant la grosse expression... la Petite Presse, pimpante, sautillante et quelque peu décolletée prit pour mission de refléter le monde. Elle commença par les journaux hebdomadaires généralement illustrés : la satire et l'ironie y pétillaient à leur aise, et tout le monde en riait. »

2. Leroy-Beaulieu, *Enquête de la Revue Bleue*, numéro du 18 décembre 1897.

sorte que, au lieu de se faire entre eux contre-poids, les journaux tendent bien souvent à égarer l'opinion par un des procédés qui présente le plus de chances de succès : la flatterie.

b) Les partisans de l'impunité présentent un second argument.

C'est l'opinion publique qui est le juge le plus qualifié des délits de Presse. En matière de diffamation particulièrement, qui est le cas pour lequel, en fait, la question semble présenter le plus grand intérêt, toute répression est à écarter : « En face de la calomnie », dit Emile de Girardin, « il n'y a qu'à opposer le dédain aux ivrognes de la Presse et à mettre toujours la vérité pour soi, car il n'y a qu'elle qui ait la puissance de nuire quand elle nous est contraire. » « Le fonctionnaire, a dit Jules Simon au Sénat lors de la discussion de la loi de 1881, a droit à être injurié et à être défendu par ses actes, par sa droiture, et non par la puissance de la loi. »

La sérénité de pareils arguments peut surprendre. Un tel langage se comprendrait en effet si les attaques contre les hommes publics n'étaient dirigés contre eux que dans le but de contrôler les actes dont ils doivent compte à l'opinion ; mais la presse moderne recherche les « scandales » dans un but beaucoup moins élevé. Il ne faut donc pas, sous prétexte de libéralisme, appliquer aux publications une sorte de régime du *laissez-faire* qui pourrait

aboutir, en dernière analyse, à favoriser l'industrie du chantage. Sans doute, les journaux qui usent de pareils procédés sont encore rares, mais les abus de ces quelques feuilles suffisent à donner à la question de la répression le plus grand intérêt actuel. La nécessité de protéger les victimes, et d'enlever à d'autres publicistes l'envie de les imiter doit suffire encore pour faire écarter le second argument de Girardin. On peut, d'ailleurs, attribuer cet état de choses éminemment regrettable à l'état d'esprit qui régnait au Parlement au moment du vote de la loi de 1881, et qui a abouti à organiser en fait, pour le publiciste avisé — et les moins scrupuleux le sont toujours — un véritable système d'impunité.

Eugène Pelletan, en réfutant les théories de Jules Simon, se basa sur l'idée que l'Etat avait à remplir un devoir de conservation. Des attaques systématiques et excessives contre les fonctionnaires affaibliraient leur autorité, et, à la longue, si de pareilles habitudes s'introduisaient dans les mœurs, les attaques dirigées contre eux dépasseraient bien vite leur but. Ce ne serait plus leur personne qui serait atteinte ; ce serait l'Etat qui serait frappé en leur personne.

Une des principales obligations de l'Etat, peut-on ajouter, consiste à faire régner la justice. Ce devoir implique, de sa part, une pareille protection des droits et libertés de chacun : la loi doit « tenir la balance égale entre tous, quand elle réglemente et

mesure ces droits et libertés (1). » Abandonner les fonctionnaires à tous les excès de polémique serait, de sa part, manquer à ce devoir.

Girardin invoque un dernier argument : la question de l'impunité est étroitement liée à celle de la liberté de la Presse : sans l'impunité pas de liberté possible : « la Presse sans l'impunité, ce n'est pas la presse libre ; c'est la Presse ayant pour juge l'arbitraire, l'ignorance et l'intolérance » ; l'arbitraire et l'intolérance, on les redoute du tribunal correctionnel ; l'ignorance, de la Cour d'assises. Des explications ultérieures nous permettront de voir jusqu'à quel point cette crainte est fondée. Cependant remarquons dès à présent qu'une institution peut être rendue défectueuse principalement par la manière dont elle est organisée ; et que bien souvent de légères réformes peuvent aboutir à rendre sans portée les critiques qui avaient été primitivement formulées.

B. *Juridiction disciplinaire.* — On a proposé comme remède contre la corruption de la presse moderne d'organiser, entre journalistes, une juridiction disciplinaire professionnelle.

Les rapports sociaux, les rouages de la vie économique, dit-on à l'appui de cette thèse, deviennent

1. Mérillon. *La Presse et le droit commun.*

chaque jour plus nombreux et plus complexes ; et le législateur le plus interventionniste, quelques bonnes que soient ses intentions, ne peut bien sauver, mouler à temps le droit sur les exigences de la vie réelle. C'est alors à l'initiative privée de suppléer à la loi.

En matière de presse particulièrement, nous le verrons, la législation renferme certaines lacunes. La responsabilité, est à peu près nulle en fait ; aussi des abus considérables se sont produits.

Or réprimer ces excès est chose très délicate. Tout en restant dans les limites de la loi, le journaliste peu consciencieux a pu manquer à l'honneur d'une manière assez grave, pour que le fait puisse risquer, s'il était porté à la connaissance du public de déconsidérer la corporation même. Qui pourra mieux le juger que ses pairs, journalistes comme lui, connaissant par conséquent les difficultés qu'il doit surmonter dans l'exercice de sa profession : l'intérêt même de la collectivité assurera, en ce cas, une ferme répression. — Ils auront de plus une tendance à la bienveillance pour juger des espèces dans lesquelles les circonstances peuvent les placer eux-mêmes tous les jours. Cette juridiction joindra ainsi une grande souplesse d'action à de sérieuses garanties en faveur du coupable. Ce système aboutirait à arrêter dans son essor la presse qui vit de scandales. Il ne contraindrait

nullement les journalistes consciencieux à changer leurs habitudes. Quant aux autres, leur intérêt les forcera à agir contre les premiers.

L'action disciplinaire aura, en outre, l'immense avantage d'éviter la publicité que produit toujours une affaire judiciaire. La réputation de la corporation n'aura pas ainsi à souffrir de l'effet désastreux que ne manqueraient pas de produire auprès du public les agissements de quelques-uns de ses membres. La presse a le plus grand intérêt à conserver un peu de son ancien prestige : la clandestinité de la répression l'y aidera.

Sans doute on a fait remarquer que la discipline d'une pareille organisation était incompatible avec un régime de presse libre. Elle ne peut en effet être telle qu'à condition de jouir d'une entière indépendance. N'y a-t-il pas lieu de craindre que la fermeté de la juridiction disciplinaire n'arrivât à gêner la libre expression de la pensée ?

Mais on peut répondre que cette objection a une tendance, avec le temps, à perdu progressivement de sa force : le journal, nous l'avons vu, se commercialise de plus en plus. L'article politique cède bien souvent la place aux colonnes d'information. Aussi trouve-t-on naturel de proposer à un industriel une sorte de juridiction syndicale ayant le pouvoir de régler ses intérêts, alors qu'il n'en aurait pas

été un instant question à l'égard d'un représentant de la conscience publique.

Mais comment organiser cette juridiction ?

M. Georges Renard propose (1) de constituer un « sérieux syndicat de journalistes, qui veillerait sur la dignité de la corporation et sur les intérêts de ses membres : ce syndicat devrait organiser des grèves ou boycottages contre tout administrateur ou directeur qui « abuse de son pouvoir financier pour peser sur la conscience de ses rédacteurs » : ce serait le moyen le plus efficace qu'auraient ces derniers pour « apprendre aux hommes d'affaires le respect de la pensée ».

M. Henri Béranger (2) délimite le rôle de ces associations de journalistes : il voudrait les voir devenir « une juridiction hautement morale, exerçant son action sur les membres de toute la presse, une sorte de « Conseil de l'Ordre » du journalisme réglant les rapports entre le bailleur de fonds, le directeur et les rédacteurs du journal.

Cette juridiction par les pairs paraît, si elle pouvait se réaliser, de nature à donner de bons résultats. Mais il ne faut pas se dissimuler que son établissement rencontrerait en fait — et ceux qui en propo-

1. Enquête sur la Presse de la *Revue Bleue*, n° du 25 décembre 1897.

2. Enquête sur la Presse de la *Revue Bleue*, n° du 22 janvier 1898.

sent l'introduction ne se font guère eux-mêmes d'illusions sur ce point — de très grandes difficultés : Une juridiction disciplinaire ne peut guère avoir de chances de durer que si elle fait preuve d'une grande puissance à l'égard de ses membres. En matière de Presse, cette fermeté, si elle se manifestait, soulèverait probablement de nombreuses protestations. Comment, en effet, tenir sous le joug disciplinaire les deux mille six cents périodiques de Paris et les trois mille cinq cents journaux de province, représentant les genres les plus différents (1) : le pornographe acceptera-t-il facilement que ses graves confrères viennent restreindre son trafic lucratif ? Entre journaux politiques même, comment supposer une entente entre doctrinaires et pamphlétaires ? Une

1. L'*Annuaire de la Presse française* indique, en 1899, que sur les 2.685 feuilles parisiennes qui existaient alors, on pouvait remarquer, en dehors des journaux politiques, des feuilles de genres très différents : 215 traitaient de médecine ; 201 de matières financières ; on avait 168 revues politiques, littéraires, scientifiques, 121 journaux illustrés, 117 journaux de modes ; 97 traitaient de jurisprudence ; 92 de pédagogie ; 91 des sciences ; 96 de religion ; 69 d'agriculture ; 56 de sports ; 48 de littérature ; 47 de beaux-arts ; 46 d'industrie ; 43 de matières coloniales ; 39 d'art militaire ; 38 d'économie politique ; 34 de musique ; 28 de théâtre ; 27 de gaz et d'électricité ; 26 de photographie ; 24 de travaux publics ; 23 d'annonces et de locations ; 18 de boissons ; 16 d'architecture ; 27 d'imprimerie et de papeterie ; 12 de diplomatie ; 12 de métallurgie ; 12 de chemins de fer ; 11 de cuisine ; 20 étaient humoristiques ; 16 féministes.

pareille tentative aurait été possible sous la Restauration, alors que la Presse formait une véritable petite confrérie, et que les quelques journaux de chaque parti faisaient eux-mêmes leur discipline. Mais actuellement, la diffusion énorme du journal semble rendre à peu près irréalisable toute tentative de ce genre.

Il est également probable que les financiers, qui tirent de gros bénéfice de la presse à *scandales* se prêteraient fort peu à l'établissement d'une institution qui contribuerait peut-être à élever la moralité publique, mais qui aurait pour résultat certain, en rendant la presse moins violente, de diminuer les tirages et en même temps d'amoindrir le revenu de leurs actions.

A moins donc d'événements imprévus, comme par exemple un mouvement d'opinion qui, faisant suite à un énorme scandale, nécessiterait l'intervention immédiate de mesures de purification, il ne paraît pas probable que la juridiction disciplinaire soit à la veille de s'établir en matière de Presse. Aussi semble-t-il plus prudent, tout en accompagnant de nos vœux les partisans actifs de ce système, de chercher, en attendant, le salut dans une organisation de responsabilités faite sous le couvert de la loi et par devant les tribunaux judiciaires (1).

1. Il est possible qu'en échange des avantages qu'elles procurent à leurs membres, certaines associations puissent

exiger d'eux qu'ils se soumettent à une juridiction sociale.

Les « Associations de la Presse » tendent d'ailleurs à se développer : La plus ancienne est l'« Association des Journalistes Républicains », fondée en 1881. Elle comprend 350 membres titulaires. Les membres adhérents ne peuvent devenir membres titulaires qu'au fur et à mesure des décès, démissions et radiations parmi les membres titulaires. Pour faire partie de cette association, il faut appartenir depuis trois ans à un journal, en qualité de rédacteur appointé. Le principal avantage est que, après quinze ans de sociétariat et cinquante-cinq ans d'âge, on jouit d'une pension annuelle de six cents francs.

L'« Association des Journalistes Parisiens » fondée en 1890, comprend des membres d'opinions très diverses. Des avantages ressemblant à ceux que nous venons de décrire sont réservés à ses membres.

Les groupements départementaux se font principalement en raison des opinions politiques : Citons l'Association de la Presse Républicaine et Départementale, l'Association de la Presse Monarchique et Catholique, etc.

Citons à côté d'autres associations d'un caractère plus spécial. Ainsi : l'Association de la Presse Parlementaire, Association de la Presse Judiciaire, Association de la Presse Municipale, Association des Nouvellistes Parisiens.

(Voir la *Grande Encyclopédie*, mot *Presse*.)

CHAPITRE III

Systèmes admettant la possibilité d'une répression légale

SECTION I

Historique

Angleterre. — C'est d'Angleterre que la France importa l'institution du jury : les origines y sont assez obscures : le jury dérive-t-il du principe féodal du jugement par les pairs, des assemblées judiciaires des Anglo-Saxons, ou de la pratique normande de l'enquête par le pays ? Tous ces points sont controversés, mais il semble tout au moins acquis que cette dernière coutume a beaucoup contribué à la formation du jury en Angleterre. Pour éviter les duels judiciaires, la coutume s'établit bien vite de substituer au seul témoin, qui était le champion du demandeur, douze témoins choisis parmi les voisins ayant une connaissance personnelle de l'affaire : ils formèrent ainsi l'assise du jury. On en arriva par la suite à considérer les jurés comme formant une sorte d'unité. L'assise anglaise est alors « la réunion de douze personnes qui, sous la foi du serment étaient chargées de vérifier la vérité des faits allégués par

les parties à raison de la connaissance personnelle qu'ils avaient de l'affaire » (1).

Cette institution ne s'introduisit que dans les justices royales : elle devint très vite populaire et contribua à leur attirer un grand nombre de plaideurs, au détriment des juridictions seigneuriales.

Ces jurés prirent, à partir de Henri III, le caractère de véritables juges de fait. Dans l'assise ancienne, les jurés-témoins avaient à se prononcer sur un point de fait dont ils avaient une connaissance personnelle. Si un incident quelconque se produisait, il fallait encore recourir au combat judiciaire. On ne tarda pas, dans le but de restreindre encore cette coutume si impopulaire, de décider qu'en pareil cas les douze jurés auraient à statuer sur les incidents aussi bien que sur le fond même du litige. Cette modification changeait profondément le caractère de l'institution, faisant de nos témoins des juges de fait : ils avaient à connaître, par un véritable système de preuves, de faits dont ils n'avaient aucune connaissance personnelle.

Le jury, une fois introduit en Angleterre, devait y subsister jusqu'à nos jours.

Les délits de presse furent d'abord considérés comme une classe particulière de délits. Non seule-

1. Glasson. *Histoire du droit et des institutions de l'Angleterre comparés au droit et aux institutions de la France*, t. II, p. 484.

ment la Couronne pratiquait contre les publications un système préventif se caractérisant pour le publiciste par la nécessité d'obtenir l'autorisation préalable et par l'obligation de se soumettre à la censure ; mais encore on considérait cette sorte de délits comme justiciable d'un tribunal spécial, la « Chambre Etoilée ». Cette Cour fit preuve, à l'égard de la presse, d'une très grande sévérité. Ce fait peut s'expliquer par deux particularités : 1^o le jury n'entrait pas dans sa composition ; 2^o elle jugeait par voie d'*information*, sans examen préalable du grand jury (1). La Chambre Etoilée fut supprimée en 1641 par suite du refus de la Chambre des communes de renouveler le « Licensing-Act ». Ce vote allait assurer la liberté de la presse. On ne la désirait pourtant pas (2) : l'opinion publique se souciait

1. Il existe en effet, en Angleterre, deux sortes de jurys : le « Grand Jury », ou jury d'accusation, et le « Petit Jury », ou jury de jugement : le rôle du premier, dans la procédure par *indictement*, consiste à indiquer s'il lui paraît que les charges invoquées contre l'accusé sont suffisantes pour qu'il soit poursuivi. Dans la procédure — exceptionnelle, actuellement, — de l'*information*, la Couronne peut faire poursuivre directement l'accusé par ses officiers, sans mise en accusation préalable, devant le Grand Jury.

2. Macaulay, *History of England*, fait remarquer en effet que dans le document présenté aux lords par la Chambre des communes à cette époque, se trouvent de nombreuses critiques du « Licensing Act » ; mais que rien n'est dit « de la grande question de savoir si la liberté d'imprimer peut être, en général, un bien ou un mal pour la société. »

beaucoup moins, en effet, d'assurer la libre expression de la pensée que de réagir contre les tentatives faites par la royauté pour établir une forte administration centrale, qu'elle considérait comme contraire aux mœurs et aux traditions du pays. Ainsi peut-on expliquer que les Anglais, tout en établissant, à l'égard de la presse, la compétence du jury, laissèrent subsister la censure. Elle disparut en 1695.

Le vote de 1641 eut pour caractéristique de « mettre fin à une autorité exceptionnelle, qui était contraire à la tendance générale de la législation » (1).

Ce respect de la loi commune n'aboutit pas cependant à établir l'égalité de traitement entre les infractions commises par la presse et les délits de droit commun. Alors que, pour ces derniers, le jury se prononçait par *general issue*, répondant à la fois à la question de fait et d'intention, en matière de presse, jusqu'au bill de Fox (1792), le jury n'avait que la *special issue*. Il ne pouvait répondre qu'à la question de fait : la question intentionnelle, disait-on, étant une question de droit, ne devait être tranchée que par les magistrats. De plus, la dépendance dans laquelle fut pendant longtemps le jury à l'égard de la magistrature, et qui se manifestait principalement par des amendes que les juges infligeaient aux jurés qui rendaient des décisions con-

1. Dicey. *Introduction à l'étude du Droit constitutionnel*.

traires à leurs instructions, se faisait surtout remarquer dans les procès de presse.

Ce ne fut qu'après 1791 que la presse rentra définitivement dans le domaine de la loi commune.

Révolution Française. — La presse était soumise, avant la Révolution, à un régime très strict de prévention prohibitive. « Le double principe de l'ancien droit français en matière de presse consistait, en effet, d'une part, dans l'interdiction de l'exercice de la profession d'imprimer à quiconque n'était pas muni d'une permission appelée *brevet* ; et, d'autre part, dans l'autorisation préalable des censeurs délégués par le Chancelier, et procédant au nom du roi » (1).

La Révolution accepta d'enthousiasme l'institution du jury. Les publicistes du XVIII^e siècle, et particulièrement Montesquieu, l'avaient déjà présenté comme l'antidote indispensable de l'arbitraire. L'admiration universelle, et peut-être excessive, que l'on avait alors pour la constitution anglaise, devait encore contribuer à son introduction en France. Aussi la Constituante, qui avait d'abord songé à organiser une monarchie constitutionnelle sur le modèle de l'Angleterre, mit en discussion, avant de réorganiser la justice, dix questions fondamentales, dont cinq étaient suggérées par le système anglais. L'une, particulièrement, avait trait à la réorganisation du jury. Après

1. Garraud. *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, t. IV.

la proclamation du principe de la liberté de la presse (1), l'institution du jury en matière de presse qui, selon l'empathique Bargasse « seule réconciliait l'humanité avec la justice, la liberté avec la loi », devait bientôt être proclamée d'abord à l'état de principe (2), puis dans les textes positifs (3).

La loi du 25 septembre 1791 organisa le jury. La capacité pour être juré devait se confondre avec la capacité politique.

Mais, pendant cette période troublée, la durée des institutions était éphémère : la presse ne devait pas tarder à être soumise à une nouvelle juridiction qui ne lui laissait plus aucune espèce de garantie : le décret du 2 mars 1793 créa, en effet, un tribunal révolutionnaire extraordinaire chargé de connaître de toute entreprise contre-révolutionnaire et de tous les délits contre la liberté et l'égalité. Sans doute ce tribunal ne devait, en principe, connaître des délits de presse que dans des cas limités (écrits tendant au rétablissement de la royauté ou à la dissolution

1. L'article 11 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen est ainsi conçu : « La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi. »

2. Le jury est, en effet, une des institutions fondamentales proposées par le projet d'organisation judiciaire présenté au nom du Comité de constitution le 22 décembre 1789.

3. Décret du 30 avril 1790. Constitution du 3 septembre 1791, etc.

de la Convention, conseillant le meurtre et le pillage) ; mais, en fait, cette limitation resta lettre-morte. Or les jurés composant ce tribunal étaient en réalité des agents de la Convention, nommés par elle pour un temps très court : leur dépendance était accentuée, en outre, par l'obligation qui leur était imposée de voter à haute voix. L'admission d'une peine unique, la peine de mort, rendait cette juridiction particulièrement dangereuse pour les écrivains. Camille Desmoulins, André Chénier, pour ne citer que les plus célèbres, ne tardèrent pas à en faire l'expérience.

Le jury subsista jusqu'à la fin de la période intermédiaire. Il redevint, après l'abolition du tribunal révolutionnaire, une garantie de la liberté des écrivains, en contribuant à rendre inefficaces, au moyen d'acquittements systématiques, les mesures les plus draconiennes du Directoire (1). Aussi le gouvernement fit-il tous ses efforts pour priver les prévenus du bénéfice de cette juridiction, soit au moyen de lois de circonstances (2), soit en les faisant juger, sous prétexte de conspiration, par des tribunaux militaires.

1. La loi du 27 germinal an IV punit de mort les « attentats » à la sûreté de l'Etat, qui comprennent toute provocation à la dissolution de l'Assemblée, du rétablissement de la royauté ou des constitutions précédentes.

2. La loi du 19 fructidor an VI ordonna la déportation d'un certain nombre de journalistes soupçonnés d'avoir participé au coup d'Etat royaliste du 17 fructidor.

Telle est la période révolutionnaire. Elle se caractérise par de continuelles proclamations du principe de la liberté de la presse (1), et par d'incessantes violations de ce principe. Quant au jury, institution nouvelle, il jugea souvent avec passion. Son origine politique pouvait, dans une large mesure, expliquer ce résultat.

Consulat. — Le besoin d'ordre et de sécurité, après la tempête révolutionnaire, a été le caractère dominant de cette nouvelle période. Aussi les revendications de libertés publiques n'étaient-elles plus à l'ordre du jour. L'admiration pour l'Angleterre était également passée de mode. L'état des esprits ne tarda pas à se manifester dans des textes : la Constitution du 22 frimaire an VIII est muette sur la liberté de la presse. Les publications furent également soumises à l'arbitraire administratif : les préfets ne tardèrent pas à s'immiscer dans les nominations des jurés, qui cessaient d'être inamovibles. Les procédés arbitraires du Directoire se perpétuèrent sous le Consulat : de nombreux exils furent ordonnés sans que le jury intervînt ; les crimes les plus graves, à partir de 1801, devinrent de la compétence d'un tribunal spécial composé de trois militaires et de deux citoyens directement choisis par le gouvernement : les jurés

1. Déclaration des Droits de l'Homme de 1789, article 11. Constitution de 1791. Déclaration des Droits de l'Homme de l'an III, Constitution de 1793, etc.

eux-mêmes, dans les rares cas où il avaient à statuer, eurent à redouter la vengeance du pouvoir au cas où leurs verdicts étaient de nature à lui déplaire (1).

Empire. — Napoléon était très hostile au jury. Ses excès nombreux, durant la Révolution, lui avaient, d'autre part, fait perdre une partie de sa popularité. Lors des enquêtes qui précédèrent la rédaction du Code d'instruction criminelle, cinq cours d'appel seulement sur dix-sept demandèrent le maintien de cette institution. Mais devant l'avis de la commission chargée de la rédaction du Code, et surtout devant l'avis du Conseil d'Etat de l'Empire, Napoléon n'osa pas imposer son opinion personnelle en rayant le jury de nos lois. Il se contenta de l'organiser de manière à en rendre difficile l'indépendance. Selon l'article 381 du Code d'instruction criminelle de 1808, en effet, les listes des jurés ne pouvaient compren-

1. M. Cruppi (*Napoléon et le Jury*) cite le cas de l'enseigne de vaisseau Rivoire. Celui-ci, accusé de trahison, comparut, en vertu de la loi du 12 octobre 1791 sur les cours martiales, devant un jury composé de sept militaires. La prévention n'ayant pas paru suffisamment établie, Rivoire fut acquitté par cinq voix sur sept. Dès que Fouché, ministre de la Police, connut l'issue du procès, il décerna sept mandats d'amener contre les jurés (deux, par conséquent, portaient à faux) ; le motif de cette arrestation fut donné par Bonaparte dans l'arrêt du 23 décembre 1802. « Leur verdict, était-il dit, constitue un acte de rébellion contre la Constitution. »

dre que des personnes donnant par leur fortune, leur profession ou leurs antécédents toutes garanties au pouvoir, ou des citoyens choisis par le ministre de l'Intérieur après avis du préfet.

« Poursavoir, a dit Prévost-Paradol (1) si la presse est libre chez tel ou tel peuple, nous ne songeons jamais à nous enquérir de la loi qu'on lui applique ; mais nous nous demandons tout de suite et d'instinct : qui le juge ? » Le sort de la presse sous le premier Empire va nous montrer ce qu'il y a de trop absolu dans cette proposition.

Un système de prévention prohibitive à outrance empêchait, en effet, les procès de presse de se produire. La limitation du nombre des journaux (2) l'obligation pour les imprimeurs d'être brevetés, une surveillance étroite (3), la faculté donnée au ministre de la Police de supprimer un journal par simple arrêté, auraient d'abord paru à l'empereur des mesures suffisantes pour annihiler toute opposition. On alla cependant plus loin, les journaux se virent bientôt imposer un rédacteur en chef nommé par le ministre de Police, révocable à son gré, et dont les

1. Prévost-Paradol, *La France nouvelle*, p. 216.

2. Le Consulat avait, le 13 nivôse an VIII, limité à treize le nombre des journaux de l'Empire. En fait, sous l'Empire, les demandes tendant à la fondation de nouveaux journaux furent rejetées systématiquement.

3. Une des principales attributions du ministre de la Police consistait à surveiller la presse. Il était secondé en cela par

appointements étaient prélevés sur les bénéfices de l'entreprise. Ils durent même, à partir de 1805, subir des prélèvements que le gouvernement distribuait en pensions.

Le rédacteur en chef était un véritable agent de l'autorité. Il avait la responsabilité de l'esprit du journal ; il devait, selon les cas, savoir se taire ou parler en temps opportun. Les manquements à ces obligations l'exposaient à la destitution, à l'amende, ou même à une incarcération qui pouvait durer plusieurs jours (1).

Les nouvelles politiques, d'une manière générale, ne pouvaient être annoncées qu'après avoir été préalablement insérées au *Moniteur*. Il était interdit de publier des informations intérieures contraires aux nouvelles officielles : défense expresse était faite de

les préfets des départements et le directeur général de l'imprimerie et de la librairie.

1. G. Le Poittevin, *La liberté de la Presse depuis la Révolution, 1789-1815*, cite une lettre de Napoléon à Fouché du 26 juillet 1806, qui paraît caractéristique : « Je vous envoie un numéro de la *Gazette de France*, écrit Napoléon, où vous verrez un nouvel article de Berlin : donnez ordre, au reçu de cette lettre, que le rédacteur soit arrêté et mis en prison pour avoir mis dans son journal plusieurs articles de Berlin, dont le but est de mettre du doute dans l'alliance de la France et de la Russie, et d'injurier nos alliés. Vous retiendrez ce rédacteur pendant un mois en prison, et vous le nommerez à une autre place... en général, on dirige horriblement mal les journaux : ... on dirait, en vérité, que la police ou ne sait pas lire, ou n'y pourvoit en rien. »

critiquer les fonctionnaires publics, de parler même de l'empereur et de sa famille (1). Nul ne pouvait non plus plaisanter sur la religion. Des campagnes étaient même organisées dans le but de répandre de fausses nouvelles.

L'arbitraire administratif fut encore accentué par l'armée ; en 1810, de Savary, duc de Rovigo, arrive au ministère de la Police générale, la direction de l'« esprit public » fut alors organisée. C'est également ce ministre qui proposa la suppression de tous les journaux du département de la Seine, afin de leur substituer quatre nouveaux journaux politiques et littéraires entièrement dévoués au pouvoir.

1. Un exemple : Dans un feuilleton du numéro du 20 novembre 1810 de la *Gazette de France*, ce journal, en rendant compte d'un livre sur le second mariage de Napoléon, en publia certains passages, dont celui-ci : « Sa Majesté l'Impératrice, avait, à Vienne, un petit chien et un oiseau qu'elle avait élevés elle-même et qu'elle aimait beaucoup. En quittant Vienne, elle dit adieu à son petit chien et à son oiseau, et parut affectée. D'après les ordres du prince de Neufchatel, aussitôt après le départ de l'Impératrice, le petit chien et l'oiseau ont été envoyés en secret à Paris, de sorte qu'entrant dans son appartement, elle a retrouvé tout cela. » Aussitôt qu'il eut connaissance de cet article, l'Empereur écrivit à Savary la lettre suivante : « Le *Bulletin de la Gazette de France* est aujourd'hui plein de détails ridicules sur l'Impératrice : trouvez vivement l'auteur de cet article. Il parle d'un serin, d'un petit chien, images de la nigauderie allemande, mais qui sont déplacées en France, les rédacteurs de nos journaux sont bien bêtes. » Voir G. Le Poittevin, ouvrage cité.

Ces idées reçurent vite, dans les faits, un commencement de consécration. Le décret du 18 février 1811 expropria sans indemnité les frères Bertin, directeurs du *Journal de l'Empire*. On en donna les motifs suivants : 1° les produits d'un journal « ne peuvent être regardés comme une propriété que par une concession expresse de l'empereur » ; 2° tous moyens d'influence sur la rédaction d'un journal doivent être entre les mains d'hommes sûrs. — Six autres décrets étendirent cette œuvre de spoliation à tous les journaux. Ces mesures aboutirent à annihiler complètement la presse sous le premier Empire.

L'étude du régime de la presse, pendant cette période, nous montre donc que l'institution du jury ne suffit pas à elle seule pour sauvegarder la liberté des écrivains. Le Code pénal de 1810, en effet, ne contenait aucune disposition défavorable à la presse. Aucune distinction n'était faite, au point de vue de la juridiction, entre les délits de presse et les délits de droit commun ; de sorte que tout *crime* commis par voie de presse devait être de la compétence du jury. Mais si un exégète pur pouvait être tenté d'en induire une garantie en faveur de l'écrivain, l'historien devrait le contredire.

Restauration. — La Restauration devait avoir une tendance, par réaction contre les procédés de gouvernement de l'*Usurpateur*, à s'inspirer de principes différents. Aussi l'article 8 de la charte de 1814 pro-

clama la liberté de la presse. Cependant le gouvernement ne tarda pas à s'engager dans la voie de la restriction. Un projet du ministre de l'Intérieur, l'abbé de Montesquiou, et qui devint, après quelques modifications secondaires, la loi du 21 octobre 1814, soumettait à la censure les écrits de moins de vingt feuilles. Mais cette loi ne devait produire d'effet que jusqu'à 1816. Peu après, un arrêt du Chancelier obligea les journaux à solliciter une autorisation spéciale, révocable, sans laquelle ils ne devaient pas pouvoir paraître. — Mais arrivèrent les Cent Jours, pendant lesquels Napoléon proclama la liberté de la presse et promit le jury (1). La deuxième Restauration ne pouvait, cette fois-ci, être moins libérale que l'empereur. Une ordonnance du 20 juillet supprima la censure. Cependant les journaux devaient être soumis au régime de l'autorisation préalable.

Cette réglementation ne devait pas subsister bien longtemps. Fouché, alors ministre de la Police, objet de nombreuses attaques de la part de la presse, fit rendre l'ordonnance du 8 août, aux termes de laquelle les journaux, toujours soumis au régime de l'autorisation préalable, devaient, en outre, subir le contrôle

1. Acte additionnel du 22 avril 1814, article 14 : « Tout citoyen a le droit d'imprimer et de publier ses pensées, en les signant, sans aucune censure préalable, sauf la responsabilité légale, après la publication, par jugement par jurés, quand même il n'y aurait lieu qu'à l'application d'une peine correctionnelle. »

d'une commission de censure. D'autres mesures rigoureuses furent inspirées par la Chambre introuvable. La loi du 9 novembre, dans le but de réprimer l'impression et la publication d'écrits séditieux, créa une nouvelle catégorie de délits et de peines. Était considéré comme séditieux « tout écrit cherchant à affaiblir l'autorité du roi ». Ces dispositions furent aggravées par la loi du 27 décembre qui institua, pour juger cette catégorie de délits des cours prévôtales, jugeant rapidement et en dernier ressort ; leurs arrêts même de mort, étaient exécutoires dans les vingt-quatre heures. L'ordonnance du 5 octobre 1816 fit cesser ces excès.

La loi du 21 octobre 1817, qui maintenait provisoirement la nécessité pour les journaux de se soumettre à l'autorisation préalable, ne fut votée qu'après une vive opposition dans les deux Chambres. Elles limitèrent son effet jusqu'à l'année 1818. Au cours de la discussion de cette loi, la question de la liberté de la presse et de l'attribution au jury des délits de cette sorte fut vivement agitée. Des orateurs de tous les partis, les uns par conviction, les autres peut-être dans l'intention de mettre le ministère dans une situation embarrassante, vinrent, en effet, réclamer l'application à la presse de dispositions libérales.

Un mouvement d'opinion s'était, en effet, depuis plusieurs années, formé dans ce sens. La presse,

libre au début de la Restauration, était parvenue ensuite à se soustraire à la censure, grâce à des expédients. Les journaux les plus considérables, comme *La Minerve* et *Le Conservateur*, se glissèrent dans une fissure laissée par la législation en prenant la forme d'écrits de plus de vingt pages ; d'autres, dans le même but, renoncèrent à la périodicité. L'action de ces *journaux marrons* contribua, dans une large mesure, à préparer les lois de 1819.

La question de l'attribution au jury des délits de presse fut de nouveau agitée lors de la discussion de ces lois. Dès l'exposé du motif du projet relatif à « la poursuite et au jugement », le garde des Sceaux, proclama ainsi l'utilité du jury : « Quelque soin qu'apporte la loi pénale soit à protéger les intérêts publics et privés, soit à préserver la libre manifestation de la pensée contre l'abus de la répression, elle ne saurait atteindre ce double but qu'autant qu'une autre loi, dictée par le même esprit, offrira à tous, sûreté dans la poursuite, impartialité dans le jugement (1). » Il convient de remarquer que le jury qui réunissait toutes ces qualités n'était plus la nation-juge de la Révolution, mais une assemblée de personnes capables de donner, par leur situation de fortune, toutes les garanties nécessaires à la Société. M. de Catelan, dans son rapport à la Chambre des

1. Exposé des motifs du deuxième projet, *Moniteur* du 25 mars 1819.

pairs (1), renforça encore les arguments de l'auteur du projet.

Cependant, aucune modification ne fut faite au jury par les lois de 1819 : lorsque M. de Catelan constata que, par suite de vicissitudes diverses, le choix des jurés était, en fait, tombé entre les mains des préfets (ceux-ci pouvaient, en effet, sous leur responsabilité, extraire de la liste générale la liste annuelle des jurés) et demanda que l'on prît les moyens nécessaires pour que les nominations puissent être effectuées dans des conditions satisfaisantes d'impartialité ; lorsque, d'autre part, Benjamin Constant vint protester contre l'élévation du chiffre du cens, le garde des Sceaux répondit qu'une aussi grave question que celle de la réforme du jury ne pouvait être discutée incidemment au cours d'une loi sur la presse.

Mais si les lois de 1819 ne modifiaient pas les textes relatifs à la juridiction, l'abolition de l'autorisation préalable devait contribuer à rendre tout son essor à la presse. Lorsque les jurés furent appelés à statuer, des acquittements retentissants montrèrent que le jury n'avait pas cessé d'être une garantie de la liberté des journalistes (2).

1. Rapport de Catelan à la Chambre des pairs, séance du 19 mai 1819.

2. La première application des lois nouvelles eut lieu dès avant la fin de la session de 1819 avec l'affaire dite des

De 1819 à la fin du second Empire, l'histoire de la législation relative à la presse se caractérise par de continuels changements. Diverses lois de caractère libéral furent suivies, le plus souvent après un bref espace de temps, de mesures de réaction. Dès 1822, après l'assassinat du duc de Berry, la compétence des tribunaux correctionnels fut substituée en tous les cas à celle des assises (1). Cette disposition fut aggravée par le rétablissement de l'autorisation préalable et de la censure. En fait, de nombreux journaux furent supprimés, et ceux qui cherchèrent, comme avant 1819, à tourner la loi en prenant la forme de semi-périodiques furent condamnés par les tribunaux correctionnels comme continuant fraudu-

« Suisses ». Lefèvre, éditeur de la *Bibliothèque historique* et Cuignet de Montarlot, rédacteur de *L'Homme Gris*, comparurent devant le jury, le premier pour avoir offensé le roi en traitant les Suisses de satellites et de janissaires ; le second pour avoir par un jeu de mots odieux (Suisside) provoqué contre les mêmes Suisses un attentat criminel. Malgré le talent de Vatimesnil, qui soutint l'accusation, les prévenus furent acquittés après une courte délibération.

L'affaire Bavoux suivit bientôt. Ce professeur de Faculté de droit avait parlé librement dans son cours de la Déclaration des Droits de l'Homme et de la Chambre de 1815. Après une polémique de presse, à laquelle prirent part les principaux journaux de l'époque, non seulement le cours fut suspendu et une mesure disciplinaire prise contre lui, mais il fut encore poursuivi devant le jury sur réquisition du procureur général. Son acquittement s'en suivit également.

1. Loi du 25 mars 1882, article 17, t. III.

leusement les journaux périodiques supprimés (1).

Le ministère Villèle, dans le projet de loi déposé le 2 janvier 1822, constata l'habileté déployée par l'opposition pour échapper à la loi. Aussi de Peyronnet, garde des Sceaux, proposa de substituer à la censure une organisation plus sévère de la presse périodique : aucun journal ne pourra paraître sans l'autorisation du roi. Le premier exemplaire des écrits périodiques devra, sitôt le tirage, être remis au roi. On pourra incriminer un journal si l'« *esprit du journal* » résultant d'une succession d'articles, porte atteinte à la paix publique, au respect dû à la religion ou à la stabilité des institutions constitutionnelles. La sanction était la suspension du journal, d'abord pour un ou deux mois, puis définitivement. Aux termes de l'article 4, en l'intervalle des sessions, « pour sauvegarder la paix publique », la censure pouvait être rétablie par une ordonnance contresignée de trois ministres. Ce projet, voté à une grosse

1. La presse fit cependant à cette époque de nombreux efforts pour lutter contre la nouvelle législation. On vit se former une « Société des brochures », dont le but était de porter à la connaissance du public les faits de censure par la publication des articles censurés ; un grand journal, sous le titre de *Rognures de la Censure*, publia les écrits qui lui avaient été biffés ; un autre, dans une pétition à la Chambre, cita à l'appui de sa demande tous les articles qui lui avaient été censurés ; d'autres laissèrent en blanc la place de l'article supprimé, pour mettre à la place une paire de ciseaux. Ces efforts furent stériles.

majorité dans les deux Chambres, devint la loi du 18 mars 1822, appelée *loi de tendance*.

De nombreux procès de presse furent alors intentés : la *tendance* des journaux, facilement établie au moyen d'articles choisis soigneusement par l'accusation, conduisait les auteurs devant les tribunaux. Mais l'esprit libéral de la magistrature déjoua les plans du ministère. Devant l'échec d'un projet d'amortissement de la presse (1) le ministère, par une ordonnance du 15 août, remit en vigueur les lois du 31 mars 1820 et du 26 juillet 1821 sur la censure.

Les procès de tendance, repris sous Charles X, échouèrent également. Un projet fut déposé le 19 décembre 1827 par de Peyronnet. Tout écrit de vingt feuilles et *au-dessous* ne pouvait être distribué que cinq jours après le dépôt fait à la direction de la librairie. Tout écrit de cinq feuilles au plus était soumis à un timbre de 1 franc pour la première feuille, de 0,10 pour les autres feuilles. Mais cette « loi de

1. Les dix ou douze grands journaux quotidiens de Paris se divisaient en parts ; le plan du ministère était d'acheter, au moyen de fonds secrets, la majorité de ces parts, de manière à se rendre maître de la presse. Plusieurs journaux ainsi *amortis*, se virent assigner un rôle particulier : *La Gazette* devait se donner comme ministérielle ; *Le Journal de Paris*, comme semi-libéral ; quant au *Drapeau Blanc*, il devait conserver une « nuance d'exagération ». Mais l'échec vint de la résistance de Michaud, directeur de *La Quotidienne*, et de la fermeté de la Cour royale, qui ne permit pas sa dépossession.

justice et d'amour » fut retirée devant l'hostilité de la Chambre des pairs.

Le ministère de Martignac fit déposer le 17 avril 1828 par de Portalis, garde des Sceaux, un projet d'allure plus libérale : l'exposé des motifs indique l'intention du ministère d'affranchir la presse de la censure et du régime du monopole. Cependant le cautionnement est maintenu. Son échelle est graduée selon les chances de délit que pouvaient offrir les journaux. Au cours de la discussion, le jury fut vivement défendu : de Monthel fit valoir qu'un délit de presse, essentiellement indéfinissable, devait être jugé en conscience. Or le jury seul pouvait remplir ce rôle. Cormenin montra que cette institution était liée à la liberté de la presse, comme exprimant l'état des besoins de l'opinion publique. La loi ne changea cependant pas l'attribution de juridiction.

Avec le ministère Polignac, nouvelle phase de restriction. Le rapport au roi, qui précédait les ordonnances du 26 juillet 1830, tout en proclamant la nécessité de garantir la liberté de la presse, proposait le rétablissement de l'autorisation préalable, renouvelable tous les trois mois, pour tous les écrits périodiques ou semi-périodiques. Ces mesures étaient conformes aux principes du droit public, un attribut essentiel de la souveraineté étant le maintien de la constitution de l'Etat. On sait quels troubles elles

engendrèrent : les ordonnances du 26 juillet 1830 furent la cause de la chute de Charles X.

Monarchie de Juillet. — La Monarchie de Juillet devait, se souvenant de son origine, être favorable à la presse : la charte du 14 août 1830 proclama la liberté de publier ses opinions et décida que la censure ne pourrait pas être rétablie. La loi du 8 octobre 1830 rendit le jury compétent pour connaître des délits de presse. Cette législation rendait leur indépendance aux journaux. Ils abusèrent vite de la liberté : les attaques contre le gouvernement se firent de plus en plus fréquentes. « Au lieu de discuter les actes du gouvernement », dit le garde des Sceaux Barthe dans une circulaire adressée aux procureurs généraux, « les écrivains ont mis en question le gouvernement même et son essence : toute attaque contre les bases de notre droit public est un délit. »

Les nombreux procès de presse qui eurent alors lieu se terminèrent le plus souvent par des acquittements ; les rares condamnations prononcées étaient à peu près insignifiantes ; souvent même elles étaient utiles aux journaux qui les subissaient (1).

1. Ainsi *La Tribune*, condamnée pour avoir traité la Chambre de *prostituée*, vit se faire en sa faveur de nombreuses souscriptions, en même temps que sa renommée, et par conséquent sa clientèle, s'augmentaient considérablement.

Lorsque se produisit l'attentat de Fieschi, le gouvernement en vit la cause dans les excès des journaux révolutionnaires qui, depuis un an, avaient provoqué à diverses reprises à attenter contre la vie du souverain. Le projet du 4 août, présenté par de Broglie, définit la limite de la liberté de la presse : c'est l'« enceinte de la monarchie constitutionnelle » ; « la liberté de la presse », dit l'exposé des motifs, « doit être franche, mais constitutionnelle ». En dehors de là, il est nécessaire d'appliquer « des amendes assez fortes pour anéantir la presse qui soutient les principes de tout gouvernement qui n'est pas le nôtre ». Hors de cette limite, la répression était aggravée et des peines plus sévères établies. Le cautionnement avait été également élevé. La compétence du jury était maintenue, sauf en ce qui concernait les attentats contre la sûreté de l'Etat : le ministère pouvait facultativement les déférer soit au jury, soit à la Chambre des pairs. — La presse fut soumise à cette législation jusqu'à 1848. Celle-ci n'empêcha pas les journaux de se développer dans des proportions considérables. C'est à cette époque, en effet, sous l'influence de Emile de Girardin, créateur du journal à quarante francs et du roman-feuilleton, que la presse prit l'immense essor qui devait la faire devenir une de nos grandes puissances modernes :

1848. — Un des premiers actes du gouvernement

provisoire fut d'abolir les dispositions des lois de septembre, rendant ainsi au jury la connaissance des infractions qui avaient été déférées en 1845 à la Chambre des pairs. La Constitution du 4 novembre 1848 proclama la compétence du jury comme corollaire de la liberté de la presse. Le jury devait statuer même sur les dommages-intérêts réclamés à l'occasion des délits de presse. Comme en 1789, on voyait dans le jury un moyen de faire intervenir le peuple dans l'exercice du pouvoir judiciaire, et le droit d'être juré était considéré comme une conséquence du droit de vote. L'intérêt pratique de cette conception, le suffrage universel venant d'être proclamé, était considérable.

Une fois de plus une réaction ne tarda pas à se faire de nouveau sentir. Entre autres dispositions, la loi du 27 juillet 1849 établissait le cautionnement et exigeait la signature de l'auteur d'articles philosophiques, politiques ou religieux.

Second Empire. — Le second Empire accentua la restriction. Dès le 31 décembre 1851, un décret établissait la compétence des tribunaux correctionnels à l'égard de tous les délits de presse et de la parole. La Constitution du 14 janvier 1852 était muette sur la liberté de la presse. Le décret du 15 février 1852 était très rigoureux : quiconque voulait fonder un journal ou écrit périodique traitant de matières politiques ou d'économie sociale devait

obtenir une autorisation préalable. Elle était personnelle au directeur, au rédacteur en chef ou au gérant. Si la censure n'existait, en droit, qu'à l'égard des dessins et des gravures, il y était suppléé en fait, en ce qui concernait les journaux, par un cautionnement considérable. Le brevet était nécessaire aux libraires ou aux imprimeurs. La suspension du journal était possible soit indéfiniment, après une condamnation pour délit de presse prononcée contre le gérant, soit pour deux mois, après deux avertissements motivés, sans condamnation préalable. Un décret pouvait prendre la même mesure contre un journal pour raison de sûreté générale. Aussi, en fait, l'opposition par voie de presse fut à peu près annihilée. Des quatorze journaux de Paris qui existaient en 1853, un seul, *Le Siècle*, pouvait être considéré comme hostile au gouvernement.

Une tendance libérale se manifesta à partir de 1860. Par la loi du 2 juillet 1861 d'abord (1) ; par la loi du 11 mai 1868 surtout. Celle-ci supprimait, en effet, la nécessité de l'autorisation préalable. Mais le rétablissement de la cour d'assises ne fut pas proposé. Dès l'exposé des motifs, M. Pinard avait au contraire vivement attaqué le jury. Il lui reprochait particulièrement d'être trop susceptible de se laisser

1. Cette loi adoucissait les dispositions relatives à la suppression et à la suspension des journaux.

influencer par des menaces. Il ne fut plus question du jury avant 1870 (1).

Depuis 1870. — Le Gouvernement de la Défense Nationale se hâta, par le décret du 27 octobre 1870, de rétablir la compétence du jury. Une loi du 15 avril 1871 en fit définitivement la juridiction de droit commun en matière de presse.

L'Assemblée nationale semblait vouloir entrer dans la voie d'une légère réaction (2), lorsque fut votée la loi des 21-24 novembre 1872 sur le jury, qui nous régit encore actuellement. Etre juré, selon le rapporteur, n'est pas un droit, c'est remplir une fonction publique. Des commissions devront composer le jury d'hommes indépendants et instruits. La première, réunie dans chaque canton, aura un rôle de présentation. Elle devra former une liste préparatoire de jurés, la liste définitive sera composée par une seconde commission, qui siègera au chef-lieu de chaque département. Son rôle sera de sélectionner.

Une loi du 29 décembre 1875 vint bientôt restreindre la compétence du jury. Aux termes de cette loi, les tribunaux correctionnels devaient connaître des diffamations envers les fonctionnaires publics et les corps constitués, de l'offense envers le Président de

1. Un projet Emile Olivier proposait, à la fin de l'Empire, de rétablir le jury. Il fut même voté à la Chambre des députés.

2. La loi du 27 septembre 1871 rétablit, en effet, les attributions de l'ancienne commission du colportage.

la République, les Chambres, ou les chefs des gouvernements étrangers.

Mais, au dire du rapporteur, cette loi avait surtout un caractère d'urgence, et ne devait pas fixer d'une manière définitive les principes applicables en matière de presse. Le jury ne devait connaître, selon l'exposé des motifs, que de « ce qui dépassait la mesure d'un débat consciencieux et honnête dans la critique qu'un acte fait du gouvernement, ou dans une discussion d'idées ou de principes ».

La nécessité d'une réglementation générale sur la presse se faisait alors sentir. Une grande confusion régnait, en effet, dans cette législation : quarante-deux lois réglaient alors la matière : leurs tendances diverses, les contradictions qui se relevaient souvent entre elles (1) enlevaient aux intéressés toute certitude sur la limite de leurs droits. Sur la proposition de M. Lisbonne, une commission de vingt-deux membres fut nommée à l'effet d'élaborer une réglementation d'ensemble. De ses travaux sortit la grande loi de 1881, actuellement encore en vigueur pour la plupart de ses dispositions.

La question de l'attribution au jury des délits de presse ne fut pas discutée en 1881. La solution, en effet, n'était pas douteuse. Sans doute, l'article 44 du projet primitif faisait une large part aux tribunaux

1. Barbier, *Code expliqué de la Presse*.

correctionnels, mais le nouveau texte de la Commission, au lieu de déterminer la compétence par nomenclature, indiquait la cour d'assises comme juridiction de droit commun. Les exceptions à la règle étaient énumérées limitativement. Lors de la discussion, la Commission ne se vit reprocher que d'appliquer avec une trop grande modération la compétence de la cour d'assises.

Comparaison avec l'Angleterre. — La revue historique que nous venons de faire montre que, depuis la Révolution, l'institution du jury a été successivement admise ou écartée, quoique le principe de la liberté de la presse ait été, à de nombreuses reprises, solennellement proclamé. Jusqu'à la fin de l'Empire, cette institution ne présenta aucun caractère de stabilité. En Angleterre, au contraire, depuis 1641, sans qu'au début soit intervenue une idée de favoriser la presse, la possibilité de faire juger les délits de cette nature par des tribunaux spéciaux a pris fin. Nous l'avons vu, en effet, la presse anglaise fut de bonne heure justiciable uniquement du jury. En France la législation de la presse a longtemps été considérée comme une branche spéciale du droit.

Dicey explique cette curieuse divergence par les différences de traditions et de mentalité qui existaient entre les deux peuples. En France, est couramment admise l'idée que le gouvernement possède, en tant que représentant de l'Etat, des droits et des

pouvoirs contre les individus, « indépendants et supérieurs à la loi ordinaire du pays ».

Cette conception (qui n'est peut-être plus très actuelle, la tendance moderne étant, au contraire, de donner à l'individu des droits en face de l'Etat) se rattacherait au caractère qu'aurait eu, en France, le pouvoir central à son origine. Les Français y auraient vu un moyen de faire cesser les abus de l'ancien régime. Aussi la nation se serait tournée naturellement vers l'autorité, comme les Anglais, vers le ^{xvii}^e siècle, se tournèrent vers la prérogative royale. Or, ajoute Dicey, si les tentatives de limiter les pouvoirs du gouvernement par l'abolition de la censure ou par l'institution du jury, jusqu'à une époque rapprochée ne furent pas durables, la cause en vient de ce qu'elles étaient « tout à fait contraires à l'idée de subordination à l'autorité de l'Etat qui s'était implantée chez nous » : l'exercice de l'autorité discrétionnaire du gouvernement cadrerait avec l'esprit général de la législation française. En Angleterre, au contraire, la couronne ne put imposer une législation comparable à celle qui a régi la France, jusqu'à la fin du second Empire, qu'au ^{xvii}^e siècle. C'est qu'en effet les deux gouvernements avaient alors les mêmes idées sur les rapports de l'Etat et de l'individu : le roi, responsable des croyances religieuses de ses sujets, devait réglementer tous écarts pouvant contribuer à la formation de l'opinion. Mais toute tentative d'établir

une administration très forte en face des individus répugnait, au fond, aux mœurs et aux institutions du pays. L'idée de suprématie de la loi commune acheva, nous l'avons vu, d'assurer incidemment sa libération à la presse anglaise.

Cette conception si différente faite, par les deux pays, du jury en matière de presse, ne doit pas surprendre outre mesure : « Un peuple », a dit M. Larnaude (1), « est dominé par son histoire, par ses traditions, par sa mentalité propre, lentement développée, par ses conditions économiques, religieuses, sociales. Il ne peut dès lors y avoir une ressemblance absolument parfaite, sauf peut-être dans la lettre de la constitution et des lois, entre deux institutions..., lorsque ces deux institutions sont appelées à fonctionner en des pays différents. »

SECTION II

Principaux systèmes en présence

A. — *Compétence correctionnelle.* — La presse a été en France soumise à la juridiction des tribunaux correctionnels à partir du Code pénal de 1810 jusqu'aux lois de 1819 pour les délits proprement dits, et pour la plupart des infractions punies

1. *Revue des Idées*, n° du 15 mai 1905, article sur la Séparation des pouvoirs et la Justice en France.

d'une peine aussi bien criminelle que correctionnelle, de 1820 à la monarchie de Juillet et pendant toute la durée du second Empire.

Cette solution était la bonne, a-t-on dit souvent ; l'appréciation d'un délit de presse est chose extrêmement délicate. Les termes d'une diffamation contiennent bien souvent un sens caché qui ne peut être saisi que par des hommes instruits. Il faut pouvoir *lire entre les lignes* pour apprécier la véritable portée d'un article : « il faut pour juger un écrit, pour pénétrer l'esprit dans lequel il a été fait et le but réel où il tend, avoir une conscience étudiée et réfléchie de la valeur propre ou figurée des termes, des finesses du langage, des figures oratoires, et des réticences même par lesquelles l'écrivain laisse entendre souvent autre chose que ce qu'il exprime ; il faut comparer les diverses parties de l'ouvrage, apprécier les circonstances, les temps, les lieux, la position et la qualité des personnes. » (1) Aussi est-il tout au moins bizarre, diront avec M. Tarde les membres de l'école de Sociologie française, avec M. Lombroso, les positivistes italiens, de vouloir, en plein vingtième siècle se reporter à une juridiction qui n'est qu'une réédition des modes rudimentaires de juger des épo-

1. Discours Angles prononcé à la Chambre le 4 février 1822.

ques barbares, pour une matière dans laquelle la plus grande subtilité d'un juge souvent ne serait pas superflue. « A l'époque de la spécialisation scientifique et de la division du travail, il est plus qu'étrange de confier aux premiers citoyens venus, sans aucune garantie de culture intellectuelle, à une assemblée de charcutiers, de barbiers, de fermiers » (1), le soin de décider de pareilles questions. Le juge professionnel aura la compétence nécessaire pour apprécier un écrit dans ses caractères intrinsèques. Pourquoi se priver de ses lumières ?

Le tribunal correctionnel peut seul encore assurer une exécution stricte de la loi. Le rôle du juge consiste essentiellement, en effet, à effectuer une opération de logique : il doit d'abord examiner si le prévenu a bien commis l'infraction qui lui est reprochée. C'est la majeure de son raisonnement. La mineure consiste à vérifier si cette infraction est bien prévue par la loi pénale. La conclusion, alors, doit venir d'elle-même. Ce que cette règle pourrait avoir de trop rigoureux en matière pénale sera tempéré par le jeu des circonstances atténuantes, qui permettra au juge de considérer dans une certaine mesure, pour adoucir la peine, les circonstances de fait du délit de presse. Si, au contraire, l'exécution stricte des lois n'était pas assurée, il en résulterait un grand

1. Gorofano.

trouble social ; toute autorité ne tarderait pas à disparaître si le délinquant pouvait espérer qu'un juge complaisant ou facile à leurrer l'approuverait par un acquittement. Si l'on veut favoriser la presse, qu'on le fasse ouvertement ; que l'on édicte des règles en ce sens ; mais il est inadmissible que le législateur établisse légalement le moyen de violer la loi.

C'est cependant ce qui est arrivé en matière de presse. Le juré se prononce « en dehors et par-dessus le gouvernement ». A-t-il à apprécier un article diffamatoire à l'égard d'un fonctionnaire, il écoute volontiers l'avocat qui cherche à lui persuader qu'il faut voir plus loin que l'espèce qui lui est soumise ; qu'il a en réalité à assurer, par un acquittement, l'indépendance de l'opinion publique exprimée par le journal en face du pouvoir ; et, avant tout, soucieux d'assurer la liberté de l'expression des opinions, il absout à la légère (1). « C'est à cause du jury », a dit M. Tarde, « que la liberté de la presse est devenue l'irresponsabilité, l'omnipotence de la presse ; c'est à cause du jury qu'il n'y a plus de défense possible contre elle dans notre législation ; c'est à cause du jury que la loi peut encore bien défendre notre vie contre les attaques des assassins, mais qu'elle

1. Sans doute il serait excessif de dire que les jurés acquittent toujours en matière de délits de presse ; mais il n'en est pas moins vrai que la proportion des acquittements (42 o/o en 1900) est beaucoup plus forte que pour les autres infractions (29 o/o).

ne défendra jamais, pratiquement, notre honneur contre les agressions des premiers venus de la presse. »

Il ne sera pas non plus insensible à toutes sortes de considérations qui devraient être étrangères à un juge ; la flatterie ne le laisse pas indifférent. Une allusion à sa haute compétence faite au moment opportun par un avocat habitué aux assises pourra ne pas être oubliée au moment du verdict. Les menaces dont il est souvent l'objet, particulièrement aux époques troublées, ne seront pas non plus sans effet : ces hommes pacifiques ne se soucieront pas d'être pris à partie par les journaux, ou même d'être l'objet d'attentats criminels. On peut redouter qu'en ces circonstances ils ne rendent des décisions conformes à ce qui leur est officieusement sollicité, et qu'ils finissent par trouver, vu la complexité des choses humaines et la difficulté de se faire une opinion certaine, conforme à l'expression d'une bonne justice.

Les jurés seront d'autant plus portés à juger à la légère qu'ils n'ont à redouter aucune responsabilité morale. Sitôt la session terminée, le juré redevient un simple particulier.

Ainsi, il a pu remplir pendant quelque temps la plus haute magistrature criminelle du pays sans avoir à redouter aucun contrôle. Sans doute des verdicts inconsiderés pourront déprécier l'institution du jury auprès de ceux qui la voient fonctionner,

mais les critiques n'atteindront pas l'ancien juré. Le magistrat au contraire se sentirait frappé très directement s'il savait que le corps dont il fait partie est déconsidéré auprès de l'opinion publique : homme instruit, il suivra les polémiques auxquelles les jugements qu'il a rendus ont pu donner naissance, il y répondra au besoin ; la discussion pourra éclairer dans son esprit certains points qui, jusqu'alors, étaient restés obscurs et lui fournir de précieux enseignements pour l'avenir.

La juridiction correctionnelle présente encore un avantage dont bénéficiera la presse elle-même. Les tribunaux, dans les espèces analogues, ont une tendance à statuer toujours dans le même sens. Au bout d'un certain laps de temps se forme une jurisprudence. Elle aboutit à fixer d'une manière précise les limites dans lesquelles pourront se mouvoir les polémistes. Ceux-ci auront donc la faculté d'exprimer leur opinion en toute sécurité, s'ils veulent bien se renfermer dans le cercle qui leur sera ainsi assigné par avance. Or une pareille situation est très désirable, une stricte limitation des droits et des obligations de chacun étant en effet un des principaux critères de la liberté publique moderne.

On a souvent voulu voir dans le jury l'organe le plus propre à assurer l'expression de l'opinion publique. Cette assertion ne résiste pas à l'analyse. Qu'est-ce, en effet, que l'opinion publique ? Il n'est

guère possible de le dire exactement. Y-a-t-il, dans un grand pays comme la France, une opinion unique, reconnue de tous, et pouvant s'imposer d'une manière absolue comme exprimant le sentiment général ? A supposer même qu'à un moment déterminé certains principes puissent être considérés comme admis sans conteste par la presque unanimité, faut-il leur reconnaître une valeur absolue ? L'histoire est là pour démontrer que bien souvent ce qui a été porté aux nues la veille est traîné aux gémonies le lendemain. Et ces variations sont particulièrement fréquentes en France, pays aux impressions intenses et peu durables.

« Comment s'assurer », a dit M. Arthur Desjardins, « que le jury, formé de tant d'éléments divers, soit l'organe véritable de cette opinion commune, si prompt à s'évanouir et si difficilement saisissable ? » L'expérience prouve que les différents jurys rendent, selon les lieux, des verdicts contraires en face d'espèces qui, cependant, paraissent en tous points analogues. Ils représentent peut-être l'opinion locale, mais n'expriment nullement l'état d'esprit moyen du pays, résultante idéale de ces diverses opinions

Il faut donc, de toute nécessité, retirer la connaissance des délits de presse à une juridiction qui, par son incompétence, faute de responsabilité morale, par la facilité avec laquelle elle se laisse influencer

par la flatterie et surtout par la crainte, rend les décisions les plus contradictoires, et tend, par des acquittements inconsiderés, à énerver la répression et à priver ainsi la société de la légitime protection qu'elle est en droit d'attendre de ses tribunaux.

B. — *Jury spécial.* — Pour arriver à cette conception intermédiaire entre le système de la compétence correctionnelle et celui qui défère au jury ordinaire les délits de presse, les partisans du jury spécial commencent par surenchérir sur certaines des critiques qui viennent d'être exposées contre le jury : il est incapable de juger les délits de presse ; il est trop susceptible de se laisser influencer ; il compromet par des acquittements irréfléchis la défense sociale. Et ils en concluent également que le jury doit être écarté.

Mais est-ce à dire que les juges correctionnels doivent lui être purement et simplement substitués ? Ils ne le pensent pas.

Les juges professionnels, nous l'avons vu, ont une tendance à faire de tout jugement, une opération de logique. Ce fait est encore accentué par notre système d'organisation judiciaire qui compose les tribunaux criminels de *civilistes*. Ceux-ci subissent plutôt qu'ils ne les désirent les fonctions de juges correctionnels. Dans les grandes villes, ils aspirent à peu près unanimement, ce stage obligatoire passé, à retourner aux Chambres civiles, où ils se retrouve-

ront dans leur élément. Aussi ne peuvent-ils guère, même s'ils le désirent, modifier complètement en quelques mois leur manière habituelle de juger. Or la rigidité et l'impersonnalité du raisonnement juridique sont très défectueuses lorsqu'elles s'appliquent à des délits de presse. L'appréciation d'un article diffamatoire est, en effet, quelque chose d'essentiellement subjectif. Il faut pour y arriver, tenir compte d'une foule d'éléments indéterminables à l'avance, et qui s'enchevêtrent les uns dans les autres d'une manière toujours différente selon les espèces. Aussi ne doit-il pas être question d'employer en cette matière les procédés ordinaires de jugement ; « les délits de presse sont quelque chose d'impalpable qui ne se mesure point au compas du juge... le lieu, le temps, la moralité de l'acte, l'état paisible ou agité du pays, voilà ce qui se sent rapidement plus que ce qui peut se définir nettement (1). » Dès lors, et cette idée a été mise en relief dès 1817 par Royer-Collard, reprise par de Serre en 1819, le juge qui apprécie un article de journal doit rendre un *arbitrage* plutôt qu'un jugement proprement dit : « C'est cette sorte d'arbitrage, si différent de la justice légale », a dit Royer-Collard, « qui distingue seul, dans chaque cas, l'abus de la presse de son usage.

1. Discours de Cormelin, prononcé au cours de la discussion de la loi du 18 juillet 1828.

légitime ; c'est lui seul aussi qui définit la liberté de la presse. »

On peut encore reprocher aux magistrats la tendance qu'ils ont importée du civil de juger toujours dans le même sens, de respecter la jurisprudence établie : dans la crainte de causer des contrariétés de jugement, ils hésitent à rendre des décisions qui pourraient, en apparence tout au moins, être contraires à de précédentes. L'esprit de corps de la magistrature aggrave encore cet inconvénient. Si certaines idées dominent à un certain moment dans le corps judiciaire, on a toutes raisons pour redouter qu'elles y subsistent pour un temps excessif ; et ce qui, au début, répondait peut-être à des besoins du moment, pourra, au bout d'un certain temps, devenir une survivance injustifiée.

La magistrature ne semble pas non plus donner de suffisantes garanties d'indépendance en face du pouvoir. De Serre lui-même (et un tel langage est piquant dans la bouche d'un ministre de la Justice) a souligné ce danger. Sans doute l'inamovibilité lui a été conférée ; mais les gouvernements disposent de puissants moyens pour s'assurer, en une certaine mesure de sa dépendance. Les décorations d'abord, un avancement rapide surtout pourront récompenser les juges complaisants. Et il sera facile de faire comparaître le plus souvent les journalistes devant un tribunal dévoué, en veillant avec soin, dans les

grandes villes (et à Paris particulièrement où se commettent la plupart des délits de presse), à la composition des chambres correctionnelles devant lesquelles doivent être portées ces infractions.

La magistrature devrait elle-même désirer, dans son propre intérêt, de ne pas avoir à connaître des affaires de presse, car elle ne peut ainsi que s'attirer des déboires. Des acquittements trop nombreux mécontentent le parquet, dont l'opinion ne peut être indifférente à un magistrat désireux d'arriver à des fonctions plus élevées ; des condamnations même justifiées seront souvent mal vues de l'opinion publique, toujours ombrageuses lorsqu'il s'agit de ce qu'elle considère comme la sauvegarde des libertés politiques. Elle pourra de la sorte perdre toute confiance dans les magistrats ; et, du jour où un condamné pourra se faire passer pour une victime, c'en sera fait de l'autorité des décisions judiciaires.

Comment donc trouver des juges capables d'apprécier avec compétence les délits de presse, tout en restant indépendants en face du pouvoir ? Dans l'institution du jury spécial. Il sera composé soit d'écrivains — ce sera alors le jugement par les pairs — soit de personnes ayant exercé certaines professions libérales qui assureront leur capacité. La première forme présentera, en outre, certains des avantages de la juridiction disciplinaire, dont la possibilité d'organisation a paru si douteuse. De

pareils juges comprendront la situation dans laquelle se trouve l'accusé, et leur expérience personnelle leur permettra d'apprécier et de doser les éléments d'atténuation du délit. On ne peut guère craindre de rigueur excessive de leur part, puisque, « pouvant à leur tour se trouver dans la situation d'un écrivain accusé, ils ont intérêt à ce que l'accusation mal fondée ne soit pas admise » (1). La nécessité de sauvegarder la réputation de la corporation à laquelle ils appartiennent empêchera les acquittements excessifs.

Le jury spécial existe en Angleterre depuis un temps immémorial. Dans un rapport à la Constituante du 20 janvier 1790, Sieyès en proposait l'introduction en France en matière de presse. Il devait être composé d'écrivains. L'auteur du projet vantait surtout leur compétence : exerçant la même profession que le prévenu, ils ont l'habitude du maniement des mêmes affaires ; ils ont les mêmes intérêts que lui. Il sera facile, en outre, à organiser dans les grandes villes, où se commettent surtout les délits de presse.

La loi du 27 septembre sur l'organisation du jury l'admit dans certains cas particuliers qu'elle considérait comme pouvant, par leur difficulté, embarrasser un juge peu instruit (en matière de faux et de

1. Benjamin Constant. *Annales de la Session de 1817*.

banqueroute, notamment). Le Code des délits et des peines de brumaire an IV admit que des jurés spéciaux devraient juger les écrits et les imprimés. Ils seront le fruit d'une sélection administrative. Il n'en fut plus question sous le premier Empire. Défendue en 1817, l'institution ne passa dans aucune loi de l'époque. Sous le second Empire, Prévost-Paradol (1) vint de nouveau la proposer comme la plus apte à apporter, dans les jugements de presse, à la fois la fermeté et la compétence nécessaires. Après la chute du second Empire, M. Béranger en demanda l'application aux délits de presse, — sans succès d'ailleurs, — devant l'Assemblée nationale. Le législateur de 1881, disposé à traiter les journaux avec la plus grande faveur, ne pouvait guère songer à l'introduire.

A supposer même que le principe du jury spécial soit admis, son application rencontrerait des difficultés sérieuses : ses nombreux partisans, qui ont presque tous un système original à mettre en avant, s'entendraient-ils facilement ? Sieyès voulait donner le choix des écrivains qu'il appelait à siéger au procureur général syndic, élu par le peuple. De Broglie, au contraire, demandait que son recrutement fût effectué sur une liste de propriétaires payant un minimum déterminé d'impôts, de personnalités ayant

1. Prévost-Paradol. *La France nouvelle*.

exercé pendant un certain temps une profession libérale, de membres de sociétés savantes et de titulaires de fonctions électrices. Prévost-Paradol, qui l'établissait au siège de chaque cour d'appel, y faisait entrer les conseillers généraux du ressort de la Cour d'appel, et les conseillers près cette cour. Il proposait d'y adjoindre à Paris les membres de l'Institut. Ces exemples nous donnent une idée de la grande diversité des systèmes possibles.

C. — *Le Jury*. — Nous arrivons maintenant au troisième système, qui donne compétence au jury en matière de délit de presse.

Ses partisans ne se contentent pas d'un jury spécial. L'expérience nous enseigne que lorsque les représentants des professions libérales sont appelés à faire partie du jury, ils déploient, le plus souvent, une activité considérable (démarches auprès du ministère public, auprès de l'avocat, etc.) dans le but de se soustraire à l'application de la loi. Ils ne voient, en effet, dans le *concours civique* qu'une véritable corvée, dont il est bon de se dispenser par tous les moyens. Mais, dira-t-on, cette répugnance se comprend jusqu'à un certain point : des hommes en pleine activité économique ne se résignent pas volontiers à quitter leurs affaires. Une absence qui se prolongerait pendant toute la durée d'une session pourrait risquer, en effet, de leur causer le plus grave préjudice. Aussi a-t-on dit, en introduisant

dans le jury spécial d'anciens membres des professions libérales ou des fonctionnaires retraités, la loi leur enlèverait tout intérêt à se dérober aux fonctions qu'elle veut leur faire remplir. Dès lors, n'y a-t-il pas lieu de croire que de tels jurés se prêteraient de bonne grâce à un concours civique qui leur permettrait, dans leur retraite, de jouer encore un rôle actif ?

Nous doutons cependant que ces prévisions puissent se réaliser. Il est, en effet, de bon ton, dans les classes qui devraient fournir le contingent du jury spécial, d'affecter de mépriser les fonctions de juré. Le fait paraît certain ; et les retraités, — quoique ne pouvant occuper leurs loisirs d'une manière plus lucrative — auraient probablement à craindre, en sollicitant leur inscription sur la liste des jurés spéciaux, les sourires de leur entourage. Ils s'abstiendraient.

La nécessité de faire juger par des jurés capables de les comprendre exactement les termes et la portée des articles incriminés peut sembler, à première vue, s'imposer. En matière de presse, un jugement est surtout un arbitrage : la première condition d'un bon arbitrage n'est-elle pas qu'il soit effectué par des arbitres compétents ? Cet argument, lui aussi, paraît pouvoir être réfuté. Le caractère spécial du délit de presse, et qui, seul, légitime l'application d'une juridiction spéciale à la matière, réside essen-

tiellement dans l'énormité de l'effet que, par sa publicité immédiate et universelle, tout imprimé peut produire sur la Société. Est-il donc nécessaire, dans ces conditions, qu'un peintre ou un dessinateur de renom vienne révéler au tribunal ce que peut contenir d'esthétique incomprise un dessin foncièrement pornographique? Faut-il également que chacun des mots d'un article diffamatoire soit pesé minutieusement ; que la construction de chaque phrase soit disséquée dans ses moindres éléments? Si les termes en sont tellement subtils, les sous-entendus si habilement dissimulés que le public ne sait les apercevoir, il ne peut guère être question de trouble social. Le juré, lui, ne punira que lorsque la moyenne du public aura pu comprendre la gravité d'une polémique. Ce résultat, lorsqu'il s'agit de matières politiques ne semble déjà pas si mauvais.

L'exemple de l'Angleterre ne doit pas non plus être invoqué en faveur du jury spécial. Il présente, en effet, dans ce pays un caractère tout autre que celui que l'on propose en France : le jury spécial anglais, en effet, consiste essentiellement en une garantie supplémentaire en faveur de l'accusé. Celui-ci peut, s'il se méfie des jurés ordinaires, demander que ses juges soient choisis sur une liste spéciale, composée de personne jouissant d'une situation sociale supérieure à celle des précédents. Un loyer

de vingt livres permet, en effet, l'inscription sur la liste générale ; un minimum de cinquante à cent livres, selon les lieux, est, au contraire, exigé pour que l'inscription sur la liste des jurés spéciaux soit possible. Ce caractère de garantie en faveur du prévenu, offert par ce jury spécial, est si réel que la loi anglaise a cru devoir l'en priver lorsqu'il s'est rendu coupable de crimes qui font courir un grand danger à l'Etat, comme la trahison, et contre lesquels la Société veut se protéger avec une particulière efficacité. Les systèmes français, au contraire, ne laissent exercer aucun choix à l'accusé. Celui-ci devrait subir les juges, sans doute particulièrement rigoureux, que la loi lui octroierait.

De tels juges, en effet, si on ne peut leur reprocher de dépendre du pouvoir, sont loin d'offrir dans le jugement toutes les garanties souhaitables d'impartialité. On a cru cependant pouvoir affirmer le contraire pour le cas où le juge sera lui-même un écrivain. Des sentiments contraires s'agiteraient en lui. Il songera, en jugeant un journaliste, que lui-même est exposé à comparaître un jour à sa place ; — de là, disposition à l'indulgence ; — la nécessité de sauvegarder le prestige de la corporation à laquelle il appartient l'incitera, d'autre part, à la fermeté. Il ne faut guère compter sur de pareilles prévisions. Quand le législateur a voulu se faire psychologue, qu'il a voulu tenir compte, chez les juges, de la pro-

tabilité de sentiments contraires, et déduire de là que ce juge devait être impartial, il a le plus souvent échoué misérablement. L'exemple des jurys d'expropriation, sur ce point, est significatif, le contribuable, qu'on a voulu opposer au propriétaire, s'est toujours, en fait, effacé devant ce dernier. Il est de même à craindre que notre juré ne se laissât guider par un seul des sentiments que l'on a découverts en lui. Lequel triompherait ? Il est difficile de le dire, l'expérience seule pourrait être concluante.

Au cas où les jurés spéciaux seraient recrutés parmi les anciens fonctionnaires ou les magistrats ayant cessé d'exercer leurs fonctions, les membres de l'Institut, etc., ne peut-on craindre que tels juges, en présence d'un délit de presse, n'aient une tendance à sacrifier l'individu à la société, et qu'ils ne voient dans l'espèce qui leur est soumise que l'occasion de sauvegarder des principes sociaux que leurs études, aussi bien que leur expérience antérieure, leur font considérer comme les plus propres à conduire la Société dans une voie salutaire. N'y a-t-il pas lieu de craindre que tout article qui leur semblera propre à nuire à la réalisation de leur idéal social ne soit par eux condamné à l'avance ? Les circonstances de l'infraction, le mobile qui a pu la déterminer passeront probablement inaperçus ; et l'expression en termes sans doute exagérés d'une indignation qui peut être l'indice d'un bon naturel risquera de

ne pas être excusé. Un simple juré, au contraire, moins instruit, cherchera surtout à apprécier exactement les responsabilités. Dans les diverses circonstances en lesquelles les classes populaires sont appelées à collaborer actuellement à l'œuvre de la justice, leur bonne volonté se manifeste continuellement. Le désir d'arriver à la découverte de la vérité paraît être leur souci dominant. L'attitude des témoins qui se présentent dans les diverses enquêtes, ou celle des jurés eux-mêmes qui siègent à la Cour d'assises, ne laisse aucun doute sur ce point. Etranger à l'esprit de système, ce juré tient compte, dans une large mesure, des excuses pouvant résulter, pour le journaliste, des circonstances dans lesquelles l'écrit a été composé ; et, dans la crainte de gêner la libre expression des opinions, il ne punira que quand il estimera, en conscience, que la limite que l'on doit permettre à une polémique a été de beaucoup dépassée.

Si cependant, dans certains procès politiques, le juré a paru ne pas tenir un compte exact de la situation qui lui était soumise et se laisser aller à rendre de véritables « ordres du jour » plutôt que des verdicts proprement dits, la faute paraît être imputable bien moins à lui-même qu'à une organisation défectueuse du fonctionnement de la Cour d'assises. C'est probablement, en effet, parce que le débat a pu dévier que sa fraîcheur d'impression a pu être surprise. Le juré spécial n'aurait pas la même excuse.

On peut considérer que le jury représente réellement l'opinion publique. Sans doute, cette opinion publique est variable ; il est souvent difficile de la saisir exactement ; on constate encore que les jugements criminels, quoique rendus en son nom, présentent à une même époque bien peu d'uniformité dans l'espèce. Mais on peut à la rigueur excuser les jurés : la variété infinie des espèces suffit, en effet souvent, à légitimer les différences de jugements ; le lieu même où l'infraction a été commise peut aussi, selon les cas, en aggraver ou en diminuer l'importance. Mais il n'en est pas moins vrai cependant, qu'à la considérer d'une manière générale, sans s'arrêter à ses expressions particulières, l'opinion publique se manifeste bien dans les décisions des jurés. « Ils sont les représentants de l'opinion publique, parce qu'ils la connaissent. Ils évaluent ce qui peut agir sur elle. Ils sont les organes de la raison commune, parce que cette raison commune les dirige, affranchie qu'elle est des formes qui ne sont imposées qu'au juge, et qui, ne devant avoir lieu que pour assurer l'application de la loi, ne peuvent embrasser ce qui tient à la conscience, à l'intention, à l'effet moral (1). » Aussi le jugement d'une affaire politique n'aura quelque autorité auprès de l'opinion que si elle émane du jury. « Il faut que les jurés soient de

1. Benjamin Constant. *Annales de la session de 1817*.

la même condition que l'accusé, pour qu'il ne puisse pas se mettre dans l'esprit qu'il est tombé entre les mains de juges disposés à lui faire violence (1). »

Les caractères spéciaux de la diffamation nécessitent encore l'intervention du jury. Elle tire principalement sa gravité « du sentiment de l'altération des rapports entre la personnalité mise en cause et le monde environnant (2). Il est donc essentiel de considérer ce qu'en pensent « ceux en considération desquels le trait perfide a été lancé ». Une condamnation ne pourra produire d'effet sur l'opinion publique, être exemplaire, par conséquent, que si elle émane du corps qui, suivant les temps et l'organisation judiciaire, a surtout qualité pour parler au nom de l'opinion publique. Or, en France, pays de gouvernement représentatif, cette qualité paraît avant tout appartenir à un jury comprenant des représentants de toutes les classes de la nation.

Il ne faut pas pousser trop loin l'argument invoqué contre le jury, en raison de son absence de responsabilité. L'opinion publique, que les jurés représentent, ne les laissera pas absolument quittes de toute censure, comme on l'a dit. Si la magistrature a particulièrement à redouter ses critiques, le juré aura aussi dans une certaine mesure — mais à titre

1. Montesquieu. *Esprit des Loïs*, livre XI, chap. ix.

2. Worms. *Les attentats à l'honneur*, p. 304 et suiv.

individuel — à lui rendre des comptes : « Après leur séance, les jurés rentrent dans la société, ils y retrouvent d'autres juges qui sanctionnent ou blâment leurs jugements (1). »

Le fait que le jury est considéré, en raison de son indépendance en face des gouvernements (et ce caractère existait déjà, quoique à un moindre degré, lorsque les jurés étaient recrutés selon un système censitaire), comme une garantie importante de liberté politique a toujours été le motif principal qui a fait défendre l'institution. Cette raison, avant toutes autres, doit faire conserver le jury en matière de presse. Il sera en conséquence nécessaire de supporter les quelques inconvénients inévitables qui sont intimement liés à l'institution. Mais est-ce à dire que nombre de griefs actuellement articulés contre celle-ci soient la conséquence inévitable de son fonctionnement ? Le contraire paraît probable (2). Des modifications législatives, souvent légè-

1. Catelan. Rapport à la Chambre des pairs, séance du 19 mai 1819.

2. « Le jury », a dit M. Garçon, « condamne beaucoup plus souvent qu'on ne le dit et qu'on ne le croit en matière de presse. Si les poursuites étaient moins capricieuses, si on les exerçait toutes les fois que le délit a été commis et semble mériter une répression, si on avait, pour tout dire, plus de confiance dans le jury, peut-être s'apercevrait-on que, là comme ailleurs, sa justice peut concilier la nécessité de la répression et le respect de la liberté. »

Revue Pénitentiaire, discussion sur l'Echevinat, 1900.

res pourront, en effet, permettre au jury de se montrer assez maître de lui et assez ferme dans ses décisions pour que tous puissent l'accepter. C'est ce que nous aurons à démontrer.

APPENDICE

Sur l'Echevinat. — Il est vivement question, depuis quelque temps, d'introduire en France des tribunaux d'échevins. « Les tribunaux d'échevins se composent », a dit M. Bufnoir (1), « en partie de magistrats, en partie de personnes étrangères à la magistrature, sortes de jurés siégeant, délibérant et décidant en commun au lieu de statuer séparément, comme le jury actuel, sur certains points déterminés du procès. »

C'est d'Allemagne que nous vient l'exemple de cette institution. Introduit par certains Etats, et particulièrement le Hanovre, vers 1850, l'échevinat ne tarda pas à se répandre dans toute l'Allemagne. Cependant la compétence des tribunaux d'échevins y est encore assez limitée. Les crimes les plus graves sont jugés par le jury ; les autres crimes et délits les plus considérables, par des magistrats. Ceux-ci composent les *Strafkammern*, qui correspondent à nos tribunaux correctionnels. Quant aux tribunaux d'échevins (*Schöffengerichte*), ils n'ont à juger que

1. *Bulletin de la Société de Législation comparée.*

des affaires d'une très grande simplicité. « Ils sont compétents, en principe, pour condamner à un emprisonnement de trois mois et à une amende de 750 francs. Mais, même dans ces limites, beaucoup d'infractions leur sont enlevées et sont attribuées aux *Strafkammern* à raison des difficultés que présente l'affaire. D'un autre côté, certaines infractions ne sont jugées par eux que si le montant de l'intérêt est insignifiant, s'il ne dépasse pas, par exemple, en cas de vol, la somme de 31 fr. 25. » Aux termes de la loi du 27 janvier 1897, les *Schöffengerichte* n'ont à connaître que des injures qui ne peuvent être poursuivies que sur la demande de la partie lésée, lorsque la poursuite a lieu par voie d'action civile (§ 26-3°). Ce sont, au contraire, les *Landgerichte* qui connaissent des mêmes délits lorsque la poursuite a lieu par voie d'action criminelle (§ 75-4°).

Ces quelques explications suffisent à nous montrer combien est restreint en Allemagne le rôle de l'échevinat. Il convient de remarquer qu'il existe encore sous le nom d'assessorat, dans la plupart des colonies françaises. Mais on a fait observer qu'il n'était pas, dans ces pays, considéré comme une forme de juridiction supérieure au jury, mais bien plutôt comme un acheminement vers cette institution.

La question de l'introduction de l'échevinat en France a été étudiée en détail en 1899 et en 1900 dans une enquête ouverte par la Société générale

des Prisons sur un rapport de M. Cruppi. Mais la discussion n'a pas roulé spécialement sur l'opportunité, ou non, d'une pareille juridiction en face de la presse.

En faveur de l'échevinat on a fait valoir la grande conscience de ces juges populaires ; l'utilité de la fusion de ces deux magistratures ; l'effet éducateur certain que son fonctionnement ne manquerait pas de produire. On fait remarquer, en outre, que les résultats du système allemand ont été excellents, et que les échevins, dans ce pays, sont dignes d'éloges que ne méritent pas toujours les jurés.

Mais de nombreuses critiques ont également été formulées : l'échevinat, en introduisant dans les tribunaux un élément « laïque », va contre la tendance moderne à la « professionnalisation » des fonctions. La partialité des échevins est encore à redouter : l'expérience le prouve. Si l'échevinat devait remplacer les tribunaux correctionnels français, l'intérêt de l'inculpé serait gravement lésé en ce que les garanties, qui existent avant que la Cour d'assises puisse être saisie, n'existeraient plus : en cas de flagrant délit, par exemple le ministère public, agissant par citation directe, pourrait priver le prévenu des garanties résultant pour lui de l'instruction. Si, au contraire l'échevinat est appliqué au jury, celui-ci, devant décider de la peine de concert avec les magistrats, la répression serait probablement très énervée.

Or ce résultat ne paraît pas actuellement désirable. Il est dangerex, a-t-on ajouté, de vouloir ainsi « transplanter les institutions étrangères dans des terres dont les sucres ne leur sont pas familiers ». Il serait à craindre, en effet, que l'échevinat ne prit bientôt en France la forme particulière d'une institution française que les Allemands ne reconnaîtraient plus (1).

Est-il opportun de faire juger les délits de presse par un tribunal d'échevins ?

Comme nous venons de le voir incidemment, l'échevinat peut être réalisé de deux manières. M. Flandin voudrait l'appliquer au jury même, qui, délibérant de concert avec les magistrats, statuerait sur la peine même à appliquer.

M. Cruppi, au contraire, entend conserver le jury :

1. Les caractères spéciaux du peuple allemand, qui semblent rendre cette crainte très fondée, ont ainsi été décrits par M. Larnaude :

« J'ai été très frappé de l'honnêteté grave qu'on trouve dans toutes les classes de la population, du sérieux de la vie allemande, du sentiment profond qu'on y a de la hiérarchie sociale acceptée par tous sans révolte et comme chose toute naturelle, du respect profond dont l'autorité y est entourée, de l'admiration qui y est professée pour les hommes de science. Les luttes de partis y sont beaucoup moins acharnées que chez nous, ce n'est pas un « Etat électif » à tous ses degrés, comme l'Etat français. Le pays ne se transforme pas comme le nôtre, en certains moments, en véritable champ clos où de furieuses batailles s'engagent entre les hommes et les partis ». *Revue pénitentiaire*. Discussion sur l'échevinat, 1900.

l'échevinat remplacerait seulement, en les perfectionnant, les tribunaux correctionnels (1).

Avec l'échevinat appliqué aux assises, le journaliste aussi bien que le plaignant pourrait redouter l'influence d'un magistrat partial. Un tel résultat ne serait-il pas contraire à la tendance moderne qui cherche de plus en plus à protéger l'accusé ? « Faire diriger la délibération du jury par un magistrat », a dit M. Depeiges, « n'est-ce pas rétablir le « résumé » sous une forme différente, avec la publicité en moins ? » Cette immixtion intempestive serait d'autant plus à redouter que la plupart des délits de presse touchent à la politique.

Quant à l'échevinat substitué par M. Cruppi au tribunal correctionnel, sera-t-il utile en matière de presse ? Si l'on prend soin, en effet, de déférer au jury tous les délits commis par voie du journal lorsqu'ils ont un caractère politique, ou lorsqu'ils impliquent la nécessité pour le juge de connaître l'intention de leur auteur, devra-t-on faire intervenir des

1. Une distinction peut encore être faite à un autre point de vue. Elle a été ainsi indiquée par M Thonisson : « Certains criminalistes proposent la fusion des deux éléments en un seul et même tribunal appelé à statuer à la fois sur la culpabilité et sur la peine. Les autres demandent que, du moins, le président de la Cour devienne le président des jurés au moment où ils vont statuer sur le sort des accusés. » Nous sommes en présence au premier cas de l'échevinat « complet » ; au second, de l'échevinat « atténué ».

juges populaires pour assurer l'application de la réglementation administrative de la presse ou sanctionner des délits pour lesquels, en raison de leurs caractères spéciaux, le législateur a voulu assurer une stricte répression ? Il ne le semble pas. Sans doute l'échevinat supprime la distinction du fait et du droit, qui est une des principales causes de trouble chez le juré ; sans doute, il aboutirait à vulgariser la notion du délit de presse ; mais la perspective de ces avantages ne doit pas suffire pour le faire adopter. Nous chercherons, en effet, à arriver à des résultats aussi satisfaisants par d'autres procédés.

Il est en outre à craindre que l'échevinat ne soit une étape vers la disparition du jury. « Si j'ai bien compris la confiance qu'il nous a faite », dit M. Garçon, en faisant allusion au rapport dans lequel M. Cruppi propose l'introduction en France de l'échevinat, « la vraie raison pour laquelle il désire établir l'échevinage est que les jurés délibérant sous l'œil et la direction des magistrats lui semblent un moindre mal : le jury lui paraît dangereux : il reste à le rendre inoffensif. » M. Mittermaier (1) affirme dans le même sens que l'on considère souvent, en Allemagne même, que « le tribunal échevinal n'est qu'une

1. Article sur l'échevinage en Allemagne, publié en 1900 dans le *Bulletin de la Société générale des Prisons (Revue Pénitentiaire)*.

étape vers le tribunal uniquement composé de magistrats : on l'appelle un moindre mal ». Puisqu'en matière de presse, tout au moins, il est sage de conserver le jury, méfions-nous de cette institution qui semble mener à son élimination.

Il n'y a, en réalité, aucune solidarité entre la juridiction des délits de la presse et la compétence en matière criminelle. M. Berthélemy, M. Depeiges et bien d'autres l'ont nettement déclaré. Nous savons, en effet, quels caractères spéciaux présentent les délits de presse. Ne craignons donc pas d'écarter l'application de l'échevinat aux délits de cette sorte, puisque, inutile s'il consiste en une simple réforme du tribunal correctionnel (1), il devient dangereux s'il est pratiqué aux assises.

1. L'échevinat appliqué aux tribunaux correctionnels pourrait peut-être présenter quelque utilité s'il devait s'introduire dans les tribunaux chargés de juger les délits de presse commis pendant la période électorale contre les candidats aux fonctions électives. Faire juger ces délits par la Cour d'assises enlèverait à la répression toute célérité en ce cas où la rapidité de la sanction est cependant si nécessaire (et cette raison a beaucoup contribué, en 1881, à écarter la compétence des assises relativement au genre de délits qui nous occupe). Un tribunal composé de deux ou quatre « laïques » et d'un magistrat n'aurait pas, au contraire, cet inconvénient.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Critérium de la Délimitation de la Compétence du Jury en Matière de Presse

Avant d'examiner les points sur lesquels le fonctionnement actuel du jury en matière de presse peut prêter à la critique, voyons préalablement, par une sorte d'introduction à cette deuxième partie, quel critérium permet de limiter le domaine respectif de la compétence du jury et des tribunaux correctionnels. Nous verrons ensuite, dans les principales applications, si des considérations d'un autre ordre doivent limiter la portée de ce critérium.

Caractère politique de l'infraction. — Nécessité d'apprécier l'intention de l'auteur. — Le caractère politique de l'infraction semble avoir, avant tout, déterminé les législateurs à faire juger les délits de

presse par le jury. L'historique de cette attribution de juridiction correspond, en effet, étroitement à la formation de la notion de délit politique.

L'idée de délit politique était inconnue de l'ancien droit. Les infractions contre l'Etat, ou crimes de lèse-majesté, étant — ce qui est exact — considérées comme plus graves que les délits contre de simples particuliers, comportaient des peines beaucoup plus sévères. Il n'était pas spécialement question, à cette époque, des délits de presse.

La Révolution semble également être restée étrangère à la notion de délit politique : les partis au pouvoir cherchaient à prolonger leur prédominance par la punition des infractions qui semblaient leur faire courir quelque danger ; et de nombreuses dispositions de la loi punirent des délits uniquement politiques. On ne songea pas non plus à faire comparaître les journalistes devant une juridiction qui eût pu leur donner quelques garanties. La même concorde se manifeste encore à l'époque de la rédaction du Code pénal.

Ce sont les raisons qui amenèrent, sous la Restauration, la notion de délit politique à se dégager qui contribuèrent à faire demander l'application de la compétence du jury en matière de simples *délits* commis par la voie du journal. Les nombreux changements de gouvernement qui venaient de se produire en un espace de temps si rapproché avaient fait

réfléchir ceux qui, membres de tous les partis, avaient été victimes de mesures de rigueur.

Les déportés de jadis étaient devenus les puissants du jour. Les émigrés, qui se souvenaient d'avoir été condamnés comme de vulgaires criminels ne pouvaient se confondre avec ces derniers. Le parti libéral, d'autre part, entreprit une campagne dans le but de dégager la notion de délit politique. Deux brochures de Guizot (1) contribuèrent à répandre l'idée que, si les délits politiques pouvaient avoir des conséquences sociales plus graves que les infractions de droit commun, le mobile en était beaucoup plus élevé. Leur caractère conditionnel n'avait, d'autre part, été que trop prouvé par les événements. Aussi le mouvement d'opinion qui avait abouti en 1819 à donner à la compétence des assises, une presse libérée d'entraves de prévention prohibitive aboutit, en 1830, à faire énumérer par une loi un certain nombre de délits qui, en raison de leur caractère politique, devaient être déférés au jury. Le gouvernement de Juillet déclara encore, dans le même ordre d'idées, qu'il s'engageait à l'avenir à ne réclamer ni à accorder d'extraditions en matière politique. La compétence du jury, éclipsée par des motifs de circonstance, fut, à cette époque, appliquée de nouveau aux journaux.

1. « Des conspirateurs ou de la justice politique », en 1821 ;
« De la peine de mort en matière politique », en 1822.

La Révolution de 1848 proclama l'abolition de la peine de mort en matière politique. Elle rendit au jury la connaissance de certains délits de presse que les lois de Septembre lui avaient enlevée. Après le régime restrictif du second Empire, en même temps que la notion de délit politique était définitivement admise, le pays redevint également et définitivement compétent en matière de presse.

Il ne paraît donc pas douteux que le caractère politique de l'infraction soit un critérium qui ait fait conférer au jury les délits de presse.

b) Une seconde particularité du délit de presse peut contribuer également à faire appliquer la même compétence. Le jury, comme nous l'avons vu, représentant de l'opinion publique, remplit dans tout procès de presse le rôle d'un arbitre plutôt que celui d'un juge proprement dit, aussi la légitimité de son intervention ne semble se concevoir que lorsqu'il est appelé à apprécier dans un procès de ce genre non pas la matérialité d'un fait — le juge correctionnel s'acquitterait très bien de cette tâche — mais les intentions même du prévenu. Si le jury ne doit pas intervenir pour apprécier une simple injure, a dit de Serre (1), la raison en vient de ce que « son caractère n'a rien d'analogue : rien n'a pu la légitimer ».

1. De Serre. Exposé des motifs du deuxième projet de loi. *Moniteur* du 25 mars 1819.

Un double critérium limite donc la compétence du jury. Le législateur de 1881 s'en est inspiré : « Nous déferons au jury la généralité des délits commis par la voie de la presse et de la parole, indifféremment, qui impliquent l'appréciation plus spéciale des *intentions* du prévenu ou que la *politique* a plus ou moins occasionnés (1). »

Ce double critérium nous permettra d'enlever à la compétence du jury toutes les contraventions à la réglementation administrative de la presse (indication des nom et adresse des imprimeurs, dépôt légal, dépôt spécial au parquet, déclaration d'existence, déclaration d'un gérant responsable). Les formalités ainsi imposées supposent, en effet, l'accomplissement d'un fait matériel et n'impliquent nullement la nécessité d'apprécier l'intention de la personne requise de l'accomplir.

On peut également écarter la compétence du jury en ce qui concerne les outrages aux bonnes mœurs par voie de publication ou de dessin : l'appréciation du mobile de l'auteur ne peut guère en effet engendrer de difficultés ; ce mobile est l'enrichissement. Rien de politique également. La juridiction correctionnelle doit donc rester compétente (2).

1. Rapport Lisbonne, séance du 14 février 1881.

2. Remarquons cependant que ce n'est pas cette idée qui détermina le législateur de 1881 à appliquer cette compé-

Le critérium qui inspira la loi de 1881 aura toute sa portée en face des délits de presse proprement dits. C'est seulement en face de ces faits illicites et dommageables que le jury devra apprécier l'intention du prévenu ou voir si le mobile politique qui a poussé celui-ci à agir doit mériter son indulgence. Il devra ainsi statuer sur les faits de provocation par voie de presse, sur les diffamations. En ce qui concerne les *injures* contre les personnes revêtues d'un caractère public, la question est plus douteuse (1).

Cependant des considérations d'un autre ordre tendent à restreindre l'application du critérium que

tence en la matière : la commission proposa en effet de laisser au jury la connaissance de cette sorte de délits, pour la raison que son indulgence excessive n'était pas à craindre dans ce cas. On n'arriva à la compétence correctionnelle que par la considération que le nombre des délits de ce genre, si la compétence si lente des assises était admise, en rendrait la répression à peu près impossible.

2. Nous avons vu que de Serre, en 1819, voulait les soustraire à la compétence du jury sous le prétexte qu'elles n'avaient aucun caractère ambigu et ne nécessiteraient aucune appréciation d'intention. De nombreux amendements (amendements Thézard-Trarieux, Maxime Lecomte-Bernard) ont réclamé une modification en ce sens de la loi de 1881, devant les acquittements excessifs du jury. Cependant il est souvent délicat de discriminer en fait les injures simples des diffamations ; en outre, les unes sont souvent mêlées aux autres. Ne risquerait-on pas, en modifiant la législation, d'enlever au contrôle du jury des écrits qui rentrent normalement dans sa compétence.

nous venons d'exposer. La loi a sanctionné certaines de ces limitations ; les autres sont au contraire vivement réclamées comme imposées par les besoins pratiques. Aussi allons-nous examiner parmi ces restrictions celles qui présentent un intérêt considérable au point de vue de l'étendue de leur application (protection des particuliers), qui ont donné ou donnent encore lieu à de vives discussions (protection des hommes revêtus d'un caractère public) (1).

1. Signalons une restriction importante apportée à la compétence en matière de presse par la déclaration d'état de siège. Dans ce cas, aux termes des lois du 9 août 1849 et du 3 avril 1878, l'autorité militaire remplace dans ses attributions de police l'autorité civile. Une véritable dictature militaire est ainsi créée : l'autorité civile ne continue à exercer que ceux des pouvoirs de police dont l'autorité militaire ne l'a pas dessaisie. Celle-ci peut interdire toute publication qu'elle juge de nature à engendrer le désordre : c'est un retour du régime préventif. Aux termes de l'article 8 de la loi de 1849, les tribunaux militaires se substituent purement et simplement aux tribunaux civils. Cependant cette compétence n'est obligatoire que lorsqu'il s'agit de crimes ou de délits contre la République ou la Constitution. En cas de crimes ou de délits contre la paix ou l'ordre publics, notamment, il y a compétence concurrente des deux juridictions. Selon la loi de 1849, les tribunaux militaires peuvent être saisis des crimes ou des délits mentionnés, quelle que soit la qualité des auteurs principaux ou des complices. Or la Cour de cassation a décidé à de nombreuses reprises que cette disposition s'appliquait aux délits de presse lorsqu'ils réunissaient les caractères d'actes de complicité d'infractions contre la paix publique.

Certains pays s'éloignent moins, en notre cas, des règles ordinaires de compétence : ainsi la loi autrichienne se borne à supprimer la garantie que le prévenu peut trouver dans les jurés.

Protection des particuliers. — La nécessité de protéger la vie privée a toujours été reconnue. L'ancienne jurisprudence française interdisait en ce cas la preuve des faits diffamatoires. Le Code des délits et des peines de brumaire an IV contient une disposition inspirée du même esprit. Le grand développement de la presse augmenta encore l'intérêt de la question de la protection des particuliers.

Les lois de 1819 sanctionnèrent ce besoin par l'application à ce genre de délits de la compétence des tribunaux correctionnels et l'interdiction d'admettre, en ce cas, la preuve du fait diffamatoire. L'intérêt du diffamé lui-même fut cependant invoqué contre cette deuxième restriction. Si celui-ci obtenait dans ces conditions contre un journaliste une condamnation, elle ne produirait aux yeux de son entourage aucun effet moral, le condamné pouvant alléguer qu'il n'a fait dans l'article incriminé que de dire la vérité. Pourquoi, d'autre part, empêcher la victime de confondre son accusateur?

L'intérêt de la morale publique veut également que le journaliste, qui n'a fait que de dénoncer des faits souvent très répréhensibles, ne soit pas condamné comme s'il avait calomnié purement et simplement. Mais Cassaignolles, rapporteur de la Commission, fit valoir que ces arguments étaient sans force devant la nécessité qui s'imposait de « murer » la vie privée : « La vie privée des citoyens leur

appartient. On ne peut pas tolérer qu'ils soient dif-
famés au gré de leurs ennemis. » De Serre, à la
Chambre des pairs, reproduisit de nouveau l'argu-
ment invoqué par le rapporteur de la Chambre. « La
loi du 26 mai 1819 n'admettait qu'une seule restric-
tion à l'application de ce principe : la preuve du fait
diffamatoire était permise contre le particulier s'il y
avait eu plainte contre lui, et que, sur la poursuite
du ministère public, elle avait abouti à une con-
damnation. C'était faire une concession à ceux qui
mettaient en avant l'intérêt de la morale publique.

La Commission de la Chambre des députés, en 1881,
n'admit le système de la loi de 1819 qu'avec une grave
restriction ; la preuve devait être possible en deux
cas : 1° si le prévenu de diffamation était passible
d'une peine quelconque ; 2° s'il était lésé par le fait
imputé. Dans ces deux cas, en effet, la Commission
voulait lui laisser le droit de se défendre en toute
liberté. Mais ce système fut rejeté après l'interven-
tion de Lorois. Il montra qu'il pouvait aboutir à
une situation fort peu satisfaisante au point de vue
rationnel : à une contrariété de jugements. Un pre-
mier jugement pouvait, en effet, renvoyer purement
et simplement le prévenu de diffamation des fins de
la plainte, alors qu'un second jugement pouvait,
l'autorité de la chose jugée étant relative, acquitter
le plaignant de la prévention dirigée contre lui à
raison du fait à lui imputé. Aussi l'amendement

Bardoux et Durand, qui reprenait le système de 1819, fut adopté par la Chambre et passa dans la loi.

La portée de la protection du particulier fut indiquée à propos de la discussion d'un autre amendement. On avait proposé à la Chambre (et cette disposition semble à première vue rationnelle) de permettre la preuve de la vérité de l'articulation diffamatoire au cas où le plaignant en aurait requis lui-même l'admission. Lisbonne fit repousser cette disposition, comme étant contraire à l'intérêt même du diffamé : « Autoriser la preuve du fait diffamatoire quand le plaignant la requiert, c'est l'obliger moralement à la requérir toujours. » « Le demandeur en diffamation », à un autre point de vue, « n'aurait pas la liberté de son initiative, au cas, par exemple, où le fait diffamatoire ne lui est pas exclusivement personnel. » Eugène Pelletan, au Sénat, répondant à Bozérian, parla dans le même sens : « Il faut ou permettre ou interdire la preuve en tous les cas, car du moment que le diffamé renonce à la demander, il crée contre lui une présomption de vérité des faits allégués ». Il devra donc subir cette preuve. « Le respect dû au foyer », concluait le rapporteur de la Commission du Sénat, « nous a fait rejeter l'amendement de M. Bozérian. » Il nous permettra également de rejeter l'admission de la preuve des faits diffamatoires en face des particuliers.

Question de la protection des personnes revêtues

d'un caractère public. — Quelles personnes sont comprises dans cette nouvelle catégorie ? La loi de 1881, reproduisant une disposition analogue admise en 1819, y fait entrer, pour établir des règles spéciales au cas où ils sont injuriés ou diffamés, les fonctionnaires publics et les membres des corps constitués : leur caractère public n'est pas douteux. Les mêmes règles s'appliqueront également à l'égard des directeurs, administrateurs des entreprises industrielles, commerciales et financières. Ils font appel au crédit public, et on a considéré qu'éclaircir l'opinion publique sur leurs agissements pouvait être œuvre utile. Mais l'absence de caractère politique de cette dernière catégorie de personnes a cependant fait conserver, en ce cas, la compétence correctionnelle.

Madier de Montjau proposa, en 1881, d'assimiler aux hommes publics certains particuliers qui, sans être entrés dans la vie publique, y touchent de si près qu'en réalité on peut les considérer comme de véritables hommes publics. Cette proposition offrait beaucoup de ressemblance avec le système belge. La preuve du fait diffamatoire est en effet possible dans ce pays, non seulement contre les fonctionnaires, mais contre ceux qui aspirent à le devenir ; et d'une manière générale, contre tous citoyens quelconques, ministres des cultes, médecins, avocats, professeurs, journalistes, etc., « dès qu'il s'agit de l'une de ces

mille circonstances où le citoyen, sortant du château-fort de la vie privée, livre une partie de son individualité et une partie de ses actes à la libre discussion de tous » (1). L'assimilation légale aux hommes publics, dans ce dernier cas, semble s'imposer (2).

1. Worms. *Les attentats à l'honneur*, p. 189.

2. La question présente un grand intérêt en ce qui concerne les candidats aux fonctions électives. M. Gustave Le Poittevin pose ainsi la question : « La vie publique et privée des candidats est-elle soumise à l'examen et à la critique par la voie de la publicité, de la part des électeurs ou des citoyens qui veulent éclairer les électeurs ? » Trarieux, lors de la discussion de la loi de 1881, avait proposé, par un amendement, d'assimiler les candidats aux fonctions électives aux fonctionnaires publics, tant au point de vue de la compétence que de l'admission de la preuve : « Si », aurait-il dit, « la liberté électorale ne doit pas rester un droit simplement théorique, il est évident qu'il faut que la franchise la plus complète, que la latitude la plus grande existe dans la discussion des titres des candidats qui, en se présentant aux fonctions électives, sollicitent les suffrages de leurs concitoyens. »

Et plus loin : « Il faut qu'à ses risques et périls la presse puisse devenir l'auxiliaire de la liberté électorale. Dans la coopération qu'elle est appelée à fournir, il importe qu'elle ne rencontre aucune entrave. Elle doit pouvoir tout dire, tout examiner, tout discuter, ne rencontrant d'autre limite à son droit que la calomnie et le mensonge. »

Cet amendement fut combattu par le rapporteur et par Paul de Cassagnac. Ce dernier fit valoir, dans la séance du 1^{er} février 1881, qu'avec le système proposé, « tout candidat se trouverait exposé, pendant la période électorale à voir peser sur sa vie une calomnie ou un mensonge de nature à modifier complètement le résultat du suffrage universel, et

Quand se pose la question de la limite de la protection de l'homme public, deux considérations, dont les conséquences nous amènent à des résultats contraires, viennent se heurter :

1° Le gouvernement doit protection à ses fonctionnaires ; l'Etat a en effet à remplir, aussi bien envers eux qu'envers les particuliers, un devoir de justice. Il doit ne pas les livrer sans défense à leurs diffamateurs. Il a cependant été soutenu à diverses reprises que cette protection n'était pas désirable. Sans doute lorsque Benjamin Constant proclame « qu'on outrage les fonctionnaires en voulant les protéger contre la vérité... qu'il faut que les diffamateurs soient contraints de prouver ce qu'ils ont avancé

que la répression à laquelle on pourrait avoir recours arriverait toujours trop tard, c'est-à-dire après l'élection ».

La loi de 1881 n'a introduit aucune disposition spéciale en ce qui concerne les polémiques entre candidats ou entre électeurs et candidats ; l'article 60 réduit seulement de trois jours à vingt-quatre heures le délai de citation devant le tribunal correctionnel en cas de diffamations ou d'injures proférées pendant la période électorale contre un candidat à une fonction élective. Aussi les tribunaux se sont souvent trouvés embarrassés, étant, d'une part, dans l'impossibilité légale d'appliquer des sanctions spéciales en notre cas, et convaincus d'autre part, comme le dit M. G. Le Poittevin, « que le droit de discussion préalablement au vote semblait exiger la liberté de discuter le mérite des candidats, de rechercher leur passé, d'examiner le degré de confiance que peuvent inspirer leurs déclarations » (V. sur ce point Gustave Le Poittevin. *Traité de la Presse*, p. 309 et s.)

pour qu'en cas de mensonge la honte de leur imposture puisse retomber sur eux », il ironise certainement ; mais « le droit à être injurié » a été sérieusement revendiqué en leur faveur. Nous avons vu précédemment quel cas il fallait faire de cette théorie.

2° Le caractère public de ces personnes, d'un autre côté, semble appeler des règles particulières quant à la possibilité de la discussion de leurs actes. Elles varieront selon la forme des gouvernements : « Le principe du gouvernement absolu », a dit de Serre, « est la crainte. Il est logique qu'un tel gouvernement, en imposant le silence sur les actes de son autorité, défende la plainte contre l'injustice : cela, en effet, indiquerait qu'on a cessé de craindre, et porterait atteinte au principe même du gouvernement absolu. Ce fut le système du Consulat et de l'Empire. La confiance, au contraire, est le principe des gouvernements constitutionnels. Elle se manifeste par un grand besoin de sincérité. » Aussi l'opinion publique, dans un gouvernement représentatif, émet la prétention de contrôler librement les actes de la vie publique des fonctionnaires : « La vie publique des dépositaires du pouvoir appartient au public : le public peut seul en demander compte (1). »

1. Cassaignolles.

Les lois de 1819 et de 1881 permettent au diffamateur d'une personne revêtue d'un caractère public de faire la preuve des faits par lui articulés. S'il y réussit, il devra être à l'abri de toute responsabilité. Ces lois établirent, en raison du caractère politique de ces infractions et de la nécessité d'apprécier l'intention du prévenu, la compétence du jury. Les fonctionnaires purent sans doute, à une certaine époque, tourner l'obligation de se présenter devant le jury, et éviter la preuve des faits diffamatoires articulés contre eux par un expédient. Le fonctionnaire diffamé, par application de l'article 3 du Code d'instruction criminelle, avait la faculté d'exercer seulement une action en dommages-intérêts devant les tribunaux civils. Ceux-ci déclaraient la preuve non recevable. Mais le législateur déjoua cet artifice par les lois du 22 mars 1848 et du 15 avril 1871, qui interdirent, en matière de presse, de poursuivre l'action civile séparément de l'action publique.

La pratique montre que la protection assurée par la loi du fonctionnaire est bien souvent insuffisante : l'admission de la preuve des faits diffamatoires pour aboutir, au cas où elle est prouvée, à justifier la présence, encourage en quelque sorte la diffamation qui repose sur des faits démontrables. Si ces articulations ne s'appuient, au contraire, sur aucun fondement, le plaignant voit bien souvent, à la suite de l'élargissement excessif du débat (ce qui se produit

toujours lorsqu'une question touchant quelque peu à la politique est agitée), le prévenu bénéficiant de cette confusion et sortir victorieux de la lutte engagée.

Diverses solutions ont été proposées pour remédier à cet état de choses. La Commission sénatoriale, en 1900, d'accord avec M. Joseph Fabre voulait laisser aux fonctionnaires désireux de renoncer à l'action publique, la faculté de se pourvoir devant le tribunal civil pour obtenir des réparations civiles : la preuve des faits diffamatoires aurait empêché également toute condamnation contre le prévenu (1).

Ce système aurait l'inconvénient d'écarter le jury. Si l'on a pu dire, d'autre part, qu'il semble difficile de protéger efficacement les fonctionnaires tant que cette institution sera appelée à statuer sur les procès de diffamation, on peut objecter que certaines modifications pourront probablement, sans modifier l'attribution actuelle de juridiction, réaliser quelques progrès à ce point de vue. Nous verrons qu'un président d'assises très indépendant saurait empêcher le débat de dévier, et qu'ainsi serait supprimée une des principales causes d'acquittements excessifs. Il est encore nécessaire de faciliter la poursuite au diffamé. Celui-ci hésite déjà, le plus souvent, à affron-

1. Cette réforme a depuis 1900 été maintes fois réclamée, notamment par M. Colin.

ter la lutte contre un journaliste. Certain d'être de nouveau diffamé à l'audience même et pris à partie violemment par certains journaux, l'homme honnête redoute tout procès de ce genre. S'il a le courage, cependant, de poursuivre quand même, il est indispensable que la loi ne vienne pas semer les obstacles sous ses pas. Une plus grande rapidité dans la procédure est à désirer. Ses lenteurs, qui éloignent le jour du jugement de celui de la diffamation, ne peuvent, en effet, qu'amoindrir l'impression qu'a pu produire l'écrit diffamatoire. Cependant, il semble qu'il ne faille pas exagérer cet inconvénient, car un avantage en sera la contre-partie : les jurés, en effet, dans de telles conditions, pourront plus facilement être exempts de passion ; et l'historique de l'affaire qui leur est fait à l'audience doit les éclairer suffisamment pour leur permettre de juger en toute connaissance de cause.

Le droit de citation directe devrait encore être étendu : la loi en prive, en effet, les députés et les sénateurs. Des poursuites ne peuvent être intentées contre leurs diffamateurs qu'à la requête du ministère public. Aucune raison satisfaisante ne contribue au maintien de cette solution. Son abolition serait d'autant plus utile que les hommes publics qui jouissent de cette tutelle légale sont ceux qui, étant, par la nature de leur profession, le moins sus-

ceptibles d'intimidation, pourraient se plaindre le plus souvent.

Exonérer le plaignant de tous frais, au cas tout au moins où il ne succombe pas dans sa demande, serait encore faciliter les poursuites. Selon l'article 368 du Code d'instruction criminelle, « la partie civile qui n'aura pas succombé ne sera jamais tenue des frais ». Or, en matière de presse, sont seuls exonérés des frais d'instruction, d'expédition et de signification des jugements, les plaignants dont la poursuite a eu lieu à la requête du ministère public. Ceux, au contraire, qui usent du droit de citation directe (et l'intérêt de la question serait accru, si ce droit était accordé à tous les diffamés), sont, dans tous les cas, personnellement tenus des frais vis-à-vis du Trésor. Ils ont, sans doute, un recours à exercer contre le condamné, mais celui-ci est, le plus souvent, un homme de paille parfaitement insolvable. Qu'ils n'aient donc plus la perspective de supporter des frais dans tous les cas.

APPENDICE

Sur la protection du Président de la République.

— Toutes les lois sur la presse contiennent des dispositions relatives au délit d'offense envers le chef de l'Etat. La loi du 10 juin 1853 fit rentrer ce délit dans la même catégorie que les attentats contre la vie

ou la personne de l'Empereur. Rendue à la compétence des assises en 1871, cette infraction, à partir de 1875, fut déférée aux tribunaux correctionnels. La répression de ce délit fut admise avec peine en 1881. A la première délibération de la loi, Madier de Montjau attaqua vivement en effet l'article 29 du projet de la commission qui édictait des peines contre l'outrage au Président de la République. Il ne fallait pas, en adoptant cette disposition du projet, rétablir une sorte de crime de lèse-majesté. La Chambre fut d'abord convaincue ; mais, à la deuxième délibération, le délit d'outrage au Président de la République fut rétabli. La loi de 1881 déféra cette infraction à la Cour d'assises.

Un mouvement d'opinion actuel demande son attribution aux tribunaux correctionnels. Frappés de l'impunité dont jouissent en fait les polémistes qui outragent, souvent très violemment, les présidents de la République, les partisans de ce système reprennent les arguments que soutenait déjà Lisbonne en 1881 : les insultes contre le président de la République ne doivent pas être tolérées ; la preuve des faits diffamatoires, en ce cas, en raison de la haute situation occupée par la victime, ne peut être admise.

Il y a encore à cela, au point de vue international, une raison de convenance. Les injures contre le chef de l'Etat, reproduites par les journaux étrangers, peuvent encore aboutir à déconsidérer le pays qui

les permet. L'irresponsabilité du chef de l'Etat, d'autre part, doit avoir comme contre-partie une protection efficace organisée par la législation. Les attaques de la presse, organe de l'opinion, auraient leur raison d'être en face d'un souverain investi d'un pouvoir personnel ; mais il n'en est pas ainsi du président de la République ; tous ses actes doivent être contresignés par un ministre. L'opinion peut ainsi voir à quelle personne elle doit demander des comptes. (C'est cette raison qui a principalement décidé, en 1900, la Commission sénatoriale à réclamer le rétablissement de la compétence correctionnelle).

Il est certain que de grands abus se sont produits. Mais est-ce un motif suffisant pour modifier l'attribution de juridiction ? Des poursuites, en fait, sont rarement exercées en ce cas. Mais il est très possible que le jury, surtout si son éducation était plus avancée (ce qui arriverait probablement s'il était appelé spécialement pour juger les délits de presse) sanctionnât par des condamnations les articles d'une violence extrême. Quant à l'argument tiré de l'irresponsabilité du chef de l'Etat, il ne faut pas en exagérer l'importance : le président de la République est en effet investi, en vertu de la constitution même de 1875, de pouvoirs qui, dans certaines circonstances, peuvent avoir une importance considérable. Il a le droit de demander une seconde délibération aux

Chambres, de dissoudre la Chambre des députés avec l'assentiment du Sénat. Il faut éviter, en se plaçant à un point de vue *statique* à l'excès, de s'imaginer que les présidents de la République ne peuvent chercher à exercer un pouvoir personnel. Un tel président verrait certainement sa tâche facilitée par l'attribution aux tribunaux correctionnels des outrages contre sa personne. C'est pour avoir outragé le président de la République que Gambetta (et le fait fut rappelé lors de la discussion de la loi de 1881), qui avait simplement écrit « le maréchal de Mac-Mahon, si le pays se prononce contre lui, devra se soumettre ou se démettre », fut condamné à trois mois de prison : la possibilité du renouvellement de pareils jugements doit nous faire rejeter la compétence correctionnelle (1).

1. C'est pour une raison analogue qu'il semble utile de conserver l'attribution faite au jury, par la loi de 1881, du délit de fausses nouvelles. Un gouvernement sans scrupules peut, en effet, à l'aide de juges correctionnels dévoués, faire de cette disposition un puissant instrument de domination. Un exemple, que cite M. Garreau, suffira pour le démontrer. Lors des élections sénatoriales de 1876, Emile de Girardin avait écrit dans *La Presse* que si Buffet, alors premier ministre, n'était pas réélu, il donnerait sa démission (les événements, d'ailleurs, justifiaient cette prévision). Girardin fut poursuivi devant le tribunal correctionnel, alors compétent, pour délit de fausses nouvelles, et condamné à 1.000 francs d'amende.

CHAPITRE II

Sur le Recrutement du jury.

La nécessité de la compétence du jury en matière de presse admise, la question de son recrutement se pose immédiatement. L'intérêt en est considérable. Si la composition du jury est défectueuse, ses adversaires ne manqueront pas, par une généralisation hâtive d'en tirer argument contre l'institution elle-même ; un bon jury, outre qu'il ne prêterait pas à des critiques aussi dangereuses, pourra seul avoir les qualités que nous lui avons données. Depuis l'introduction en France de l'institution du jury, les modes les plus divers de recrutement ont été successivement pratiqués.

Selon la loi du 25 septembre 1791, tout citoyen ayant les qualités requises pour être électeur pouvait être juré. La qualité d'électeur résultait alors de la propriété ou de l'usufruit d'un bien dont le revenu

devait être égal à la valeur locale d'un nombre de journées de travail variable selon les lieux. La Constituante établissait donc l'identité de la liste électorale et de la liste du jury. Les jurés étaient choisis sur cette liste, par le procureur général-syndic. Celui-ci, élu du peuple, devait choisir trente noms dans le district, sur la liste électorale. Cette liste était examinée et arrêtée par le directoire du département, également d'origine élective (1).

A la suite des événements du 10 août 1792, la législature créa, par deux décrets des 11 et 14 août 1792 un tribunal extraordinaire chargé de juger tous ceux qui étaient accusés de crimes se rapportant à la journée du 10 août. Il devait être composé de jurés élus par les sections (le rôle politique des sections avait été particulièrement militant) : les juges de ces tribunaux devaient également être élus par le peuple.

Le tribunal révolutionnaire, créé par le décret du 10 mars 1793, se composait de cinq juges et de douze jurés : ils étaient nommés par la Convention pour

1. Aux termes de la loi du 22 décembre 1789 sur la constitution des assemblées administratives, les assemblées primaires de canton nommaient, dans la proportion de 1 membre par 100 citoyens, les membres de l'administration du département. Or le directoire du département, organe permanent de l'administration du département, était élu par les membres de cette administration.

un temps très court. Leur dépendance en face de l'Assemblée était accentuée par le fait qu'ils étaient obligés de voter à haute voix.

Les articles 381 et suivants du Code d'instruction criminelle de 1808 règlent la composition du jury. Le minimum d'âge de trente ans, la jouissance des droits politiques et civils sont exigés des jurés. Ils devaient être choisis, aux termes de l'article 382, parmi les membres des collèges électoraux (1), les trois cents plus imposés domiciliés dans le département, les fonctionnaires, les docteurs ou licenciés d'une des facultés de l'Etat, les négociants ou commerçants payant une patente élevée, les employés des administrations jouissant d'un traitement d'au moins 4.000 francs. Toutefois, l'article 386 permettait à toute personne qui ne rentrait pas dans une des catégories précédentes de demander au préfet son admission sur la liste du jury. Elle était accordée si, « après que le préfet avait obtenu des renseignements avantageux sur le compte du requérant, et les avait transmis au ministre de l'Intérieur, celui-ci accordait ou refusait l'autorisation demandée.

1. Les membres des collèges électoraux étaient nommés à vie : les collèges électoraux d'arrondissement, comprenant un citoyen par cinq cents habitants de l'arrondissement, devaient choisir sur la liste des six cents plus imposés du département les membres des collèges électoraux de département. Le premier Consul pouvait ajouter à ces collèges un certain nombre de personnes.

Le préfet pouvait également faire d'office la proposition au ministre. La dépendance des jurés en face du gouvernement était sollicitée par la disposition suivante de l'article 391 *in fine* : « Sa Majesté se réserve le droit de donner aux jurés qui auront montré un zèle louable des témoignages honorables de sa satisfaction. » Il est remarquable qu'une telle disposition ait été inscrite dans une loi. L'ingérence de l'administration avait été organisée d'une manière particulièrement efficace ; la liste des jurés devait en effet être formée par les préfets « sous leur responsabilité » (art. 387). Elle devait, en outre, être composée quinze jours au moins avant l'ouverture de la session.

Les dispositions établies par la législation de 1808 restèrent en vigueur pendant toute la durée de la Restauration. Mais les conditions requises pour faire partie de la liste électorale varièrent, entraînant ainsi des modifications dans la composition de la liste des jurés : le principe censitaire, en effet, fut introduit et dura autant que la Restauration elle-même. L'article 40 de la charte et la loi du 5 février 1817 ne permirent d'inscrire sur la liste des jurés que des contribuables payant au moins 300 francs de contributions directes. L'activité des préfets, d'autre part, se déploya bien plus souvent pendant la Restauration que sous le premier Empire. Ils usèrent largement des pouvoirs que leur donnait la loi pour

composer à leur gré le jury. En fait les jurés furent surtout recrutés, à cette époque, parmi les propriétaires fonciers ou urbains, et les grands industriels.

La Révolution de 1848 devait réagir contre ce système : la liste des jurés se confondit de nouveau avec la liste électorale. La proclamation du suffrage universel devait donner une importance particulière à cette disposition. Une loi du 7 août 1848 a pour but d'enlever à l'administration la possibilité de s'immiscer dans le choix des jurés : ce choix dépendra de commissions cantonales.

Le jury fut éclipsé pendant le second Empire.

Le Gouvernement de la Défense Nationale, en rétablissant la compétence du jury pour tous les délits de presse, identifia de nouveau la liste des jurés avec la liste électorale. Le décret du 27 octobre 1870 avait rétabli le suffrage universel.

La loi des 21-24 novembre 1872, encore actuellement en vigueur, donna à des commissions le soin de recruter le jury. Celles-ci pourront exercer leur choix en principe, les conditions d'âge mises à part, sur une liste identique à la liste électorale : aux termes de l'article 1^{er}, en effet, « nul ne peut être juré s'il n'est âgé de trente ans accomplis, s'il ne jouit des droits politiques, civils et de famille, ou s'il n'est dans un des cas d'incapacité ou d'incompatibilité établis par les deux articles suivants ». Mais les incompatibilités et les dispenses édictées par la

loi limitent en fait considérablement le choix des commissions.

Différents systèmes. — I. — Le premier système, dit « des catégories », se propose de réserver les fonctions de juré aux classes les plus élevées dans l'échelle sociale : elles assureront seules le recrutement du jury. Il a été adopté par le Code de 1808, par la loi du 2 mai 1847, plusieurs pays étrangers se le sont approprié, notamment l'Italie, la Belgique, l'Espagne, le Portugal et la Prusse.

Que penser de ce système ? Les principales objections formulées contre le jury spécial portent également contre le système des catégories : la différence entre les deux conceptions consiste essentiellement en ce que les jurés, chargés de juger les procès criminels ordinaires sont, avec le système des catégories seulement, appelés à juger également les procès de presse.

On ne pourra donc pas lui reprocher de violer, au détriment des journalistes, le principe de l'unité de juridiction. Mais des doutes s'élèveront certainement, dans la pratique, sur l'impartialité d'un jury recruté dans de telles conditions. De pareils juges, pour des raisons exposées précédemment, ne présenteront pas toutes les garanties que l'on doit exiger de ceux qui sont appelés à statuer dans les procès de presse. Ils ne peuvent non plus représenter l'opinion publique. Il est à craindre, en outre, que leurs déci-

sions, suspectées en raison de leur origine, soient dépourvues de toute autorité morale.

II. — Les autres systèmes présentent le caractère commun de vouloir effectuer le recrutement des jurés sur une base bien plus large que le système des catégories. Toute limitation censitaire qui aurait pour but de permettre aux hautes classes de composer uniquement le jury est ici repoussée. L'inspiration en est plus démocratique.

a) Le système pratiqué aux États-Unis présente pour le moins le mérite de l'originalité. Le juré, en effet, ne peut être admis à siéger qu'après avoir subi avec succès deux examens préparatoires. Le premier a pour but de s'assurer de son intelligence générale ; le second de reconnaître son aptitude à juger l'affaire en cause et à comprendre le langage judiciaire. L'épreuve est publique ; elle a lieu en présence du ministère public d'une part, de l'inculpé et de ses défenseurs de l'autre. Le juré est interrogé par l'avocat de l'accusation ; il lui demande des renseignements sur ses antécédents, sur son degré d'instruction, et lui fait passer un véritable examen sur la terminologie judiciaire (1).

1. M. Fabreguettes décrit d'une manière pittoresque le fonctionnement du système américain :

C'est entre les mains du juge-unique « que le candidat juré prête serment, la main posée sur la Bible. L'avocat de l'accusation, après les premières questions banales de l'identité, l'interroge sur ses occupations, lui demande s'il est né dans un pays de langue anglaise (question qui n'est pas inutile à

Il ne paraît pas désirable qu'un pareil système soit introduit en France. Si, à la rigueur, il est admissible que l'on ait à s'assurer de l'intelligence générale du juré lorsqu'il est recruté sans garantie de capacité spéciale, point n'est besoin d'exiger de lui la compréhension des termes les plus subtils de la procédure.

New-York), s'il a été à l'école et à quelle école, s'il est gradué d'une université, s'il fait partie d'un club, quel journal il lit habituellement, etc. Si le candidat ne paraît avoir qu'une instruction primaire rudimentaire, l'avocat s'assure s'il est en état de comprendre quelques-unes des locutions habituelles de la terminologie judiciaire.

« Dans une affaire qui s'est présentée en 1899, l'examen a duré douze jours. 504 citoyens ont défilé sur le fauteuil des jurés pour être soumis à l'épreuve. 492 ont été écartés ou récusés pour raisons diverses. C'est ainsi que M. Osborne, le brillant avocat du peuple, de sa voix la plus insinuante et appelant, suivant l'usage américain, chaque juré par son nom, leur tenait à peu près ce langage : Monsieur Sullivan, voulez-vous me définir le mot « conférence » ?.... Oserai-je vous demander si vous entendez bien le sens de ces mots « l'existence de l'intention criminelle peut être inférée de la perpétration de l'acte » ? Et encore « l'esprit humain procède avec célérité » ?

« La plupart de ces marchands de vins, commerçants au détail, petits patrons, bourgeois cossus ou ouvriers endimanchés avaient beau « valoir » 250 dollars... ils trébuchaient piteusement au milieu de ces définitions et laissaient entrevoir des abîmes insoupçonnés d'ignorance ; après quoi l'épreuve prenait brusquement fin, et ils s'en allaient collés, avec toutes boules noires. »

Fabreguettes. *Traité des Délits politiques et des Infractions par la Parole, l'Ecriture et la Presse*, t. I, p. cxci.

Le remède le plus efficace semble consister tout d'abord à simplifier cette terminologie et, subsidiairement, à permettre au président, par l'abolition de la distinction du fait et du droit, de lui faire connaître exactement les conséquences de son verdict (renvoi). Nous avons, en outre, démontré qu'en matière de presse il importait peu que le juré fût capable d'analyser les éléments d'un article. Il doit seulement pouvoir en apprécier l'effet général; lui demander plus serait méconnaître le motif pour lequel les délits de presse ont été déférés au jury.

b) Les régimes autoritaires ont toujours fait dominer, dans le choix des jurés, l'élément administratif et gouvernemental :

Ce fut le procédé employé sous le premier Empire ; la Restauration le conserva (1). Le fait que les préfets formaient la liste des jurés quinze jours avant la session rendait cette immixtion particulièrement dangereuse pour les journalistes. Les abus qui se produisirent furent d'ailleurs l'objet, sous la Restauration, de nombreuses réclamations.

Ce mode de recrutement est actuellement à peu

1. La faculté laissée à chaque particulier, selon l'article 386 du Code d'instruction criminelle, de demander son inscription sur la liste du jury, et le droit pour le préfet de faire d'office des propositions au ministre, nous autorisent à parler du système impérial sous une rubrique autre que celle du système des catégories.

près unanimement condamné : la suspicion que l'opinion publique porte aux tribunaux correctionnels s'est, en effet, toujours manifestée de la même manière à l'égard de tels jurés, on n'a jamais vu en eux que des agents du pouvoir.

c) Le système révolutionnaire, édicté de nouveau en 1848, veut à l'inverse faire intervenir l'élection à la base du recrutement des jurés : le jury, avec ce système, représente le peuple-juge. Les juges rendent des sentences « au nom peuple français ». Cette formule est en effet inscrite en tête des jugements. S'il ne peut être question de faire juger tous les procès par tous les citoyens, faute de temps et de capacité, le peuple entend, par les affaires criminelles qui présentent un caractère public et politique accentué, ne plus laisser à des délégués le soin d'apprécier la gravité de l'infraction. Il statuera lui-même par ses représentants élus. Ceux-ci, nommés pour un temps relativement court, le représenteront ainsi réellement.

Ce mode de recrutement, conséquence très logique de la souveraineté nationale, a donné en fait des résultats déplorables. Les jurés élus de la Révolution ont été choisis uniquement en raison de leurs opinions publiques et leurs verdicts ont toujours été rendus sous l'empire de la passion. Les abus du jury révolutionnaire contribuèrent d'ailleurs beaucoup à déconsidérer l'institution même du jury. La dis-

cussion au Conseil d'Etat qui précéda la rédaction du Code d'instruction criminelle de 1808, le prouva manifestement ; et il s'en fallut de peu que les excès du jury élu ne coûtassent la vie au jury lui-même.

d) Un système opposé, pratiqué en Angleterre, consiste à faire procéder par des magistrats à la confection de la liste des jurés. Tous les ans, avant le 1^{er} septembre, les marguilliers ou les administrateurs des pauvres de chaque paroisse rurale et de chaque cité dressent la liste alphabétique des personnes qu'ils jugent aptes à remplir les fonctions de jurés. Cette liste est affichée pendant les trois premières semaines de septembre à la porte principale de chacune des églises de la paroisse, avec avis que toutes les réclamations devront être portées à la petite session que tient le juge de paix la dernière semaine du même mois. Ce sont les juges de paix eux-mêmes qui, après avoir entendu pendant une semaine les réclamations qui peuvent se produire, arrêtent définitivement la liste et la font inscrire sur le *Juror's Book*. (Il est à remarquer que ces magistrats ne peuvent reviser la liste qui leur est soumise que sur les réclamations qui se produisent : ils ne peuvent pas le faire d'office.) Ce registre est alors remis au Shériff qui y choisit les jurés criminels ou civils, ordinaires ou spéciaux. Il s'en sert pendant un an à partir du 1^{er} janvier de chaque année.

De nombreuses dispenses sont accordées par la loi anglaise. En bénéficient, notamment le clergé, les magistrats, les militaires, la plupart des employés des services publics, les médecins, les pharmaciens. Ce système n'est pas sans prêter à la critique. La confection des listes, a-t-on dit, mais cette objection n'a qu'un intérêt local, est défectueuse, parce qu'il y est procédé par un magistrat inférieur, le magistrat des pauvres. Un autre reproche, d'une portée plus générale, a aussi été formulé : ces listes doivent être revisées chaque année. Or, aucune modification sérieuse n'y est faite et on peut même dire qu'en fait elles sont permanentes. Cette situation tend à se renouveler toutes les fois que la magistrature intervient dans la confection de ces listes.

e) Les autres modes de recrutement ont la prétention de concilier, en les combinant, les avantages de différents systèmes, qui, séparément, semblent ne pas donner entière satisfaction.

En Suède, où le jury n'existe que pour les délits de presse, l'accusé, le ministère public et le tribunal participeront au choix des jurés. Leur recrutement doit être effectué pour chaque affaire, au cours de l'instruction, parmi les personnes résidant dans la localité où le procès doit être jugé. L'accusé et le ministère public choisissent respectivement quatre jurés ; le tribunal en choisit cinq. Le ministère public et l'accusé récusent chacun un choix

du tribunal, qui peut à son tour écarter deux jurés, l'un, pris dans le choix de l'accusé, l'autre, dans celui du ministère public.

Ce système paraît peu recommandable : l'accusé peut, en effet, se plaindre avec quelque apparence de raison, de ce que le tribunal et l'accusation, en cas d'accord, sont à même de choisir la majorité du jury. En cas de condamnation l'exemplarité de la sentence peut être, de ce fait, beaucoup atténuée.

Le système français actuel, organisé par la loi des 21-24 novembre 1872, est également très éclectique. Le législateur a voulu écarter complètement la possibilité de l'immixtion de l'administration dans le choix des jurés : aussi les deux commissions chargées de ce soin comprennent uniquement des élus du peuple et des magistrats. Les premiers, pensait-on, agiront dans l'œuvre qu'ils ont à mener à bien, en pleine indépendance du gouvernement ; le rôle des seconds est essentiellement modérateur. Si les élus politiques étaient tentés de faire preuve de passion, la présence des magistrats les arrêta dans cette voie.

La première commission, réunie dans chaque canton, comprend les maires de toutes les communes du canton (1). Ceux-ci, en contact direct avec leurs administrés, pourront choisir ceux dont les titres leur semblent les plus significatifs. Le rôle de modé-

1. Loi des 21-24 novembre 1872, articles 8 et 9.

rateur appartiendra, dans ces commissions, au juge de paix du canton.

On a, non sans raison, proposé de le remplacer par un des juges du tribunal de l'arrondissement, certainement plus indépendant en face des questions de politique locale. Ces listes, dit l'article 20, « sont dressées en deux originaux, dont l'un reste déposé au greffe du tribunal civil de l'arrondissement »... Le public est admis à prendre connaissance des listes préparatoires pendant les quinze jours qui suivent le dépôt de ces listes au greffe de la justice de paix ». Cette publicité est plus théorique que réelle. Personne ne songeant, en fait, à s'enquérir de leur composition.

La seconde commission, réunie au chef-lieu de chaque arrondissement, est composée du président du tribunal civil, des juges de paix et des conseillers généraux (1). Son rôle consiste à reviser la liste que lui soumet la commission cantonale. Dufaure comptait beaucoup sur son activité. Elle devra, par l'adjonction de noms nouveaux à la liste primitive, « apporter dans le jury des éléments d'aptitude plus variés et plus hauts », aussi la loi lui permet (art. 13) de « porter sur la liste des noms de personnes qui n'ont point été inscrites sur les listes préparatoires des commissions cantonales, sans toutefois que le

1. Article 11 de la loi des 21-24 novembre 1872.

nombre de ces noms puisse excéder le quart de ceux qui sont portés pour le canton ». Sa liberté d'action est encore augmentée par la latitude qui lui est laissée d'élever ou d'abaisser, pour chaque canton, le contingent proportionnel fixé par le préfet, mais sans toutefois que la réduction ou l'augmentation puisse excéder le quart du contingent du canton, ni modifier le contingent de l'arrondissement.

Les résultats n'ont pas été conformes aux prévisions des auteurs de la loi de 1872. Comme en Angleterre, les listes de canton varient très peu d'année en année. Si cette considération pouvait à la rigueur ne pas suffire pour faire accuser les commissions cantonales d'agir avec négligence, les capacités changeant peu, dans un cercle restreint de territoire, en un court espace de temps, le peu d'activité des maires et des conseillers généraux semble moins excusable : ceux-ci, en effet, très à même de connaître les hommes capables qui résident dans leur commune ou dans leur arrondissement, semblent le plus souvent se désintéresser de la composition des listes de jurés. Quant aux commissions de département, elles ne font, la plupart du temps, que de s'approprier l'œuvre de leur devancière. On ne peut guère faire aux magistrats un grief de ce résultat, la nature de leurs fonctions, la brièveté de leur séjour auprès d'un même tribunal, ne leur permettant guère de jouer le rôle d'agents de désignation. Quant à

leur rôle pondérateur, il est rendu bien inutile par le calme indifférent avec lequel s'effectuent les opérations de la commission.

Diverses modifications ont été proposées à ce système. Ainsi M. Cruppi (1) demande l'introduction, dans la commission de sélection, d'un certain nombre de membres des catégories sociales qu'il voudrait voir représentées dans le jury : un membre de l'Université proposait une liste de professeurs ; les présidents des tribunaux de commerce et des chambres de commerce, une liste de commerçants ; les présidents et vice-présidents des conseils des prud'hommes, une liste de patrons et d'ouvriers, qui s'ajouteraient aux noms portés sur les listes cantonales. Les commissions de sélection étant, dans ces conditions, difficiles à constituer dans chaque arrondissement, se réuniraient au chef-lieu de chaque cour d'assises.

Qu'il soit permis de douter de l'efficacité d'une pareille réforme. Une disposition de loi, qui laisserait encore une grande initiative aux citoyens chargés de composer la liste du jury, n'aurait probablement pas pour effet de modifier la mentalité de ces derniers. La répugnance manifestée pour le *concours civique* subsisterait probablement encore ; et les listes annuelles, après l'introduction de ce nouveau

1. Cruppi. *La Cour d'assises*, p. 272 et ss.

système, tendraient probablement toujours à devenir définitives.

f) Le système du sort permet de sortir de cette impasse. Puisqu'il n'est guère possible de compter sur la bonne volonté des commissions, que la loi organise un procédé de recrutement qui ne fasse plus appel à des initiatives si peu disposées à se prêter. Le tirage au sort des noms des jurés est le procédé auquel nous arrivons finalement par voie d'élimination.

Est-ce à dire qu'il faille simplement faire siéger des jurés désignés par le sort parmi les citoyens inscrits sur la liste électorale ? C'est la solution la plus conforme au principe démocratique. Elle a cependant été repoussée par la Constituante et par la République de 1848. Les propositions de M. Boysset en 1882 et de M. Leydet en 1894 n'ont pas réussi davantage à la faire passer dans la loi. Elle présenterait de graves inconvénients. Dans les grandes villes en particulier, la pratique de ce système pourrait amener sur les bancs du jury un certain nombre d'individus peu recommandables, sans profession avouable, qui pourtant n'ont jamais été frappés par la loi pénale, et qui seraient très peu qualifiés pour juger des écrivains dont la moralité serait bien souvent de beaucoup supérieure à la leur. Car si la subtilité d'esprit n'est pas nécessaire pour de tels juges, la garantie d'un minimum de

moralité semble, au contraire, désirable. Or on peut le présumer chez tout individu qui a exercé une profession avouable pendant un temps déterminé dans une même localité. C'est le système suivi pour l'électorat aux conseils de prud'hommes (1). La loi pourrait énumérer les professions ainsi que les états sociaux (comme celui de rentier, par exemple, qui n'implique l'exercice d'aucune profession) qu'elle considère comme honorables ; et ordonner l'inscription des personnes qui en font partie ou en ont fait partie pendant un certain laps de temps sur la liste parmi laquelle le sort désignerait les jurés de la presse. Cinq ans de profession et trois ans de résidence dans la même ville paraissent suffire pour garantir de la stabilité de l'état de l'individu. Un minimum d'âge spécial pourrait également être imposé. Il devrait être assez élevé, quarante ans par exemple, en raison de ce que, dans la plupart des professions, l'esprit ne peut guère acquérir plus tôt la maturité nécessaire au juge chargé de statuer sur des matières touchant la politique.

1. L'article unique de la loi du 24 novembre 1883, modifiant l'article 4 de la loi du 1^{er} juin 1853, est ainsi conçu : « Sont électeurs : 1^o les patrons âgés de vingt-cinq ans accomplis, patentés depuis cinq ans au moins, et depuis trois ans dans la circonscription du conseil... ; 2^o les chefs d'atelier contremaîtres et ouvriers, âgés de vingt-cinq ans accomplis, exerçant leur industrie depuis cinq ans au moins, et domiciliés depuis trois ans dans la circonscription du Conseil. »

Un tel recrutement obligerait les diverses classes de la société à se coudoyer dans les fonctions de jurés : elles pourraient ainsi se mieux connaître, et probablement proscrire certains préjugés qu'elles nourrissent les unes contre les autres. Il aurait en outre un effet éducateur considérable sur les ouvriers qui, écartés du jury par la loi de 1872 (1), ignorent le plus souvent quelle peut être la gravité d'un délit de presse.

Des indemnités, avec ce système, devraient être versées aux jurés dont le travail journalier assure l'existence : l'indemnité de déplacement, actuellement octroyée, devrait se cumuler avec une indemnité de résidence. Cette dernière serait accordée sur la demande de l'intéressé, moyennant justification.

On pourra sans doute objecter que des déplacements intempestifs sont de nature à gêner d'une manière considérable l'exercice des professions. Mais la faculté d'accorder des ajournements pour raisons plausibles, la brièveté des sessions de presse (renvoi), l'élargissement considérable de la liste des jurés qui serait la conséquence de l'application de ce mode de recrutement, contribueraient à réduire cet inconvénient au minimum. Des règles protectrices devraient également être édictées. En cas de renvoi dans un certain

1. Loi 21-24 novembre 1872, article 5. « Sont dispensés des fonctions de juré... 2° Ceux qui ont besoin pour vivre de leur travail manuel et journalier. »

délai après la convocation, l'employeur pourrait subir de la part du juré une action en dommages-intérêts, avec présomption (*juris tantum*) de faute contre lui.

Un tel jury présenterait toutes garanties d'indépendance : la désignation par le sort, par le fait qu'elle est aveugle, ne pourrait pas être entachée de suspicion ; et l'autorité des sentences en émanant en serait considérablement accrue.

Ce jury pourrait à plus juste titre être considéré comme le représentant de l'opinion publique que celui qu'a choisie la loi de 1872 : les secrétaires de mairie, en province, des employés de la mairie, à Paris, qui, en fait, jouent le rôle le plus considérable dans la composition des listes, y introduisent en majorité des petits commerçants. Viennent ensuite, mais dans une proportion beaucoup moindre, les petits propriétaires. Quant aux classes élevées, souvent par mauvaise volonté, et aux classes populaires, par suite de « la dispense » de la loi, elles sont peu ou point représentées : le jury, dans le système actuel, ne se compose guère en fait que de représentants des classes moyennes. La répercussion politique des procès de presse autorise à désirer qu'il n'appartienne pas à une seule catégorie d'en assurer la solution.

CHAPITRE III

Nécessité de sauvegarder l'indépendance du jury.

L'indulgence excessive souvent reprochée au jury en matière de délits de presse est-elle imputable à l'institution même ? Qu'il soit permis d'en douter ; les jurés ne pourraient en effet être entièrement responsables de leurs décisions que s'ils étaient mis à même de juger en toute indépendance ; la loi, aussi bien que certaines pratiques actuelles, ne le leur permettent pas.

Il importe donc de les dégager des entraves qui gênent leur liberté. Examinons donc si certaines modifications du système actuel pourraient nous amener à ce résultat.

I. — Le juré doit tout d'abord être protégé contre lui-même : les impressions nombreuses et souvent contradictoires que la diversité des affaires criminelles qui lui sont présentées au cours d'une même

session font naître en lui, le troublent souvent assez profondément pour cacher à ses yeux la gravité réelle de certaines des infractions sur lesquelles il doit se prononcer.

Une des principales causes des acquittements excessifs en matière de presse, réside dans le fait que les jurés ne semblent s'intéresser qu'aux causes criminelles ordinaires. Ils se figurent n'être appelés aux assises que pour juger des *crimes* au sens populaire du mot. Ils se croient appelés à jouer un rôle de défense sociale considérable : l'importance qu'ils prennent aux yeux de leur entourage après leur désignation, la solennité du cadre judiciaire, la couleur symbolique des robes des magistrats, les prévenances dont ils sont l'objet de toute part, en produisant sur eux une grande impression, les confirment dans cette idée. Ils vont voir exposer le crime dans ses détails les plus odieux. Les événements confirment d'abord leurs prévisions. On leur a fait juger successivement un ignoble satyre, puis l'« assassin de sa vieille mère ». Aussi lorsque, souvent après avoir reconnu des circonstances atténuantes en faveur de pareils criminels, on les met en présence d'un simple journaliste, coupable seulement d'avoir parlé avec trop de liberté d'un homme public (un suspect, par conséquent), les arguments que leur exposent la partie civile et le ministère public sur la nécessité de sauvegarder les fonctionnaires contre

les persécutions de certains journaux leur paraissent bien fades.

Pourquoi les déranger pour si peu de chose ? Aussi sont-ils tout disposés à écouter favorablement l'avocat du prévenu, lorsqu'il cherche à leur persuader que l'affaire qu'on leur soumet touche à la politique, et qu'ils doivent, s'ils sont libéraux, se montrer indulgents. Dans une nation libre, le droit de s'exprimer sans contrainte n'est-elle pas une des conditions essentielles de cette liberté ? Quant au prévenu, c'est un apôtre de sa cause, digne surtout d'admiration. On l'a déjà trop puni en lui affligeant l'humiliation de s'asseoir sur le même banc d'infamie que l'odieux assassin de la veille. Persuadé, le jury acquitte.

Une réforme assez modeste, en somme, puisqu'elle ne modifierait pas en ses caractères essentiels le recrutement des jurés, pourrait probablement, dans une large mesure, remédier à cet inconvénient. Ne serait-il pas possible d'organiser non plus un *jury spécial*, mais une *Cour d'assises spéciale* chargée de juger les délits de presse ? La spécialité consisterait uniquement en ce que les audiences de presse qui, pour éviter une déconcentration excessive, pourraient avoir lieu au siège de chaque cour d'appel, seraient tenues par des jurés choisis *spécialement* sur la liste ordinaire, et dans un local différent de celui où se tiennent d'ordinaire les assises.

On ne manquera sans doute pas de faire remarquer qu'il est toujours grave de porter atteinte au principe de l'unité de juridiction, et que l'on doit hésiter à la violer à la légère. Mais il ne semble pas qu'il y ait lieu de s'arrêter à cette objection. Les partisans du principe de l'unité de juridiction songent avant tout en effet, à moins d'être *a prioristes* intransigeants, à sauvegarder les intérêts des prévenus. La certitude que la juridiction générale leur sera appliquée assure en effet à ces derniers un minimum de garantie. Ils sont certains par avance ne pas avoir à comparaître devant des juges dont l'impartialité peut leur sembler douteuse. Or, si l'on peut se défier des membres d'un jury spécial, recruté sur une liste particulière, la même suspicion n'aurait ici aucune raison d'être : l'écrivain ne peut avoir aucune raison de suspecter la partialité de juges choisis sur la même liste que les jurés criminels ordinaires et par les mêmes procédés de recrutement.

Il semble d'autre part, que cette modeste réforme serait d'une grande utilité. L'effet que nous avons signalé du contraste entre l'audience de presse et l'audience criminelle ordinaire, si désastreux au point de vue de l'efficacité de la répression, ne pourrait plus se produire ; le juré, convoqué spécialement pour juger les délits de presse, ignorerait en effet toute autre cause criminelle. Sans doute l'obli-

gation de faire juger les procès de presse au début des sessions aurait pu remédier en une certaine mesure à l'état de choses actuel : la fraîcheur d'impression du juré serait, de cette manière, sauvegardée dans une certaine mesure. Mais cette réforme, qui améliorerait certainement le système actuel, ne paraît pas suffisante. Ce n'est pas en effet uniquement à l'audience que l'esprit du juré est influencé. Il sait, avant de se rendre aux assises, qu'il doit juger des criminels de droit commun ; il « voit rouge » par avance et il est à craindre que même en jugeant des procès de presse au début des sessions, il n'y apportât pas toute l'attention désirable. Sachant que *des criminels* vont bientôt comparaître devant lui, il sera probablement tenté de n'écouter que d'une oreille distraite le réquisitoire de l'avocat général, avec la mentalité du spectateur qui assiste au théâtre à un *lever de rideau*.

S'il sait par avance au contraire qu'il n'aura à juger que des délits de presse, n'ayant à attendre aucune impression plus forte, il s'intéressera dès les débuts de la session, — la bonne volonté bien connue des jurés en est le plus sûr garant — aux affaires qui lui seront présentées.

On peut encore attendre de cette réforme un effet éducateur considérable. Elle contribuera en effet à vulgariser la notion de délit de presse et à faire comprendre à la masse populaire la nécessité de le

sanctionner d'une manière efficace. Le juré, dans l'état actuel des choses, parle à son entourage des détails les plus tragiques qui lui ont été révélés au cours de l'audience criminelle, et qui ont surtout frappé son esprit. L'importance de son rôle de juge lui donne un grand prestige, nous l'avons vu, et ses narrations sont volontiers écoutées et commentées. Les jurés de presse, en vertu de ce penchant naturel qu'a l'homme de se faire valoir en les circonstances dans lesquelles il a joué un rôle important, ne manqueraient pas non plus de décrire leur séjour aux assises. Ils seront amenés ainsi, n'ayant plus connu de « beaux crimes », à s'étendre sur les procès de presse qu'ils auront eu à juger. Au bout de quelques années, le nombre des anciens jurés de presse se multipliera, ils se rencontreront dans les salons, au café ou au cabaret, et échangeront des impressions sur leurs *campagnes*. Aussi, après un certain laps de temps, la notion de délit de presse deviendra sinon familière, du moins quelque peu connue de ceux qui seront appelés à juger ces infractions et il est très possible que l'enseignement ainsi donné à l'audience des assises puisse contribuer à faire comprendre à l'opinion publique la nécessité d'une sérieuse répression.

II. — Le juré ainsi protégé contre lui-même, il n'importe pas moins de le soustraire, dans la mesure

du possible, aux influences extérieures qui bien souvent aboutissent à l'égarer.

Dans tout procès de presse en effet, dès que la liste des jurés est connue, les personnes intéressées à l'acquittement ou même à la condamnation du prévenu se livrent sur leur compte à une enquête minutieuse. On arrive ainsi à connaître leurs opinions politiques (renseignement précieux, et qui servira plus tard au moment des récusations), leur caractère, s'ils sont susceptibles ou non de se laisser influencer par des écrits tendancieux.

Dans ce cas, un service spécial de presse lui sera fait, dont les articles auront pour but d'arriver tout au moins de jeter le trouble dans leur conscience. S'ils paraissent intéressés, on leur fera discrètement des promesses ; s'ils semblent timides, on ne craindra pas de les menacer ouvertement : on cherchera, par tous les procédés possibles à leur enlever le sang-froid et l'impartialité indispensables au juge pour en faire des auxiliaires complaisants ou des arbitres passionnés. Ces procédés ont été bien souvent constatés. Comment arriver à les rendre impossibles ?

La loi anglaise défend tous commentaires sur les causes encore pendantes, jusqu'à ce que les jugements soient rendus. Cette interdiction est motivée par l'intérêt de la libre administration de la justice. Ainsi des directeurs de revue furent condamnés à une amende élevée pour avoir publié sur une affaire

qui allait venir aux assises des commentaires de nature à faire impression sur le public parmi lequel se recrutent les jurés (1) ». Il semble difficile d'établir, en France, une pareille prohibition : nos mœurs, en effet, ne s'en accommoderaient pas facilement. Mais il paraît possible au contraire, dans l'impossibilité d'interdire directement la plupart de ces procédés répréhensibles, d'en rendre tout au moins l'exécution plus difficile. Il serait bon, — et cette solution a été souvent indiquée — (2) de remettre en activité l'article 11 § 3 de la loi du 27 juillet 1849 qui punissait la publication anticipée des noms des jurés. Des peines d'une certaine gravité pourraient également être édictées contre les auteurs de menaces à l'égard de ces derniers. Il ne faut cependant pas se dissimuler que, particulièrement au cas où aucun imprimé n'est intervenu, les véritables responsabilités sont, en ce cas, très difficiles à établir.

Les influences extérieures peuvent encore se faire sentir sur les jurés d'une autre manière. Lorsque l'affaire à juger doit prendre plusieurs audiences — et c'est le cas de la plupart des procès de presse, qu'allongent, en général, un défilé interminable de témoins — les jurés peuvent, entre les audiences,

1. Fabreguettes, ouvrage cité.

2. Proposition Joseph Fabre, MM. Cruppi, Fabreguettes, etc., en ce sens.

disposer librement de leur personne. Des assauts redoutables peuvent facilement, pendant ce temps, être livrés à leur indépendance. Ils seront abordés par un essaim de reporters, qui les interrogeront, puis publieront le lendemain des interviews, qui, rédigés d'une manière tendancieuse, seront envoyés à leurs auteurs ou aux autres membres du jury. Sans doute le président, pour se conformer à l'article 312 du Code d'instruction criminelle, a dû, dans le discours qu'il adresse obligatoirement au début de l'audience, dire aux jurés entre autres choses : « Vous jurez... de ne communiquer avec personne jusqu'après votre déclaration » ; et les jurés ont dû promettre, en prononçant les mots : « Je le jure », de se conformer en bloc à toutes les prescriptions qui leur sont imposées ; mais ils ne semblent guère — faut-il le leur reprocher ? — se rendre un compte exact de la portée d'engagements pris dans de telles conditions et ils agissent souvent, en fait, comme s'ils n'étaient liés par aucun serment.

L'Angleterre a voulu éviter la possibilité de pareils abus : lorsque des jurés ont à se prononcer sur un crime, le juge veille sur eux dans l'intervalle des audiences. Ainsi, il ne les laisse se rendre au restaurant qu'en corps et sous la garde du shériff et de ses officiers. Ceux-ci ont dû préalablement jurer de ne pas les laisser s'éloigner, ni parler à qui que ce soit du procès en cours. Sans admettre, en France,

une pareille surveillance, une partie des inconvénients signalés pourrait être supprimée si interdiction était faite aux journalistes de publier des interviews de jurés (1).

III. — Le juré doit encore être protégé à l'audience contre la confusion et la passion qui peuvent s'introduire dans le débat.

C'est au président des assises qu'en incombe la direction : or, les faits prouvent que bien souvent, dans les procès de presse, au lieu de tenir la balance égale entre les parties — l'accusation et la partie civile, d'une part, le prévenu d'autre part — ce président non seulement laisse dévier les débats et permet au public des manifestations très diverses, mais encore seconde bien souvent, dans son interrogatoire, le ministère public dans son rôle d'accusateur. La partialité d'un président est d'autant plus redoutable qu'en France, à l'encontre de ce qui se passe en Angleterre, l'accusé et son défenseur ne peuvent pas interroger directement les témoins : les questions doivent être formulées devant le président ; et c'est lui seul qui, en toute liberté et en vertu de son pouvoir discrétionnaire, les pose à sa convenance. Cette manière de procéder, contraire au rôle qu'il devrait rationnellement remplir, est du reste

1. La proposition présentée au Sénat le 7 juin 1900, par M. Joseph Fabre, réclame cette réforme.

extra-légale, le Code d'instruction criminelle ne lui prescrivait, en effet, que d'interroger l'accusé sur son identité.

Comment remédier à cette situation ?

Le mode de nomination des présidents d'assises a beaucoup varié. Aux termes de la loi des 16-29 septembre 1791, le président du tribunal criminel de chaque département devait être nommé pour six mois par les électeurs du département. Dans le tribunal révolutionnaire, il émanait directement, ainsi que les juges et les jurés, de la Convention. Le système de l'électorat, auquel on revint ensuite, ne donna pas de bons résultats : les débats qui précédèrent au Conseil d'Etat la loi du 20 avril 1810 montrèrent, en effet que ces présidents élus n'étaient que rarement à la hauteur de leur tâche. On leur reprocha également de ne pas avoir sur le jury, qui, alors institution nouvelle, avait le plus grand besoin d'être dirigé, une influence suffisante. La loi du 20 avril 1810 remit le choix des présidents d'assises aux premiers présidents des Cours d'appel ; mais, dans la crainte de désignations dangereuses, il fut convenu qu'« extraordinairement » le ministre de la Justice pourrait pourvoir à leur nomination.

L'Empire, qui, par un régime de prévention rigoureux, avait pris soin de rendre impossibles les procès de presse, usa très peu de cette faculté. Il n'en fut pas de même sous la Restauration.

C'est toujours le texte de 1810 qui nous régit. En fait, ce sont les parquets qui désignent les présidents d'assises ; le ministre pourvoit à leur nomination. Les premiers présidents usent très rarement de la faculté que la loi leur confère.

a) Ainsi le ministère public a une grande influence sur le choix du président. Il peut encore, d'autre part, contribuer à son avancement ou au contraire nuire à sa carrière. Il rédige en effet des notes, contenant des renseignements de diverse nature, qui sont envoyées au ministère de la Justice. Là, elles ne sont pas négligées au moment des nominations de magistrats. Le président a donc à redouter, au cours de l'audience, de déplaire à l'accusateur. C'est ce qui explique en partie le fait qu'on le voit souvent dans son interrogatoire se départir de l'attitude impartiale que ses fonctions devraient lui imposer et poser à l'inculpé toutes sortes de questions insidieuses. Ce dernier arrive souvent ainsi à faire des réponses qui non seulement sont dangereuses pour la défense de ses intérêts, mais encore ne sont bien souvent qu'une expression inexacte de sa pensée.

Quel contraste avec le système anglais : le prévenu n'est obligé en effet, en Angleterre, à ne répondre qu'à une seule demande : il est mis en demeure de déclarer s'il avoue, ou non, le fait qui lui est reproché. La réponse à cette question présente en effet un grand intérêt au point de vue de la suite à

donner à la procédure. S'il avoue, et dans ce cas seulement, il sera jugé immédiatement par les magistrats, sans le concours du jury. — En dehors de là, non seulement le juge ne lui tend pas de pièges, mais encore il le met en garde contre le danger qu'il peut y avoir pour lui à parler inconsidérément. Le juge l'avertit qu'il n'est pas tenu de répondre aux interpellations qui pourraient lui être faites, il interdit même de poser des questions à l'accusé, dans la crainte qu'on ne puisse ainsi l'amener à « parler contre lui-même ». L'Angleterre pratique donc un système bien différent du nôtre. Mais il semble qu'interdire d'interroger l'accusé soit aller trop loin et qu'assurer une grande impartialité à cet interrogatoire eût dû suffire.

b) La différence d'attitude des présidents anglais et français peut s'expliquer par les différences de traditions des deux pays. Alors que les Anglais semblent avoir souci avant tout d'assurer scrupuleusement le respect de la liberté individuelle (la règle d'*habeas corpus*, la difficulté avec laquelle ils ont, pendant longtemps, accordé les extraditions pour simples infractions de droit commun, en sont des applications), le président d'assises français, dont il ne faut pas exagérer la dépendance en face du ministère public, semble être hanté, au moment de l'interrogatoire, de souvenirs de notre ancien droit. Toute la procédure criminelle tendait jadis à l'aveu de l'ac-

cusé, que l'on considérait comme la meilleure des preuves. Obtenir cet aveu était le principal but de la torture. C'est dans cet esprit également, que l'ordonnance de 1539, qui introduisit, en la réglementant, la procédure occulte, voulait que le juge interrogeât l'accusé le plus possible, en secret, sans qu'il soit assisté d'aucune personne, hors la présence du ministère public. Le prévenu devait même prêter serment de dire la vérité. En pratique, ce dernier avait à subir des questions obscures, insidieuses ; il se voyait même couramment tendre de véritable pièges. Sans doute les jurisconsultes du *xvii^e* siècle protestèrent énergiquement contre cet état de choses, sans doute la torture fut abolie sous Louis XVI, mais il n'en est pas moins probable que le legs de l'ancien droit est pour quelque chose dans la manière dont le président d'assises, membre d'une corporation qui fut pendant longtemps imprégnée de traditions, procède en fait et en dehors de la loi à l'interrogatoire du prévenu.

c) Les origines *civiles* de notre président semblent encore influencer sur son attitude à l'audience. Il est recruté parmi les conseillers à la Cour d'appel. Ceux-ci se sont adonnés à peu près exclusivement, avant de présider notre plus grand tribunal criminel, à l'étude et à l'application du droit civil. Ils n'ont été criminalistes que par occasion.

Sans doute ils ont siégé aux tribunaux correction-

nels, mais bien souvent le nombre considérable des causes qui se sont présentées devant eux les a contraint à statuer à la hâte, sans pouvoir étudier autrement qu'à un point de vue juridique les circonstances de chaque affaire. Il en est à peu près de même à la Chambre des appels correctionnels et à la Chambre des mises en accusation. Quelques-uns seulement ont été juges d'instruction. Il est à remarquer en outre que les magistrats ne se prêtent que rarement à ce genre d'études. Il est en effet de bon ton dans les milieux judiciaires d'affecter de mépriser tout ce qui touche au droit criminel, que l'on qualifie volontiers de « grossier et rudimentaire » et que l'on ne trouve bon qu'à intéresser les gens simples, avides d'impressions fortes.

Aussi nos présidents d'assises, avant tout civilistes, cherchent assez naturellement dans leur interrogatoire à vérifier par tous moyens si la qualification légale de l'infraction est justifiée, sans songer suffisamment peut-être à mettre en relief les circonstances secondaires qui pourraient permettre au juge de *bonne foi* de statuer autrement que le juriste pur.

Le peu de durée des fonctions du président accentue encore cet inconvénient. Lorsque le conseiller commence, en effet, à acquérir par la pratique une connaissance suffisante de la cour d'assises, son temps de présidence expire et il doit retourner au civil.

L'esprit traditionnaliste du président, son manque d'indépendance en face du ministère public et son ignorance excessive de la pratique du droit criminel semblent donc les trois points défectueux de l'état de choses actuel.

Que doit faire le législateur ?

Il paraît tout d'abord désirable de priver le président de ses assesseurs.

Leur présence ne constitue pas une garantie d'impartialité du débat, leur rôle étant à peu près passif au cours de l'audience : seul le président peut déployer quelque activité. Cette situation a ainsi l'inconvénient de faire perdre un temps souvent précieux à des magistrats de haute valeur. L'évolution législative, d'autre part, semble nous mener au système du juge unique. Le Code d'instruction criminelle de 1808 entourait, en effet, le président de quatre assesseurs, conseillers à la Cour d'appel. Ils furent réduits à deux en 1831. La loi du 25 février 1901, qui modifia de nouveau l'article 252 du Code d'instruction criminelle, ne changea sans doute pas le nombre des assesseurs, mais ce texte n'exige plus qu'ils soient recrutés parmi les égaux du président : ils pourront en effet être choisis « parmi les président et juges du Tribunal de première instance du lieu de la tenue des assises ». Donc, tendance de la loi à restreindre l'entourage du président.

Le même phénomène s'est également manifesté

en dehors des assises : jadis, un jugement rendu en chambre du conseil devait statuer sur le résultat des instructions : le tribunal se composait alors du juge d'instruction lui-même et de deux autres juges. On a reconnu que ces deux comparses n'assuraient par leur présence aucune garantie au prévenu et la loi du 17 juillet 1856 a purement et simplement ordonné que le juge d'instruction statuerait seul. L'extension de la compétence des juges de paix, le rôle toujours plus actif du juge des référés, le nombre sans cesse plus considérable des expertises qui, en fait, substituent, sur les questions d'ordre technique, la juridiction de l'expert à celle du tribunal, semblent être autant d'indices de la même tendance. Laissons donc seul le président d'assises.

Comment le recruter ? Faut-il, nous inspirant du système légal actuel, continuer de le désigner parmi les conseillers à la cour d'appel ? Nous avons vu de quelle manière son impartialité était mise à l'épreuve. Cherchons-le donc plutôt parmi des hommes qui, n'ayant rien à en attendre, offrent toutes garanties d'indépendance en face du pouvoir. M. Cruppi (1) propose pour ce rôle un président de chambre à la cour d'appel. Etant plus élevé dans la hiérarchie judiciaire qu'un simple conseiller, on pourra le supposer plus indépendant. En l'affectant

1. Cruppi. *La Cour d'Assises*, p. 275 et suiv.

d'une manière durable à la présidence des assises, de même qu'il est désigné actuellement pour présider une chambre de la cour, on arriverait à en faire rapidement un criminaliste « connaissant ses assises », obviant ainsi à l'inconvénient du système actuel qui l'oblige à quitter le tribunal criminel au moment où il commence à acquérir l'expérience nécessaire pour bien présider.

Cette réforme améliorerait l'état de choses actuel, mais elle ne ferait que de diminuer les chances de dépendance de notre président. Nous voulons davantage. Les procès de presse devraient être dirigés avec une impartialité absolue. Il semble qu'on puisse approcher de cet idéal en reprenant, tout en la restreignant, une idée un instant émise par Napoléon (et bien vite abandonnée, d'ailleurs), lors de la discussion du Code d'instruction criminelle : le premier Consul a en effet proposé d'instituer des « préteurs » destinés à présider les assises dans toute la France, qui auraient été choisis parmi les membres de la Cour de cassation ou du Conseil d'Etat. Ces présidents « hauts placés, n'ayant rien à espérer ni à craindre » auraient pu « rendre la justice loin des compétitions publiques ou privées ». Ecartons les conseillers d'Etat : leur impartialité en matière politique, à tort ou à raison, ne manquerait pas d'être suspectée. Gardons au contraire les conseillers à la Cour de cassation : ayant atteint le

sommet de la hiérarchie judiciaire, et étant, en général, arrivés à un âge où l'on ne songe plus guère à faire de projets d'avenir et où l'esprit, désabusé, juge bien souvent les choses avec une grande sérénité, ils présenteront toutes les garanties de l'impartialité humainement réalisable. Quant à la compétence criminelle, nous la trouverons certainement chez un certain nombre d'entre eux, les membres de la chambre criminelle de la Cour de cassation. C'est parmi eux que devraient être désignés, par la chambre même à laquelle ils appartiennent, pour éviter toute immixtion politique, nos présidents. Ils iraient présider les sessions de presse qui auraient lieu au chef-lieu des cours d'appel.

L'autorité de pareils présidents serait considérable. Eux seuls auraient, en outre, l'indépendance nécessaire pour assurer d'une manière effective la police de l'audience : la foule spéciale des procès de presse, craignant l'expulsion, ne se risquerait plus à risquer les manifestations qui se produisent actuellement si fréquemment. La perspective d'attaques de la part des journaux ne pourrait guère non plus émouvoir de tels hommes ; ils ne craindraient pas, à l'exemple du juge anglais, de rappeler à l'ordre l'avocat ou même l'organe du ministère public lorsque l'un de ces derniers chercherait à faire dévier le débat. Eux seuls pourraient empêcher les

jurés de se laisser égarer, au cours de l'audience, par la confusion des débats.

Une autre cause de trouble peut encore, à l'audience même, menacer les jurés. Dès les débuts de l'audience, immédiatement après qu'ils ont prêté serment, ceux-ci, mis en demeure d'être attentifs, entendent la lecture de l'arrêt de la chambre des mises en accusation portant renvoi à la cour d'assises, et de l'acte d'accusation. La lecture de cette dernière pièce, écoutée attentivement par les jurés, influera probablement sur leur déclaration. L'instruction qu'ils ont lue dans la chambre des délibérations avant même d'entrer à l'audience, leur a enjoint en effet de ne pas perdre de vue « que toute délibération porte sur l'acte d'accusation » et qu'ils doivent « uniquement s'attacher aux faits qui le constituent et qui en dépendent ». Avant de commencer la délibération, le chef des jurés devra également leur faire la lecture de la même instruction. Ainsi, de par la volonté du législateur, le rôle de l'acte d'accusation doit être considérable. Or la rédaction de cette pièce, œuvre de l'accusation, est loin d'être effectuée sur le ton de l'impartialité. Elle pourra, selon les cas, ou produire sur le jury par un groupement habile des faits qui sont reprochés à l'accusé et des circonstances répréhensibles qui les ont accompagnés, une impression défavorable à ce dernier, ou au contraire disposer favorablement nos jurés à l'égard de l'écri-

vain et au détriment du plaignant, par le procédé inverse. Mais une neutralité absolue se manifestera rarement si le procès touche par quelque côté à la politique. L'accusé ou sa victime, selon les cas, pourront donc se plaindre de ce que le jury est ainsi mis à même, *in limine litis*, de se former des idées préconçues à leur détriment et dont il ne se départira probablement pas dans la suite des débats. La simple lecture à l'audience de l'arrêt de la Chambre des mises en accusation éviterait cet inconvénient. Elle suffirait en outre, pour indiquer aux jurés quels faits la prévention reproche à l'accusé : cet arrêt doit en effet, aux termes de l'article 232 du Code d'instruction criminelle, contenir, à peine de nullité, l'exposé sommaire de la qualification légale du fait objet de l'accusation. Les termes en sont donc dénués de fantaisie. Sans faire plus, ils éclairent les jurés.

IV. — Le juré, ainsi protégé contre lui-même et contre les influences extérieures, n'ayant plus à redouter la confusion des débats, doit encore pouvoir rendre le verdict en toute liberté et être à même d'en mesurer les conséquences.

Les questions sur lesquelles les jurés auront à se prononcer ne leur sont remises qu'au moment de la délibération. On a proposé, dans le but de leur faire connaître avec précision l'étendue et la limite du rôle qui leur est imparti, de les leur faire remet-

tre avant le réquisitoire et les plaidoiries. Cette modification ne présenterait que des avantages.

Les jurés, aux termes de l'instruction affichée dans la salle des délibérations, voient limiter leur rôle à la réponse à une question de fait : « l'accusé est-il coupable ? » « Les jurés », leur est-il dit, manquent à leur premier devoir lorsque, pensant aux dispositions des lois pénales, ils considèrent les suites que pourra avoir, par rapport à l'accusé, la déclaration qu'ils ont à faire. Leur mission n'a pas pour objet la poursuite ni la punition des délits : ils ne sont appelés que pour décider si l'accusé est, ou non, coupable du crime qu'on lui impute. » Le législateur a ainsi voulu faire simple la tâche du juré. Il n'y a cependant guère réussi. Des questions très nombreuses sont posées en fait : les circonstances aggravantes non mentionnées dans l'acte d'accusation, qui se sont révélées au cours des débats, les excuses légales proposées par l'accusé, doivent en effet faire l'objet de questions spéciales. Ce n'est déjà plus la simplicité initiale. Le juré, d'autre part, rempli de bonne volonté, cherche sans doute, comme le lui demande la loi, à discerner si le journaliste amené devant lui est bien réellement coupable. Mais si, lorsqu'il s'agit de crimes ordinaires, en face des théories déterministes, de l'influence atavique ou du milieu social, la réponse à la question légale est déjà difficile, elle est particulièrement délicate en matière de délit de

presse. Nous avons eu en effet l'occasion de voir que le mobile pouvait, en une large mesure, en restreindre le caractère répréhensible. Aussi le juré, si quelque doute s'élève dans son esprit, répond souvent par la négative à la question qui lui est posée. Il peut être ainsi amené, tout en se pénétrant de l'esprit de la loi et par suite de scrupules très honorables, à énerver la répression. Mais il arrivera le plus souvent qu'il cherchera à se rendre compte des conséquences pénales de son verdict : la loi, en obligeant le président du jury à poser la question des circonstances atténuantes, qui n'est, en fait, que la question d'adoucissement de la peine, semble du reste l'engager elle-même à entrer dans cette voie. Dans ce cas, alors, les recommandations du législateur sont vaines. Ainsi ou le principe de la distinction du fait et du droit, mis en vedette par le législateur, est inefficace, ou il aboutit à jeter le trouble dans l'esprit des plus scrupuleux d'entre les jurés et à les amener, dans la crainte de punir trop sévèrement l'accusé par un verdict dont ils ne connaissent pas les conséquences, à des acquittements répétés. Il ne doit donc pas être conservé.

Evitons donc de restreindre la liberté d'action du juré. Comment y parvenir ? Nous avons vu qu'au cours des discussions parlementaires, les législateurs favorables à l'application de la compétence du jury en matière de presse mettaient en relief, entre

autres arguments, le caractère tout spécial des jugements de cette sorte : ils les considéraient comme de véritables *arbitrages*.

Pourquoi ne pas donner effectivement aux jurés de presse, investis de la confiance de l'opinion publique, de véritables pouvoirs d'arbitres, en leur permettant de se prononcer non seulement sur la peine même, mais encore sur la question des dommages-intérêts et de l'amende ? Ce système a été admis à l'étranger.

Une loi portugaise a obligé le jury à répondre aux questions suivantes : 1^o l'écrit incriminé contient-il un abus de la liberté de la presse ? 2^o le prévenu est-il coupable ? 3^o quel est son degré de culpabilité, et quelle peine doit lui être infligée ? Au Brésil, le jury, non seulement doit répondre aux questions de culpabilité et d'abus de la liberté de la presse, mais il doit encore se prononcer sur la peine même et les dommages-intérêts. Avec ce système beaucoup d'inconvénients actuels seraient évités. En cas d'acquittement de l'écrivain, la cour ne peut pas accorder au plaignant des dommages-intérêts. Cette disposition porte souvent un préjudice considérable à ce dernier ; il est bien souvent, en cas d'acquittement de son diffamateur, un véritable condamné aux yeux de l'opinion publique. Aussi a-t-on quelquefois réclamé une modification de la loi sur ce point. Il est inadmissible, a-t-on dit, qu'en cas d'acquitte-

ment le diffamateur soit soustrait dans tous les cas à toute réparation des conséquences dommageables de son acte. La loi, en voulant être libérale envers les uns, a abouti à livrer les autres sans défense à la catégorie la moins recommandable des journalistes, celle qui fait du chantage une profession. Aussi a-t-on proposé le rétablissement, en matière de presse, de la règle commune qui veut que, même en cas d'acquittallement par le jury, la cour d'assises puisse se prononcer sur l'action civile et condamner à des dommages-intérêts soit le plaignant, soit le prévenu. (La commission sénatoriale, en 1900, s'est prononcée en ce sens.)

Il semble qu'il faille hésiter à revenir sur ce point aux règles communes. L'inconvénient signalé pourrait peut-être disparaître par d'autres procédés qui ne donneraient pas à craindre que la Cour, par l'octroi de dommages-intérêts élevés (qui, avec un système de responsabilité bien organisé, seraient pour le moins aussi redoutés qu'une légère peine corporelle), ne puisse arriver à juger de nouveau, et sans avoir qualité à cet effet, le procès que le jury doit seul solutionner.

Bozérien en 1882, Trarieux en 1889, ont préconisé une modification d'un autre genre. A défaut de condamnation, a-t-on dit, que le fonctionnaire diffamé puisse au moins, s'il est digne d'intérêt, avoir une justification à produire en face de l'opinion

publique. Aussi, au lieu de poser au jury la seule question de culpabilité, que la loi permette de lui adresser la question subsidiaire suivante : « les faits diffamatoires ont-ils été prouvés » ? Le jury, tout en estimant l'écrivain excusable, pourra ainsi sauvegarder l'honneur de sa victime.

Il est à craindre que la possibilité de répondre par la négative à une pareille question ne rendît le jury encore plus enclin aux acquittements qu'avec le système actuel. L'intérêt moral de l'accusé peut en effet déterminer quelquefois les jurés à reconnaître coupable le diffamateur. S'ils pouvaient croire, au contraire, — et l'avocat du prévenu ne manquerait pas de le leur faire remarquer — qu'ils sont à même, s'ils acquittent tout en déclarant non prouvés les faits allégués, de donner satisfaction à tout le monde, leur libéralisme les portera souvent à cette solution (1). Le système du juré de presse arbitre, prin-

1. Remarquons que la réforme proposée par Bozérian semble procéder de l'idée que le rôle du jury en matière de presse est bien différent de celui qu'il est appelé à jouer dans un procès criminel ordinaire. On ne songe en effet jamais, dans ce dernier cas, à poser aux juges des questions pouvant intéresser non pas le prévenu, mais le plaignant ; le juge criminel ne doit statuer que sur le sort de l'accusé. Une pareille particularité s'explique au contraire facilement si

cipe même dont la proposition Bozérian n'est qu'une application, permettrait au diffamé, après l'acquiescement du journaliste, de demander au jury de reconnaître d'une manière certaine qu'il a été indûment attenté à son honneur.

La possibilité d'évaluer l'amende permettra au juré de jouer effectivement, toute préoccupation de classe mise à part, — leur recrutement en sera la garantie — le rôle d'arbitres entre le prévenu et la Société. Il pourra ainsi, tout en évitant d'appliquer des peines corporelles (ce qui, en matière politique, répugne à la plupart des Français), évaluer selon les circonstances de temps, de lieu — le ministère public l'aidera dans cette tâche, et son éducation lui en fera comprendre l'importance — la gravité du préjudice que l'écrit a pu causer à la Société. Il pourra encore, en le supposant mis en présence de ceux sur lesquels doit peser en dernière analyse la responsabilité civile, doser l'amende de manière à donner à l'entreprise-journal un simple avertissement ou une leçon exemplaire. Tenant compte, dans son évaluation, de la gravité sociale de l'infraction aussi bien que des ressources du journal, il aura le pouvoir, au nom de l'opinion publique, d'arrêter dans leur œuvre de destruction ceux dont les

l'on fait du juré appelé à statuer sur les procès de presse un véritable arbitre.

écrits pourront unanimement être considérés comme oppressifs pour des innocents ou comme le prodrome de désastres sociaux (1).

1. En ce qui concerne l'évaluation des dommages-intérêts par les jurés, il ne semble pas que, dans l'état actuel des mœurs, on puisse en attendre des résultats appréciables. A l'encontre de ce qui se passe en Angleterre, où l'octroi de dommages-intérêts considérables a suffi à porter un coup terrible à l'industrie de la diffamation, les Français, par un scrupule peut-être exagéré, ne sollicitent que très rarement des dommages-intérêts élevés lorsqu'il a été attenté à leur honneur. La plupart des demandes de dommages-intérêts s'élèvent en effet le plus souvent au chiffre principe de 1 franc.

CHAPITRE IV

Nécessité de mettre le jury en présence des vrais coupables.

Une dernière considération doit contribuer à enlever au jury, en grande partie tout au moins, la responsabilité des décisions indulgentes à l'excès qu'il rend souvent en matière de presse. C'est le fait que la loi de 1881 a organisé, en ce qui concerne les journaux, les responsabilités de telle manière que les jurés, lorsqu'ils sont appelés à statuer, ne se trouvent presque jamais en présence des vrais coupables. Voyons quelles modifications législatives pourraient, en changeant cet état de choses, nous mettre à même d'apprécier la valeur de l'institution du jury comme juge des procès de presse.

La presse, nous l'avons vu, a été accaparée en partie par des financiers qui, lui ayant donné un caractère principalement commercial, cherchent à en

faire un instrument de profits. Les articles violents, injurieux, diffamatoires, ne sont bien souvent considérés par eux que comme un moyen d'augmenter le tirage. Il semble difficile de trouver, hors de la loi, un remède à ces abus. La juridiction disciplinaire nous a paru d'une organisation difficile. Faut-il chercher ailleurs ? Sans doute l'on doit penser avec M. Poincaré que « la meilleure garantie contre le débordement des injures, des diffamations et des fausses nouvelles serait dans un état général amélioré, affermi et renouvelé des mœurs, des consciences et des caractères » ; mais aucun indice ne permet de supposer qu'une pareille amélioration dans la moralité publique se produira de sitôt. M. Poincaré, lui-même, d'ailleurs, propose d'autres remèdes. Mentionnons encore une solution originale proposée par M. Lucien Marc (1) : pour lui, l'amélioration de la presse doit se faire au moyen des annonces. Celles-ci, devenant de plus en plus demandées avec le développement toujours plus considérable de la vie économique, pourraient être insérées à des prix suffisamment rémunérateurs pour assurer la prospérité matérielle des journaux. Ces derniers seraient ainsi délivrés du joug des bailleurs de fonds et pourraient facilement dédaigner les moyens les plus vils de multiplier leur tirage.

1. *Revue Bleue*. Enquête sur la presse, numéro du 18 décembre 1897.

Quoi qu'il en soit, en attendant que la presse puisse se réhabiliter d'elle-même, une intervention du législateur dans le but de rendre efficace le système actuel des responsabilités paraît s'imposer. Examinons donc les modifications qui pourraient être faites à la législation qui régit la matière, tant en ce qui concerne les responsabilités pénales qu'en ce qui touche aux responsabilités civiles.

I. — *Sur la responsabilité pénale.* — Divers systèmes sont pratiqués par les législations :

a) Le premier système qu'adoptèrent les lois de 1816 est celui de la responsabilité solidaire. Il consiste à appliquer purement et simplement le droit commun en ce qui concerne la participation au délit. C'est la publication de l'imprimé qui constitue le délit. Tous ceux qui, à un titre quelconque, ont participé sciemment à cette publication sont pénalement responsables, soit comme auteurs, soit comme complices. Les coupables seront poursuivis solidairement et simultanément.

Le système pratiqué dans certains cantons suisses et entre autres à Genève fait une part encore plus large au droit commun. Alors que la loi de 1819 exigeait qu'un individu qu'elle appelait « éditeur responsable » (et qui devint dans la suite le *gérant*), répondit dans tous les cas de l'infraction en qualité d'auteur principal, la législation du canton de Genève, aux termes du règlement du 10 avril 1877,

ne permet la poursuite de qui que ce soit qu'autant que la participation volontaire au délit est démontrée. Mais, dans ce cas, il est toujours possible de poursuivre.

Ce système ne semble pas appelé à prendre une grande extension. Il oblige en effet la partie poursuivante à une démonstration extrêmement difficile, celle de la participation de telle ou telle personne à un délit de presse : il aboutit de la sorte le plus souvent à l'impunité. Aussi, quoique M. Joseph Reinach eût dit, dans l'exposé des motifs de sa proposition (elle organise la répression sur le modèle du droit commun), « qu'il ne sera pas plus difficile au magistrat de découvrir l'auteur d'un délit de presse que celui de tout autre crime ou délit, qu'il appliquera les mêmes règles, les mêmes présomptions », on peut ne pas être entièrement convaincu.

b) Le système de la responsabilité successive, aussi appelé système de la responsabilité « *par cascades* », a inspiré plusieurs législations étrangères : la Belgique l'a adopté par le décret du 20 juillet 1831, le Portugal, par une loi de 1866, la Hollande, par son Code pénal. Il régit également certains cantons suisses.

Dans ce système, la loi établit une échelle de responsabilités entre les divers co-participants du délit, selon un ordre successif : la responsabilité portera avant tout sur un ou plusieurs des coupables. Les

autres ne seront poursuivis que si le principal responsable est inconnu. Dans les pays à responsabilité successive simple, comme le Danemark et la Norvège, la poursuite contre un coupable exclut *d'une manière absolue* la poursuite contre les autres. Ce système paraît devoir être celui de l'avenir.

c) La théorie des preuves de négligence est, au contraire, appliquée par la législation allemande et autrichienne. C'est l'auteur seul qui est ici considéré comme le vrai et unique coupable : lui seul doit être poursuivi. Au cas où il est inconnu, la loi incrimine l'éditeur et l'imprimeur, non pas comme responsables subsidiairement de la publication de l'écrit délictueux, mais comme coupables d'avoir *négligé* de connaître l'identité de l'auteur principal. C'est en réalité le manquement au devoir professionnel, plus que la participation au délit, que la loi cherche ainsi à atteindre.

d) Le système de la loi de 1881 est loin d'avoir la simplicité des précédents. Il combine en effet les théories de la responsabilité successive de la responsabilité solidaire, en même temps qu'il conserve, à l'instar de la loi de 1819, la publication comme élément du délit. La lecture de l'article 42 de la loi du 29 juillet 1881 pourrait faire croire, à première vue, à l'adoption par la loi du régime de la responsabilité successive ; les auteurs principaux doivent en effet être poursuivis dans l'ordre ci-après : 1° les

gérants ou éditeurs ; 2° à leur défaut, les auteurs ; 3° à défaut des auteurs, les imprimeurs ; 4° à défaut des imprimeurs, les vendeurs, distributeurs ou afficheurs. Mais l'article suivant vient aussitôt modifier la portée de cette disposition ; par application du principe solidaire, d'autres coupables sont mis en cause. En plus des auteurs, qui ne seront poursuivis que comme complices lorsque les gérants sont en cause, toute personne qui réunit un des caractères de la complicité prévue par l'article 60 du Code pénal (1), peut également faire l'objet de poursuites.

La loi permet donc la poursuite contre un grand nombre de personnes. Mais elle n'oblige pas de les poursuivre toutes : la victime a la faculté de faire un choix parmi elles, et même, au besoin, de laisser de côté l'auteur principal. Cette faculté tend donc à rendre théorique la détermination faite par la loi de l'auteur principal.

1. Art. 60 : « Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit ceux qui, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables auront provoqué à cette action ou donné des instructions pour la commettre. Ceux qui auront procuré des armes, des instruments ou tout autre moyen qui aura servi à l'action, sachant qu'ils devaient y servir, ceux qui auront, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action dans les faits, qui l'auront préparée ou facilitée, ou dans ceux qui l'auront consommée... »

Cette législation a eu pour résultat d'amener le plus souvent sur les bancs des assises le gérant du journal, considéré comme auteur principal, et quelquefois seulement l'auteur lui-même.

Il n'est pas obligé, en effet, de signer ses articles, ni de faire connaître de quelque autre façon qu'il en est l'auteur (1). Or ce gérant, en fait, n'est guère res-

1. La question de l'anonymat a été et est encore vivement discutée. Une loi du 16 juillet 1850 introduisit la nécessité de signer les discussions politiques, philosophiques et religieuses.

La loi de 1881 ne parle pas de la question ; aussi l'anonymat s'est-il introduit dans les mœurs. Il est très attaqué aujourd'hui. Les personnages consultés récemment par la *Revue Bleue*, lors de sa récente enquête, se prononcent en grande majorité contre cet usage. Il rend en effet les poursuites difficiles. le pseudonyme ne devant légalement être révélé ni par le propriétaire, ni par le gérant, ni par l'imprimeur. Il est également à l'opposition du principe individualiste de la responsabilité des actes personnels. Aussi l'amendement Tinguay avait-il pour but d'obliger tout écrivain à signer ses articles. Girardin voulait faire établir par la loi l'obligation pour l'auteur de mettre sa signature sur les exemplaires remis au Parquet.

Cependant l'anonymat est encore très défendu. Il permet seul d'écrire à un grand nombre de personnes de haute valeur, qui, à raison de leur situation, ne peuvent pas publier leur nom ; on revendique également le droit, pour un journal, de pouvoir former une force anonyme collective. Un journal politique, pour avoir une influence durable, doit en effet se conformer à « une ligne de politique générale et impersonnelle ». (Cette dernière considération paraît avoir une grande force.) L'anonymat n'aura pas non plus un grand inconvénient au point de vue des responsabilités,

ponsable du contenu des articles qui se trouvent dans le journal ; c'est le plus souvent un homme (ce pourrait même être une femme, Eugène Pelletan l'a expressément déclaré au Sénat en 1881) d'une capacité toute relative, dont le principal rôle consiste essentiellement à aller répondre devant les tribunaux d'infractions commises par d'autres. Aussi ce « Procureur à la prison », que le jury sait irresponsable, réussit le plus souvent à susciter sa compassion, et à provoquer un acquittement. M. Henri Bérenger (1) a exprimé, d'une manière sans doute énergique, mais en tous cas exacte, cette situation en ces termes : « Supposez, qu'une bande de voleurs se syndique pour déléguer l'un d'entre eux — le plus pauvre et le moins habile — devant les tribunaux ; supposez que ce délégué endosse tous les méfaits de la bande et que les magistrats acceptent une pareille combinaison, vous aurez une image assez exacte des rapports entre la Presse et la Justice. »

Ce système — auquel M. Cruppi ne trouve qu'un seul avantage, celui de permettre aux gouvernements, au moyen de poursuites, de paraître énergiques sans trop irriter la presse — nous a cependant été em-

puisque, s'il évite toute répression à l'égard de l'auteur de l'article, il laisse intacte la responsabilité de celui qui trace la ligne générale du journal, le directeur.

1. Conclusion de l'Enquête de la *Revue Bleue* sur la presse, n° du 22 janvier 1898.

prunté par une loi hongroise de 1848, et par la loi italienne du 26 mars 1848.

On a fait découler la fiction de gérance du fait que c'est la publication qui caractérise le délit de presse. Cette idée, exprimée en 1819, a été répétée par M. Lisbonne en 1881. Un journal, dit-on en ce sens (1), est une entreprise de publication à laquelle collaborent plusieurs personnes. A cette entreprise, il faut un chef, qui, en surveillant la rédaction, puisse assumer la responsabilité de la publication. Jusqu'ici, le raisonnement semble parfaitement se tenir. Mais où il devient sophistique, c'est lorsque l'on donne au gérant ce rôle de chef responsable de la publication. Comment les choses se passent-elles, en effet, dans la réalité des faits ? Le directeur du journal, en relations constantes avec le propriétaire-baillieur de fonds, assume, en réalité, toute la charge de l'entreprise de publication ; c'est lui qui choisit le rédacteur en chef, appelé aussi dans la pratique « secrétaire de la rédaction ») qui devra, au cas où il ne pourra pas le faire lui-même, vérifier les articles à publier et permettre, ou non, qu'ils soient insérés dans le journal. Ce sera souvent un véritable commettant par rapport à l'auteur qui — et ce fait sem-

1. Voir Chassan, *Traité des délits et contraventions de la parole, de l'écriture et de la presse*, p. 125 et suivantes.

ble particulièrement exact lorsqu'il s'agit d'écrits difamatoires — sera, dans l'immense majorité des cas, un homme besogneux disposé à écrire tout ce qui lui sera commandé pour ne pas perdre sa place. Il semble jouer, quelque étrange que puisse de prime abord paraître cette affirmation, le rôle de complice plutôt que celui d'auteur principal du délit de publication (1). La permission qui lui est laissée de gar-

1. Le peu d'indépendance du simple rédacteur nous est prouvé par l'omnipotence dont jouit au contraire un préposé du directeur, le secrétaire de la rédaction. M. Bézard-Falgas décrit ainsi ses fonctions :

« Dans nos journaux, où les fonctions de rédacteur en chef n'existent plus guère que comme titre honorifique, le secrétaire de la rédaction est le véritable lieutenant du directeur pour tout ce qui concerne celle-ci. Il est son confident, le dépositaire de l'esprit du journal, le gardien des intérêts de la maison. Il sait quelles personnes il faut ménager ; lesquelles, en cas échéant, on peut critiquer. Il lit toute la *copie*, écarte celle qui ne convient pas, retient celle qui plaira à la clientèle, modifie de sa propre autorité ou fait modifier le sens ou la longueur des articles, les met au point ou veille à ce qu'ils y soient... il surveille ses collaborateurs, les inspire, leur transmet les instructions du directeur, dirige le reportage s'il n'a pas, à côté de lui, un « chef d'informations ». C'est à lui alors que les reporters attitrés du journal et les teneurs de « rubriques » remettent leurs articles. Quand son journal est « fait », c'est-à-dire quand toutes les matières qui le composent sont prêtes, il assiste à la « mise en page », indiquant au metteur en page la place qui convient à chaque article. Il tient compte, dans ce travail, de la physionomie habituelle du journal, mais il la modifie, s'il le juge convenable, pour donner plus de relief à un article sensationnel. Il prête attention à ce que son journal ait « de l'œil », c'est-à-

der l'anonymat peut en être considéré comme une preuve concluante. La nécessité d'organiser avec soin le jeu des responsabilités en premier lieu à l'égard du directeur semble donc s'imposer. Sous l'empire de la loi de 1881, ce dernier ne peut être considéré comme complice que si les éléments de la complicité exigés par l'article 60 du Code pénal sont réunis. La difficulté d'en prouver l'existence assure bien souvent en fait l'impunité.

Il en est de même pour le rédacteur en chef (1). Il semblerait plus conforme à la réalité des choses de désigner comme auteur de l'infraction le directeur même du journal ; le rédacteur en chef, le secrétaire de la rédaction, ainsi que l'auteur de l'article seraient

dire un aspect agréable. Pour cela, si un article « tombe mal », s'il est trop long, il en retranche quelques lignes. Il en ajoute, s'il est trop court, ou bien il le déplace. Un titre choque-t-il l'harmonie ? Est-il trop *fort* ou trop *maigre* ? Il le fait changer ; et si, à la dernière minute il manque de matières pour remplir le journal, il fait composer rapidement un écho, un fait divers, ou il choisit, parmi le *marbre* de la veille, ce qui lui est nécessaire. A-t-il au contraire trop de matières ? Il réserve celles qui peuvent attendre et qui composeront le *marbre* pour le lendemain. Ainsi le secrétaire de la rédaction est responsable devant le Directeur de tout le journal, de son esprit et de son aspect. »

Grande Encyclopédie, mot « *Presse* ».

1. La jurisprudence se refuse, en effet, à considérer le directeur ou le rédacteur en chef comme complices du gérant au cas où un article n'est pas signé. Il a même été jugé qu'il devait en être de même au cas où un article était signé « la Rédaction » (Alger, 21 avril 1898).

présomés complices sans qu'il soit besoin de réunir contre eux la preuve de la complicité telle que la définit l'article 60 du Code pénal. Ce système pourrait ainsi permettre au jury, en ce qui concerne la répression pénale, d'être appelé à juger les véritables coupables.

§ 2. — *Sur la responsabilité civile.* — Nous avons demandé que le jury puisse statuer sur les condamnations à l'amende et aux dommages-intérêts qui peuvent être prononcées contre le prévenu. La loi doit, par une bonne organisation des responsabilités civiles, l'aider dans cette tâche.

On a reconnu souvent que la responsabilité civile bien organisée remplacerait avantageusement la responsabilité pénale. Elle seule pourrait remédier avec quelque efficacité aux abus de la presse. « La plupart du temps », a dit M. Poincaré (1), « une campagne diffamatoire n'est pas imputable à des journalistes de profession, mais à des spéculateurs embusqués derrière les guichets de la caisse : de gros dommages-intérêts aux vrais coupables, et nous assisterons sans doute rapidement à la débâcle de la calomnie. » Elle aboutirait, en outre, à un meilleur recrutement des journalistes : les propriétaires contre qui elle doit porter ne permettraient d'écrire dans leurs journaux qu'à des hommes assez circonspects

1. *Revue Bleue*, numéro du 11 décembre 1897.

pour ne pas exposer l'entreprise à encourir des responsabilités. L'Angleterre et les Etats-Unis fondent entièrement le régime de la presse sur le principe de la responsabilité des propriétaires (1). Cette responsabilité peut encore se justifier au point de vue rationnel : le propriétaire d'un journal doit, en raison de l'action qu'il exerce sur la Société, se voir imposer certaines charges. Il est juste également que les risques de l'entreprise aillent là où vont les bénéfices : le capital doit être mis en risque.

L'article 44 de la loi du 29 juillet 1881 rend responsables les propriétaires de journaux des condamnations prononcées au profit de tiers contre les personnes désignées dans les articles précédents (gérants, auteurs, imprimeurs, vendeurs, distributeurs, afficheurs, complices selon l'article 60 du Code pénal), conformément aux articles 1382 et suivants du Code civil.

La commission de la Chambre des députés, en 1881, avait tout d'abord pensé étendre davantage la res-

1. Signalons une particularité de la loi anglaise : le propriétaire peut toujours se soustraire aux poursuites, s'il démontre : 1° qu'il n'y a eu de sa part ni faute lourde, ni intention de nuire ; 2° qu'avant toute plainte, il a présenté une excuse suffisante dans le journal. Il peut alors *payer en cour*, c'est-à-dire offrir une somme d'argent à titre d'indemnité. Si le plaignant la refuse, c'est à ses risques et périls : il s'expose, en effet, si cette somme est jugée suffisante, à perdre son procès devant le jury.

ponsabilité du propriétaire. Pour remplacer en une certaine mesure le cautionnement, elle avait, dans son projet, déclaré les propriétaires de publications civilement responsables, d'une manière générale, des condamnations prononcées contre les personnes que nous avons indiquées. Lisbonne, en son rapport, indiquait la portée de cette disposition. Elle devait seulement étendre aux amendes la responsabilité que le droit commun de l'article 1384 faisait encourir au propriétaire du journal. Mais, malgré un vote de la Chambre en ce sens, la commission, dès avant la deuxième délibération, entendit rentrer dans les termes du droit commun en limitant cette responsabilité aux dommages-intérêts. La commission du Sénat modifia à son tour le texte voté par la Chambre, voulant préciser, par une référence aux articles 1382 et 1384, la portée de la loi. Ainsi fut élaboré l'article 44.

α). Le directeur du journal est donc responsable, dans les termes de l'article 1382, de la réparation du préjudice à laquelle auront été condamnées les personnes mentionnées dans les articles 42 et 43 :

β). Il sera également responsable des condamnations pécuniaires (c'est-à-dire des dommages-intérêts et des dépens), encourues du fait des mêmes personnes.

L'application de cette disposition est peu fréquente. Le propriétaire ne peut être responsable

aux termes de l'article 1384 que s'il est prouvé qu'entre lui et les personnes désignées, existent des relations de commettant à préposé. Telle est l'intention du législateur : « Les propriétaires, a dit Eugène Pelletan, répondront des condamnations prononcées au profit des tiers contre le gérant dans le cas où celui-ci aurait le caractère de préposé dans le sens de l'article 1384 du Code civil. » En ce qui concerne le gérant, les multiples fonctions qu'il peut avoir à exercer, entre autres celles qui lui assurent une part à la direction du journal, peuvent lui enlever la qualité de préposé. C'est une question de fait à trancher par les tribunaux. Quant aux auteurs, aux imprimeurs, aux vendeurs, distributeurs, afficheurs, ils exercent un métier propre qui leur enlève également la qualité de préposés. — La nécessité de cette preuve devrait être écartée afin de rendre efficace la responsabilité du propriétaire. Elle devrait exister de plein droit. Elle devrait également, comme le proposait primitivement la commission de la Chambre des députés, en 1881, être étendue aux amendes.

La responsabilité civile du propriétaire admise, la loi doit chercher à la rendre efficace. Examinons les moyens dont elle peut disposer à cette fin :

a) *Cautionnement*. — Ce système consiste à faire verser par avance aux journaux entre les mains du gouvernement, une certaine somme d'argent, qui

devra assurer le paiement des amendes et condamnations pécuniaires auxquelles ces journaux pourraient être condamnés.

Il a été pratiqué presque continuellement en France, à part de brèves interruptions en 1848 et 1870, depuis la Restauration jusqu'à la loi de 1881. Une loi de 1868 le limitait aux journaux traitant de matières politiques et d'économie sociale. A l'exemple de la France, il a été adopté par l'Angleterre. Il a, en ce pays, la forme de garantie fournie par deux personnes solvables. Les législateurs de 1881 l'écartèrent.

Le principe en aurait été nettement défini par Royer-Collard lors de la discussion des lois de 1819. « Le journal, disait-il, peut avoir une influence politique : or, cela appelle une garantie. Selon les principes de la charte, elle se rencontre en une certaine situation sociale. Or, cette situation est déterminée par la propriété et ses équivalents. Tel est le principe du cautionnement. » On en nia le danger ; une pareille mesure, disait Savoye-Rolleri, appuyé par de Saint-Aulaire, devait être sans effet sur la liberté des journaux. Leur nombre en effet était déterminé par le nombre des partis politiques existants (ce qui était vrai en 1819). Or tout parti est assez riche pour fournir un cautionnement. On devrait, en outre, l'admettre aussi bien que les précautions préventives que la loi imposait à beaucoup d'autres profes-

sions. Le législateur de 1881 l'écarta principalement, quoiqu'il eût survécu au cens, à cause de ses rapports avec le régime censitaire (1). Ce n'est qu'accessoirement en effet que, sous les régimes antérieurs, l'utilité que pouvait avoir le cautionnement d'assurer l'efficacité des condamnations pécuniaires ou à l'amende avait été invoquée. Il semble que d'autres raisons doivent également contribuer à l'écarter. Il est en effet inadmissible d'exiger une caution sous le seul prétexte que la loi pourra être violée. Si ce principe était reconnu, pourquoi ne l'appliquer qu'aux journaux ? Les législations, d'ailleurs, prouvèrent bien, en limitant le cautionnement aux journaux politiques, que tel n'était pas leur but véritable. Il serait en outre de nature à accentuer pour la presse un péril qui n'est déjà que trop réel à l'heure actuelle ; si le dépôt d'une somme d'argent était immédiatement exigé, la presse serait probablement livrée à la discrétion des financiers.

b) C'est dans l'organisation d'un système de publicité que l'on voit actuellement le remède de la situation.

Dans ce but, la loi anglaise a établi dans les bureaux du Somerset-House un registre public qui doit contenir les noms des propriétaires de journaux. Chaque année, ceux-ci doivent faire certaines dé-

1. Rapport Lisbonne, en ce sens.

clarations qui y seront mentionnées. Elles doivent contenir principalement l'énonciation de leur nom, de leurs occupations, de leur domicile d'affaires, de leur résidence. L'expérience prouve que ce système a été efficace.

En 1881, la commission avait proposé d'établir par la loi l'obligation de mentionner, lors du dépôt au Parquet, les nom et demeure des propriétaires. La Chambre vota cette disposition. Le rapport d'Eugène Pelletan au Sénat combattit au contraire cette disposition et réussit à la faire écarter. L'intérêt du poursuivant même fut invoqué en ce sens. La déclaration, disait le rapporteur, porterait le plus souvent le nom d'hommes de paille et la difficulté de prouver cette fraude nuirait principalement au plaignant. Il semble cependant que cette considération n'aurait pas dû arrêter le législateur. Celui-ci en effet pouvait, par l'établissement de peines sévères, enlever aux directeurs réels des journaux l'envie de se soustraire de la sorte à l'application de la loi.

Inscrivons donc dans la loi la disposition proposée par la commission de 1881.

Le jury, mis ainsi en présence d'un côté du directeur du journal, du rédacteur en chef et de l'auteur de l'article, dont il aura à apprécier la responsabilité pénale ; mis à même, d'autre part, d'évaluer la res-

ponsabilité civile du propriétaire, pourra statuer en pleine connaissance de cause. Il sera ainsi véritablement responsable de ses décisions et ne pourra plus excuser ses faiblesses en invoquant la nécessité de renvoyer des fins de l'accusation un pauvre hère qui semble absolument étranger aux faits qui lui sont reprochés.

APPENDICE

Sur le jury d'accusation, et l'instruction des procès de presse. — Angleterre. — Le jury d'accusation fonctionne en Angleterre : le prévenu ne peut, en principe, comparaître devant le petit jury ou jury de jugement que s'il y a été mis en accusation par le grand jury.

Les origines en sont anciennes. Au moment où l'Assise Anglaise devint un véritable jury les douze chevaliers qui la composaient avaient, outre leurs fonctions judiciaires, le droit de « présenter » aux juges les noms de ceux qui, dans le canton, étaient soupçonnés de crimes. Dans la suite, l'autorité des chevaliers s'accrut et arriva un moment où ils purent décider seuls s'il y avait lieu de poursuivre. L'usage fit ensuite établir, non plus par « centaine » mais par « comté », une commission supérieure chargée de dénoncer les criminels. Elle prit le nom de « Grande Enquête ». Là est l'origine du grand

jury ou jury d'accusation. Le principe que la comparution devant ce jury était le préliminaire de toute affaire criminelle ne tarda pas à s'ancrer profondément dans les mœurs. Aussi lorsqu'en 1496 un statut de Henri VII décida que les juges ambulants et les juges de paix pourraient, pour les délits les plus importants, procéder sur les informations qu'ils auraient obtenues sans l'intervention du jury, un tel mécontentement se manifesta que Henri VIII dut modifier cet état de choses dès son avènement.

Le jury d'accusation existe encore actuellement en Angleterre. La procédure y est ainsi réglée (1) : les cours de petites sessions ou de police peuvent renvoyer l'accusé devant un degré supérieur de juridiction. Alors le greffier de la Cour dresse l'acte d'accusation. C'est un simple énoncé de la prévention. Le grand jury, alors réuni, se compose de vingt-trois membres. Il n'ordonne le renvoi devant le petit jury que si douze membres se prononcent dans ce sens. La procédure y est secrète. Les audiences ont lieu à huis clos : le prévenu n'est assisté d'aucun conseil, avocat ou avoué. Le jury n'a pas d'autres pièces, pour former son opinion, que l'acte d'accusation et la liste des noms des témoins.

Le rôle du grand jury est de porter une accusation, non de la justifier ; cependant les juristes anglais

1. Glasson, ouvrage cité, t. VI, p. 752 et suivantes.

posèrent de bonne heure le principe que le grand jury doit être pleinement convaincu de la vérité de tout ce qui est allégué dans une plainte avant de la déclarer bien fondée.

France. — La Révolution devait, à l'exemple de l'Angleterre, introduire en France le jury d'accusation. Elle y voyait une précieuse garantie de liberté civile. Il est admis par le projet d'organisation judiciaire présenté à la Constituante le 22 décembre 1789. Duport, au comité de Constitution, avait rangé la division en jury d'accusation et en jury de jugement au rang des « principes fondamentaux de la justice et de la police ».

Dans la loi des 16-29 septembre 1791, qui organise la procédure, l'instruction préparatoire est confiée au juge de paix. Il est à la fois partie poursuivante et juge d'instruction. Le Directeur du jury, qui est alors un magistrat pris à tour de rôle, tous les six mois, parmi les juges du tribunal de district, doit vérifier les instructions faites par les juges de paix, et les rectifier au besoin. S'il croit qu'un crime a été commis, il dresse l'acte d'accusation conjointement avec la partie civile. Le jury d'accusation est alors convoqué. Il se compose de huit membres, tirés au sort sur une liste de trente citoyens formée par le procureur-général syndic de la commune chef-lieu du district, et approuvée par le Directeur de cette commune. Les jurés devaient décider à la majorité

des suffrages, après l'audition des témoins, s'il y a lieu, ou non, à poursuivre l'accusation.

L'instruction pour la procédure criminelle des 29 septembre-21 octobre 1791 indique au juré d'accusation le rôle que la loi entend lui faire jouer : « Les jurés doivent bien se pénétrer de l'objet de leur mission. Ils n'ont pas à juger si le prévenu est coupable ou non, mais si le délit qu'on lui impute est de nature à mériter l'instruction d'une procédure criminelle et s'il y a déjà des preuves suffisantes à l'appui de l'accusation. Ils apercevront facilement le but de leurs fonctions en se rappelant les motifs qui ont déterminé à établir un jury d'accusation. Ces motifs ont leur base dans le respect de la liberté individuelle... une simple prévention, qui souvent a pu suffire pour qu'on s'assurât d'un homme, ne suffit pas pour le priver de sa liberté pendant l'instruction du procès et l'exposer à subir l'appareil d'une poursuite criminelle... ce ne sont pas de simples soupçons, une simple prévention, mais un commencement de preuves déterminantes qui doivent provoquer la décision des jurés pour l'admission de l'acte d'accusation. »

La Constitution du 5 fructidor an III maintient les deux jurys. Le Code des délits et des peines du 3 brumaire an IV contient une disposition analogue. Il crée en outre (art. 517) un jury spécial d'accusation et un jury de jugement en toute affaire ayant

pour objet un écrit imprimé. La constitution du 22 frimaire an VIII consacre encore le principe du jury d'accusation

Une modification importante fut apportée par la loi du 7 pluviôse an IX. Le jury d'accusation devra désormais statuer non plus après l'audition des parties et des témoins, mais seulement sur le vu de l'instruction écrite. Le Directeur du jury seul devait entendre les témoins, et procéder seul à tous les actes de procédure. Aux termes de l'article 21, « la partie plaignante et dénonciatrice ne sera pas entendue devant le jury d'accusation ; les témoins n'y seront pas non plus appelés. »

Le Code d'instruction criminelle écarta le jury d'accusation. Aucune loi postérieure ne l'a rétabli en France. Il existe dans plusieurs pays étrangers, notamment en dehors de l'Angleterre, au Portugal.

Appréciation. — Cette juridiction d'instruction ne donna pas, dans son fonctionnement, de bons résultats. On a principalement critiqué, en Angleterre, l'absence de publicité des séances et le manque d'éléments d'information dont il dispose. Deux résultats, également regrettables, se produisaient en fait. Quelquefois la poursuite était ordonnée sans fondement sérieux ; le plus souvent, au contraire, l'accusation était abandonnée à la légèreté.

Son fonctionnement en France fut apprécié au cours des discussions qui précédèrent la rédaction

du Code d'instruction criminelle. Dans sa séance du 16 prairial an XII, le Conseil d'Etat eut à examiner la question suivante : Y aura-t-il un jury d'accusation ? Treilhard se prononça pour l'affirmative. Un seul jury ne pouvait donner de garanties suffisantes ni à la société, ni à l'accusé ; et, après une brève discussion, un projet qui consacrait le système du 7 pluviôse an IX fut adopté. Lors de la nouvelle épreuve du 1^{er} brumaire an XIII, Cambacérès s'éleva contre le jury d'accusation. Cette institution permettait en effet, aux quelques individus qui la composaient, d'arrêter à leur gré toute répression. Son maintien fut cependant décidé. Mais cet argument fit son chemin et, dans la séance du 23 janvier 1808, sa suppression fut votée sans discussion.

Il ne semble pas qu'il y ait lieu de regretter le jury d'accusation : la loi, pour éviter que les jurés puissent se laisser influencer par les dépositions des témoins, en arriva, nous l'avons vu, à ordonner que l'instruction se ferait uniquement sur pièces. Or, comme le fit remarquer Napoléon, les occupations habituelles des jurés les rendaient peu aptes à ce genre de travail. Il est, en effet, nécessaire d'être déjà familiarisé avec la procédure pour pouvoir se faire une opinion sur simple lecture de pièces : « Les jurés, dit Faustin-Hélie, ne jugent sainement que les faits qui frappent les sens : il faut qu'ils aient vu de leurs propres yeux les preuves à charge et à décharge ;

qu'ils aient ressenti l'impression que produisent les plaintes et les témoignages ; il faut une action qui les saisisse, un débat qui excite leur intérêt. » (1).

Les faits montrèrent en outre que la principale préoccupation des jurés d'accusation fut de ne pas allonger la détention préventive des accusés dont la culpabilité ne paraissait pas évidente. « La difficulté d'évaluer les présomptions », dit l'exposé des motifs du Code, « fait chercher au juré des preuves dont il n'a pas besoin pour se déterminer et, comme il ne les trouve pas, il arrive souvent que, malgré les indications, au lieu de renvoyer le prévenu pour être jugé, il le juge lui-même et prononce son acquittement. » La répression se trouvait ainsi singulièrement énervée et la protection de l'ordre public, considérablement compromise. Un pareil résultat serait particulièrement inopportun en matière de presse, alors que la nécessité d'assurer une répression très efficace est proclamée de toutes parts.

Il est, en plus, beaucoup plus délicat de se prononcer sur une accusation que sur la culpabilité même, « parce que l'accusation a pour élément des faits plus caractérisés et moins incertains. Cette tâche semble être au-dessus de la portée de l'intelligence du commun des hommes ». C'est ici, en conséquence, qu'un jury spécial composé d'écrivains,

1. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1854.

repoussé comme juridiction de jugement, aurait pu, par son aptitude à discerner les éléments d'un délit de presse, jouer un rôle utile.

Le Code d'instruction criminelle confia à des magistrats professionnels le soin de décider de l'accusation. Aux termes de l'article 218 du Code d'instruction criminelle, c'est une section de la Cour d'appel qui procède aux mises en accusation. Une telle compétence n'est pas superflue pour connaître de la qualification légale de délits de presse : la faiblesse des conseillers n'est pas non plus à craindre. Quant au reproche qu'on a quelquefois fait aux magistrats de voir souvent, dans l'intérêt de la Société, au-delà du cas concret qui leur est soumis, il semble, ici, ne plus avoir de portée : « lorsqu'il s'agit de prononcer une simple mesure d'instruction » en effet, « peut-être est-il nécessaire que la pensée s'élève en quelque sorte au-dessus des faits particuliers pour apprécier l'intérêt général qui est mis en cause. » (1).

On a quelquefois réclamé la publicité des audiences de la Chambre des mises en accusation. Cette réforme ne paraît pas s'imposer : le plaignant qui, dans les procès de presse est souvent, en fait, le véritable accusé, a le plus grand intérêt à ce que les diffamations énoncées contre lui ne soient pas de nouveau rendues publiques. L'opinion peut, en effet,

1. Faustin-Hélie, art. cité.

les avoir de nouveau oubliées. Il ne faut donc pas permettre, si la procédure ne doit pas se poursuivre, qu'elles soient de nouveau mises à jour. Mais l'exclusion de l'audience du plaignant et de la partie civile, que prononce l'article 223 du Code d'instruction criminelle, pourrait au contraire ne pas subsister. Cette disposition pouvait se justifier quand un jury d'accusation était appelé à statuer, mais il n'en est pas de même depuis que le Code d'instruction criminelle a rendu compétents des magistrats professionnels : ceux-ci ne sont pas susceptibles de se laisser troubler par la présence des parties. Elle présente en outre un inconvénient pratique : dès qu'un élément politique s'introduit dans un procès, une des parties au moins est toujours encline à accuser le gouvernement, quel qu'il soit, d'user de son influence à son détriment. Elle pourra se plaindre, avec le système établi par le Code d'instruction criminelle, de l'inégalité de traitement établie entre elle et l'accusation. C'est en effet en présence du procureur général que le greffier donne aux juges de la Chambre des mises en accusation lecture de toutes les pièces du procès. Il serait facile d'introduire ici une modification inspirée de l'esprit qui a présidé à l'élaboration de la loi du 8 décembre 1897. Ce texte prescrit au juge d'instruction de n'interroger l'accusé qu'en présence de son conseil. Sans doute l'avocat du prévenu ne peut pas prendre la parole (sauf toutefois avec l'autorisa-

tion du juge), mais le législateur a considéré que sa seule présence constituerait une garantie en faveur de l'accusé. Donnons donc satisfaction, devant la Chambre des mises en accusation, aussi bien au plaignant qu'au prévenu en leur assurant, par l'admission à l'audience de leurs avocats, le même traitement que le Ministère Public.

Vu : le Président de la thèse,
LARNAUDE

Vu ; le Doyen,
CH. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie
LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- Barbier.* — Code expliqué de la Presse. 2 volumes, Paris, 1887. Complément, 1 volume, 1895.
- Berthélemy.* — Traité élémentaire de Droit administratif. Paris, 1901, 1 volume.
- Block.* — Dictionnaire de la Politique : mot *Presse*. Paris, 1880, 2 volumes.
- Bulletin de la Société générale des Prisons* (Revue pénitentiaire). Enquête sur l'Echevinat, année 1899 et 1900. Article de M. Mittermaier sur l'Echevinat en Allemagne, année 1900.
- Chassan.* — Traité des Délits et Contraventions de la Parole de l'Ecriture et de la Presse. Paris, 1846, 2 volumes.
- Cruppi.* — La Cour d'assises, Paris, 1898, 1 volume.
— Napoléon et le jury. Discours de rentrée de la Cour de cassation, 1896.
- Dicey.* — Introduction à l'étude du Droit constitutionnel, traduit de l'anglais par MM. Batut et Jèze. Paris, 1902, 1 volume.
- Duvergier de Hauranne.* — Histoire du Gouvernement parlementaire en France, 1814-1848. Paris, 1870-1871, 10 volumes.

Ducrocq. — Cours de Droit administratif. 7^e édition. Paris, 1897-1905, 7 volumes.

Fabreguettes. — Traité des Délits politiques et des Infractions par la Parole, l'Ecriture et la Presse. Paris, 1901, 2 volumes.

« France judiciaire ». « La Presse et le Droit commun » articles de M. G. Leloir, année 1900.

Garraud. — Traité théorique et pratique du Droit pénal français. Paris, 2^e édition, 1898-1902, 6 volumes.

Glasson (Ernest). — Histoire du Droit et des Institutions politiques, civiles et judiciaires de l'Angleterre comparés au Droit et aux Institutions de la France depuis les origines jusqu'à nos jours. Paris, 1882, 6 volumes.

« Grande Encyclopédie » mot *Presse*.

Hatin (Eugène). — Histoire de la Presse en France. Paris, 1859-1861, 8 volumes.

— Manuel théorique et pratique de la liberté de la Presse. Paris, 1868, 2 volumes.

« Journal officiel ».

Le Poittevin (Gustave). — Traité de la Presse. Paris, 1902, 3 volumes.

— La Liberté de la Presse depuis la Révolution. Paris, 1901, 1 volume.

« Moniteur ».

Mérillon. — La Presse et le Droit commun. Discours de rentrée de la Cour de cassation, 1899.

Montesquieu. — De l'Esprit des Lois. 2 volumes.

Prévost-Paradol. — La France nouvelle. Paris, 1876,
1 volume.

« Revue Bleue ». Enquête sur la Presse, années 1897 et 1898.
Article de M. Joseph Fabre sur la Responsabilité en
matière de Presse, nos du 10 juin 1899 et du 9 juin
1900.

« Revue critique de Jurisprudence en Matière civile ». Du
jury d'accusation, articles de M. Faustin-Hélie, 1854.

« Revue des Idées », article de M. Larnaude sur la Sépara-
tion des pouvoirs et la justice en France, n° du
15 juin 1905.

« Revue de Législation » (Wolovski). « Du jury comme garan-
tie politique », article de Cherbuliez.

« Revue politique et parlementaire ». L'Etablissement du
jury en 1790 : article de M. Edmond Seligmann, 1901.

Tissot. — Le Droit pénal étudié dans ses Principes, dans les
Usages et les Lois. Paris, 1880, 3 volumes.

Worms. — Les attentats à l'honneur. Paris, 1890, 1 volume.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5

PREMIÈRE PARTIE

A quelle juridiction faut-il déférer les délits de Presse ?

CHAPITRE I. — La Presse et le Droit commun.....	13
Notions historiques. Angleterre-France.....	13
La question en 1819.....	14
La question en 1881.....	16
Discussion.....	19
CHAPITRE II. — Systèmes hostiles à l'intervention de la loi.....	26
A. — Système de l'impunité.....	26
Arguments invoqués, réfutation.....	27
B. — La Juridiction disciplinaire.....	31
Ce qui a été proposé. Faut-il compter sur cette juridiction ?.....	31
CHAPITRE III. — Systèmes admettant la nécessité d'une répression légale.....	38
Section I. — Historique.....	38
Angleterre.....	38
Révolution.....	42
Premier Empire (et preuve que l'attribution de Giraud.....	13

juridiction ne suffit pas à assurer la liberté de la Presse).....	47
Restauration.....	50
Monarchie de Juillet.....	59
1848.....	60
Second Empire.....	61
Depuis 1870.....	63
<i>Section II.</i> — Principaux systèmes en présence..	67
A. — <i>Compétence correctionnelle</i>	67
Par quels arguments est soutenu ce système.	69
Réfutation.....	70
B. — <i>Jury spécial</i>	74
Pourquoi faut-il écarter la compétence correctionnelle. — Arguments en faveur du jury spécial. — Ses diverses formes.....	78
C. — <i>Le Jury</i> . — Réfutation des arguments invoqués en faveur d'un jury spécial. — Pourquoi le jury doit connaître des délits de presse.	80
APPENDICE. — <i>Question de l'Echevinat</i> . — Son application limitée en Allemagne. — Doit-on l'introduire, en France, en matière de presse.....	89

DEUXIÈME PARTIE

La Réforme du Jury

CHAPITRE I. — Critérium de la détermination de la compétence en matière de presse.....	97
Caractère politique de l'infraction. — Nécessité d'apprécier l'intention de l'auteur.....	97
Protection des particuliers.....	104
Question de la protection des personnes revêtues d'un caractère public. — A. quelles personnes	

peut s'appliquer cette restriction. — Discussion	107
APPENDICE. — <i>Sur la Protection du Président de la République. La loi de 1881 doit-elle être modifiée.</i>	114
CHAPITRE II. — <i>Sur le Recrutement du Jury</i>	118
Divers Systèmes	123
I. — <i>Système des catégories</i>	123
II. — <i>Système admettant une base de recrutement plus large</i>	124
a) <i>Etats-Unis</i>	124
b) <i>Recrutement administratif</i>	126
c) <i>Système révolutionnaire</i>	127
d) <i>Système anglais</i>	128
e) <i>Systèmes éclectiques</i>	129
α) <i>Suède</i>	129
β) <i>Système de la loi de 1872</i>	130
f) <i>Système du sort. — Subdivisions</i>	134
CHAPITRE III. — <i>Nécessité de sauvegarder l'indépendance du jury</i>	138
I. — <i>Protection du juré contre lui-même. — Organisation d'une Cour d'assises spéciale</i>	138
II. — <i>Protection du juré contre les influences extérieures. — Réformes désirables</i>	143
III. — <i>Protection du juré contre la confusion et la passion qui peuvent s'introduire dans le débat. — Rôle actuel du président d'assises. — Notions historiques. — Dépendance du président en face du ministère public. — Traditions. — Origines civiles. — Réformes possibles. — Suppression des assesseurs. — Comment trouver un président présentant toutes les garanties d'impartialité désirables. — Sur l'acte d'accusation</i>	147
IV. — <i>Nécessité de permettre au juré de mesurer toutes les conséquences de son verdict. — Sur</i>	

la distinction du fait et du droit. — <i>Arbitrage</i> des jurés de presse. — Avantages.....	158
CHAPITRE IV. — Nécessité de mettre le jury en pré- sence des vrais coupables.....	166
§ 1. — <i>Sur la responsabilité pénale.</i> — Divers sys- tèmes.—La loi de 1881 et la fiction de gérance. — Résultats defectueux dans la pratique. — Critique de cette fiction. — Sur la responsabi- lité du « Directeur ».....	168
§ 2. — <i>Sur la responsabilité civile.</i> — Responsa- bilité du propriétaire. — Article 44 de la loi du 29 juillet 1881.Modifications possibles.— Com- ment rendre efficace cette responsabilité : a) Cautionnement. — b) L'organisation d'un système de publicité.....	177
APPENDICE. — <i>Sur le jury d'accusation et l'instruc- tion</i>	184
<i>Angleterre.</i> — Origines, fonctionnement actuel...	184
<i>France.</i> — Révolution, loi du 7 pluviôse an IX....	186
<i>Appréciation.</i> — En Angleterre. — En France. — L'accusation dans le Code d'instruction cri- minelle.....	188
BIBLIOGRAPHIE	194
TABLE DES MATIÈRES.....	197

